

nde

هكذا من الأصل

TRENTÉ-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10162

38 PAGES

SAMEDI 1^{er} OCTOBRE 1977

**E.D.F. cherche
à combler le retard
pris par le programme
nucléaire**
LIBRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,80 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 Sch.; Belgique, 13 F; Canada, 5 0/10; Danemark, 2,50 Kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; France, 20 F; Iran, 45 rls; Italie, 200 L.; Japon, 175 ¥; Luxembourg, 12 F; Norvège, 2,75 Kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,25 Kr.; Suisse, 1 S.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 25

S. RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 6291-22 Paris

Tél. Paris 65 69672

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'évolution exemplaire de la Catalogne

Voici donc la Catalogne de nouveau autonome après des années de souffrances et d'humiliations. La décision prise le 29 septembre par Madrid est d'une importance dont on ne peut pas dire qu'elle est historique tant l'adjectif a été utilisé depuis la mort de Franco, l'Espagne offrant au monde l'exemple rare d'une dictature qui se démantèle elle-même et cède la place sans violence à la démocratie. Mais dans une Europe qui pèche tant des régions et où la coopération entre socialistes, communistes et centristes au sein d'un même gouvernement relève encore de la chimère ou de la situation d'exception, le rétablissement de la Généralité de Catalogne est exemplaire à plus d'un titre.

Comment oublier, en effet, ce que l'Espagne a été pendant si longtemps : un pays dont la substance a été en bonne partie dévorée par un centralisme abusif, et où le choc entre la capitale et la périphérie a provoqué un cortège de guerres, de révoltes et de drames ?

L'ancien régime s'est éteint à rétablir l'unité d'un pays par l'écrasement des nationalités, mais, quand son chef est mort, le constat d'échec était déjà dressé : le terrorisme basque et la mobilisation grandissante des Catalans ont conduit Madrid à proclamer aujourd'hui, même s'il lui en coûte au moment de passer aux actes, que l'unité passe par le respect des diversités.

Et c'est sans hésiter, sans enlèvement, sans la dialectique française du terrorisme et de la répression, que les Catalans ont obtenu du pouvoir central la restitution d'une autonomie qui plonge ses racines dans l'histoire, et dont la dernière version, adaptée à l'époque moderne, avait duré à peine huit ans. Ils ont fait, ces derniers mois, la preuve du bon sens dont on les crédite si volontiers. A l'heure du dialogue, des élections, des élections communales, municipales, provinciales, régionales, ils ont su faire leurs divergences et leurs rivalités en vue de l'objectif majeur : le droit de récupérer leur nationalité.

Un autre exemple pourrait être donné par l'exécutif provisoire qui s'installera bientôt à Barcelone : là, les forces du centre seront équilibrées par celles de la gauche, socialistes et communistes réunis. On voit-on en Europe un tel gouvernement ?

Certes, tout n'est pas gagné d'avance. La double expérience d'autonomie et de démocratisation qui commence en Catalogne dépend étroitement de ce qui va se passer dans le reste du pays. Madrid se réserve le droit de suspendre la Généralité, dans sa phase provisoire, si la sécurité de l'État lui paraît menacée : formule aussi vague que redoutable. Le gouvernement de coalition peut devenir un gouvernement de contradictions. Mais l'heure est à l'optimisme. Le cabinet Suarez remporte une victoire dont il avait bien besoin, et avec lui, la démocratie commence. La voie est ouverte à la satisfaction des autres revendications nationales, dont l'Espagne est si riche, au premier lieu celles du Pays basque.

(Lire nos informations page 2)

An sommaire du supplément
EUROPA
publié dans
Le Monde
de lundi
(date 4 octobre)
— Le dumping, par Michel Boyer.
— Deux entretiens avec le président des chambres de commerce allemandes et avec le directeur général de Volkswagen.
— Une étude sur la crise de la construction en Italie, par Mario Deaglio.
— Un portrait d'Eusebio Ferns.

Le séjour de M. Barre à Moscou

L'U.R.S.S. souhaite vendre davantage de pétrole à la France

M. Raymond Barre termine ce vendredi 30 septembre ses entretiens à Moscou. Le premier ministre, qui avait rencontré jeudi MM. Kossyguine et Brejnev, a été reçu vendredi matin par M. Pétouchkov, le ministre soviétique du commerce extérieur. Dans l'après-midi, après un déjeuner offert à l'ambassade de France en l'honneur de M. Kossyguine, M. Barre devait s'entretenir une dernière fois avec le chef du gouvernement soviétique. Celui-ci a déclaré, au cours du premier entretien, que l'U.R.S.S. souhaitait vendre davantage de gaz et de pétrole à la France.

En fin d'après-midi, M. Barre devait partir pour Leningrad où il se consacrera jusqu'à dimanche à des activités essentiellement touristiques.

De notre envoyé spécial

Moscou. — Étant donné l'état satisfaisant, dans l'ensemble, des relations franco-soviétiques, peu de dossiers épineux ont été ouverts par M. Barre, aussi bien dans ses entretiens avec le ministre du Commerce extérieur que dans sa discussion avec M. Kossyguine. Le premier ministre a cependant insisté sur la nécessité de relancer les échanges commerciaux entre les deux pays. Ces échanges, si l'on en juge par le volume des contrats signés, ont en effet une nette tendance à stagner. Alors qu'en 1976 les deux pays ont signé des contrats portant sur 6,8 milliards de francs, le montant des contrats conclus depuis le début de l'année 1977 n'atteint que 1,7 milliard de francs.

Comme c'est l'habitude, les interlocuteurs de M. Barre ont insisté dans leurs explications sur deux points : la nécessité de rééquilibrer les échanges défavorables pour l'U.R.S.S., et de permettre le financement de nouveaux projets de coopération. À l'Union soviétique, de grande puissance industrielle, cette question de crédits devait être au centre des discussions de M. Barre avec M. Pétouchkov, le ministre du commerce extérieur. On pensait, dans les milieux proches de la délégation française, que le premier ministre adopterait une position compréhensive sur ce problème. Des crédits privilégiés ? Pourquoi pas, encore faut-il que des perspectives sérieuses de contrats se concrétisent et que soient dégagés de nouveaux domaines de coopération à moyen terme.

Les problèmes énergétiques

Dans ses conversations avec M. Kossyguine, M. Barre a également évoqué les problèmes énergétiques : Moscou aimait, en effet, que Paris augmente ses achats de gaz et de pétrole. La France n'y est pas opposée, a fait valoir le premier ministre, à condition que les prix pratiqués par l'U.R.S.S. soient concurrentiels, ce qui n'était pas le cas du pétrole soviétique pendant le premier semestre 1977, par exemple. M. Barre a également pris note de l'intérêt renouvelé des Soviétiques pour l'usine de raffinement des déchets atomiques, l'U.R.S.S. ne possédant pas, croit-on, savoir, de telles installations. Les deux chefs de gouvernement ont réaffirmé également leur volonté de poursuivre et de développer la coopération franco-soviétique dans le domaine des sur-régénérateurs.

Dernier sujet : technique — abordé par M. Barre : l'Airbus, que les Soviétiques ne sont pas pressés de voir entrer sur leur sol tant qu'ils ne se seront pas dotés d'événements gros porteurs. M. Barre a renouvelé la demande française, précisée que les accords aériens franco-soviétiques ne prévoient qu'une équivalence « de trafic et de capacité ». M. Kossyguine a pris note des remarques du premier ministre, mais sans engagement précis.

Les entretiens proprement politiques de M. Barre avec M. Brejnev se sont réunies en un bref tour d'horizon de la situation internationale. Tellement bref, d'ailleurs, que la principale différend du moment — l'Afrique — a été laissé de côté. M. Brejnev, qui est apparu en bonne santé à ses interlocuteurs, a, en revanche, assez longuement évoqué la nouvelle Constitution que l'U.R.S.S. s'apprête à adopter et qui a été, a-t-il dit, « chaleureusement approuvée par le peuple soviétique tout entier ».

Le secrétaire général du parti communiste soviétique a aussi interrogé M. Barre sur les projets français en matière de désarmement — mais ces projets ne seront précisés qu'au début de 1978 — et sur l'attitude française dans le domaine de la non-prolifération. Il se serait enfin déclaré satisfait des positions de la France à la veille de la conférence de Belgrade, qui doit dresser un bilan de l'application des accords d'Helsinki.

JACQUES AMALRIC.

Tokyo admonesté par Washington

L'excédent commercial du Japon pousse au protectionnisme

estime M. Blumenthal

Le Japon a été, de nouveau, mis en accusation jeudi — et par les États-Unis cette fois — en marge de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Le secrétaire américain au Trésor, M. Michael Blumenthal, a averti Tokyo que la persistance de son excédent commercial mène à une augmentation — injustifiée — des pressions protectionnistes dans les autres pays.

D'autre part, sur les marchés des changes, la baisse du dollar s'est accélérée.

« Je partage certainement l'inquiétude générale à l'égard de notre excédent commercial », a déclaré, le 29 septembre, M. Blumenthal. Selon lui, le surplus de la balance japonaise des paiements courants sera, en 1977, d'environ 10 milliards de dollars, alors que le Japon avait prévu un déficit de 1 milliard. Le déséquilibre de la balance américaine, qui se situait entre 16 et 20 milliards cette année, pourrait, lui, légèrement augmenter l'année prochaine.

En réponse, le vice-ministre japonais des finances, M. Matsukawa, a défendu, au cours d'une conférence de presse, la politique économique de son pays. « Le Japon a fait, a-t-il dit, son possible pour relancer sa demande intérieure et réduire son surplus extérieur. La responsabilité de la croissance mondiale ne doit pas reposer sur un petit nombre de pays forts, mais être largement partagée. » Le ministre a fait remarquer que les mesures prises à Tokyo permettraient d'atteindre en 1977 l'objectif d'une expansion japonaise de 6,7 %.

M. Matsukawa a ajouté qu'il s'efforçait de la paix pour mener à bien le processus d'ajustement

de la balance de paiements courants de son pays. « Nous avons envoyé des missions d'importateurs en Europe et aux États-Unis pour accroître nos achats ; mais, malheureusement, il y a peu de produits qui nous conviennent dans les autres pays. » En outre, selon le ministre, les exportateurs occidentaux « ne font pas les mêmes efforts » que les vendeurs japonais.

Le responsable japonais a aussi indiqué que la baisse du dollar faussait les statistiques. Selon lui, les exportations de son pays augmentent de 3 % en volume, de 11 % en yens, mais de 20 % en dollars. Enfin, M. Matsukawa a décliné tout accord secret ait été conclu à Washington pour une réévaluation du yen, soulignant que la monnaie japonaise s'était déjà revalorisée de 6 % par rapport au dollar depuis le début de 1977.

Les dernières statistiques en provenance de Tokyo vont toutefois confirmer la tendance. Ainsi, les contrats d'exportation conclus en août ont augmenté de 36 % par rapport à juillet, et de plus de 40 % par rapport à août 1976. En revanche, les contrats à l'importation ont baissé de 14 % en un mois et de 23 % en un an.

Comment sauver la détente ?

La détente entre Moscou et Washington passe par des hauts et des bas. Des progrès viennent d'être réalisés au sujet de la limitation des armements stratégiques, mais de nouveaux accrochages peuvent être enregistrés demain. M. Carter a-t-il le sentiment que les rapports Est-Ouest seront toujours très sensibles et la détente fragile ? Comment la sauver ?

Répondant à cette question en deux articles, M. Samuel Pizar, avocat international de nationalité américaine et auteur des « Armes de la paix » et de « Transactions entre l'Est et l'Ouest », donne ici son point de vue.

I. — La croisade de M. Carter

par SAMUEL PISAR

En faisant des droits de l'homme la pièce maîtresse de sa politique étrangère, le président Carter a réhabilité l'image de l'Amérique, ternie par les années du Vietnam et du Watergate. Il a placé les États-Unis à leur vraie place : en première ligne du combat pour la liberté et pour la justice.

Mais sa croisade en faveur de la libéralisation des sociétés communistes a l'éclat d'un astre mort. Les relations soviéto-américaines ont sombré à leur niveau le plus bas depuis des années. L'accord qui vient d'intervenir, en extrême, pour prolonger l'état des anciens traités sur la limitation d'armes stratégiques au-delà de la date de leur expiration du 3 octobre, pour permettre de nouvelles conversations, après des mois de négociations tendues et stériles, confirme à la fois l'absence de progrès et la chance qui reste si on le traite à fond.

Ainsi l'orientation que Washington donnera désormais à ses relations avec Moscou déterminera la substance des négociations soviéto-américaines — et

par là même le destin de l'humanité — pour une décennie. Cette fois, il n'y a vraiment plus d'excuse à commettre pour que les fondations de la coexistence soient durables.

En poursuivant une entreprise moralisatrice dont les chances de succès sont pour le moins douteuses, le président des États-Unis risque, comme on le voit, de mettre en péril d'autres objectifs vitaux, au premier rang desquels celui de freiner la fureur rivalité militaire entre les super-puissances.

Que nous devions, comme Américains, chercher à promouvoir partout la dignité de l'homme, personne ne le contestera. Tel n'est pas le débat. La question est de savoir si les moyens que M. Carter a choisis conduisent aux objectifs essentiels pour notre pays, et pour le monde.

Le peuple américain aime que sa politique étrangère épouse un dessein moral clair. M. Henry Kissinger, enraciné dans le pragmatisme de Metternich, n'a pas assez tenu compte de cette réalité. M. Jimmy Carter saisi les

sentiments profonds de notre pays avec plus de justesse. En fondant une vision plus idéaliste du rôle de l'Amérique dans le monde, il a élargi le soutien populaire pour sa nouvelle politique étrangère.

Mais la solution de problèmes globaux et urgents, qui ne peuvent être réglés sans une active coopération Est-Ouest, se trouve suspendue, sinon bloquée. Tel est le problème.

(Lire la suite page 6.)

« L'AMI AMÉRICAIN » A PARIS

Les voyages de Wim Wenders

Wim Wenders, cinéaste allemand de trente-deux ans, tourne depuis 1967, mais a été découvert au Festival de Cannes 1976, avec *Au fil du temps*. On a vu également de lui, en France — à Paris, plutôt — *Alles dans les villes* (1975) et *Faux mouvement* (1974). Wim Wenders a évoqué dans

ses trois films, le « crise de civilisation » en Allemagne fédérale. Il est revenu à Cannes avec *l'ami américain*, tiré d'un roman de Patricia Highsmith : *Ripley's games*. Un film qui sort sur les écrans parisiens.

« Pourquoi ce choix malheureux ? »

— Il y a longtemps que j'avais envie d'adapter un roman de Patricia Highsmith, mais il n'y a pas longtemps que je suis moi-même producteur, ce qui m'a permis de réaliser ce projet. Dans tous les romans de Patricia Highsmith il y a une mise en cause de l'individu. C'est très différent du policier proprement dit, malgré l'intrigue. Cette fois, j'ai voulu faire un film d'action, j'ai transposé l'intrigue, j'avais besoin d'un Allemand. Jonathan Zimman, artiste de Hambourg, rappelle les personnages de mes trois films précédents (*Alles*, *Faux mouvement*, *Au fil du temps*), qui étaient interprétés par l'acteur Rüdiger Vogler. Mais il est une famille, un foyer, un métier, alors que les autres étaient toujours sur la route.

J. E.

(Lire la suite page 26.)

**UNE AUTRE
SOCIOLOGIE**
raymond boudon
effets pervers et ordre social
françois bourricaud
l'individualisme institutionnel
essai sur la sociologie de talcott parsons
PUF

AU JOUR LE JOUR
Humanisation
Un administré a été récemment retrouvé se baignant (seul) dans la baignoire de la sous-préfecture de Ribeauvillé, parce qu'un employé de l'administration avait trop tardé à lui remettre son permis de chasse.
Si aucune plainte n'a été déposée ni aucune verbalisation dressée pour baignade interdite, ce n'est pas parce qu'on craignait que la rumeur locale ne murmure qu'il s'en passe de belles à la sous-préfecture de Ribeauvillé, mais tout simplement parce qu'on a estimé que ces observations familières perpétrées dans le secteur privé d'un lieu public étaient une illustration sympathiquement opportuniste de l'humanisation des rapports entre les citoyens et l'administration.
Après tout, nos relations avec les pouvoirs publics relevaient jusqu'à présent plus de la douche froide que du bain chaud, et une telle évolution dans nos mœurs administratives ne peut que nous inciter à passer l'éponge sur un passé douloureux.
BERNARD CHAPUIS.

LA GÉNÉRALITÉ RESTAURÉE EN CATALOGNE

Les parlementaires entendent consolider l'autonomie reconquise

La gauche a fait front contre le "présidentialisme"

Madrid. — Est-ce parce que les négociations se sont beaucoup prolongées ? La loi qui s'est manifestée, jeudi soir 29 septembre, après la décision prise en conseil des ministres, de rétablir la Généralité de Catalogne, avait la réputation que provoquent les trop longues attentes. L'autonomie accordée à la première région industrielle du pays est un événement capital pour l'Espagne — et pas seulement pour l'avenir de ses nationalités. Pourtant, elle a occupé moins de place

dans certains quotidiens que la démission du ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Ignacio Camunas, dont le départ a permis de ranimer les rumeurs de crise ministérielle.

La plupart des instruments qui permettront aux Catalans de retrouver leur auto-gouvernement de 1931 sont inscrits dans les textes ; il leur faudra savoir s'en servir. Admis à bénéficier d'un régime provisoire d'autonomie, ils pourront com-

mencer à gérer eux-mêmes leurs affaires. à « nationaliser » leur enseignement, leur justice, leur administration, leur information, leur culture et peut-être même leurs forces de police. Près de quarante ans après l'entrée des troupes franquistes à Barcelone, les Catalans obtiennent le droit de renouer avec une histoire, plusieurs fois séculaire et de satisfaire une aspiration qui a mobilisé, depuis le début de ce siècle, l'élite intellectuelle, artistique, politique de la région.

De notre correspondant

Par rapport à l'accord conclu à Paris voici un mois entre M. Josep Tarradellas, président de la Généralité, en exil, et M. Sanchez Tena, représentant le gouvernement de Madrid, les décrets adoptés jeudi ne présentent que des différences de détail. La Généralité et ses deux instances dirigeantes, la présidence et le conseil exécutif (c'est-à-dire le gouvernement), sont rétablis. L'administration des provinces de Barcelone, Gérone, Lérida et Tarragone, lui

Députés et sénateurs seront consultés régulièrement

L'accord conclu la veille entre les trois partenaires de la négociation (M. Tarradellas, M. Sanchez Tena, les dirigeants politiques catalans) précise que les députés ont le droit de spécifier à savoir que le choix des ministres se fera après accord avec les députés et sénateurs de la région, lesquels seront consultés régulièrement sur le marche des affaires. En outre, sur les seize conseillers qui formeront l'exécutif provisoire, neuf représenteront les principales formations politiques apparues lors du scrutin du 15 juin, quatre seront nommés au titre des provinces, les cinq autres choisies parmi les principaux leaders catalans. Il est probable, dans ces conditions, qu'appartiront au futur exécutif, la direction du parti socialiste de Catalogne, M. Joan Reventos, un dirigeant de la fédération catalane du parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.), sans doute M. Francisco Riera, le secrétaire général du parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C., communiste), M. Lopez Raimundo, le chef de file du Pacte démocratique (centre gauche), M. Jordi Pujol, ainsi que M. Carlos Sentís, député de la coalition gouvernementale.

Un tel schéma est à peu près conforme à ce que les principaux dirigeants politiques catalans avaient prévu dans la première phase des négociations, après s'être entendus avec M. Tarradellas. La légitimité historique, incarnée par le président de la Généralité en exil, disait-on alors, devait être balancée par la légitimité des urnes, et l'autorité conférée au président soumise à un contrôle démocratique : autrement dit, la Catalogne devait reproduire à son échelle le schéma classique de tout régime parlementaire. Une fois rétabli dans ses fonctions, M. Tarradellas était invité à rendre compte de ses choix et de ses actes devant les députés et sénateurs de Catalogne, dont la majorité appartenait à la gauche.

Or, au moment même où les pourparlers touchaient à leur fin, les parlementaires qui y avaient été associés de façon indirecte constataient que leur existence était pratiquement oubliée dans la future Généralité. Il leur fallut livrer près d'un mois d'une dure bataille pour rétablir l'équilibre et parvenir à un compromis qui donnera à la Catalogne, du moins dans sa phase d'au-

tonomie provisoire, un régime présidentiel tempéré par un certain contrôle parlementaire.

Ainsi se trouve provisoirement satisfait une revendication qui s'était affirmée avec une vigueur croissante ces dernières années. Les notions d'assemblée et de conseil n'ont pas seulement été empruntées aux institutions en vigueur il y a quarante ans, et dont on pourrait prétendre qu'elles sortent aujourd'hui du « musée de cire ». Dans les dernières années du franquisme, les Catalans s'étaient efforcés de les faire revivre : l'Assemblée de Catalogne, créée dans la clandestinité en 1971 pour défendre le droit à l'autonomie et le rétablissement des libertés démocratiques, préfigurait un peu l'assemblée des parlementaires catalans qui s'est immédiatement constituée après les élections du 15 juin. Un « conseil » des forces politiques de Catalogne, créé illégalement en 1975, est aussi un peu l'assemblée du gouvernement de concentration nationale qui doit se former à Barcelone et que la gauche cite déjà en exemple, car il sera le seul de ce genre en Europe.

L'avènement d'une Catalogne libre et orientée à gauche est l'apparente répétition d'un phénomène que l'armée a jugé intolérable pendant longtemps et qui a été à l'origine, entre autres, de la grande causerie des années 30 et de la guerre civile. Impopulaire en 1935 dans les autres

régions du pays, mis en ban par le camp nationaliste — c'est-à-dire par le motif de l'Espagne —, le dur combat et persécution sous le franquisme, le catalanisme n'a pu retrouver droit de cité qu'à la suite d'un bouleversement considérable de ses données de base. A Barcelone, les dirigeants politiques expliquent ce qui, à leur sens, fait de leur région un cocktail moins explosif que dans les années 30.

Le premier changement est de nature politique. La Catalogne n'est plus le terrain privilégié du trotskisme et de l'anarcho-syndicalisme, dont les querelles avec le parti communiste d'obédience stalinienne ont ensanglanté Barcelone durant la guerre civile. De M. Jordi Pujol à M. Lopez Raimundo, de M. Joan Reventos à M. Trias Fargas (Pacte démocratique), les leaders catalans parlent le langage de la modération et, s'ils ont un jour s'entredéchiré, ils ont eu jusqu'à présent, préserver une unité suffisante pour atteindre

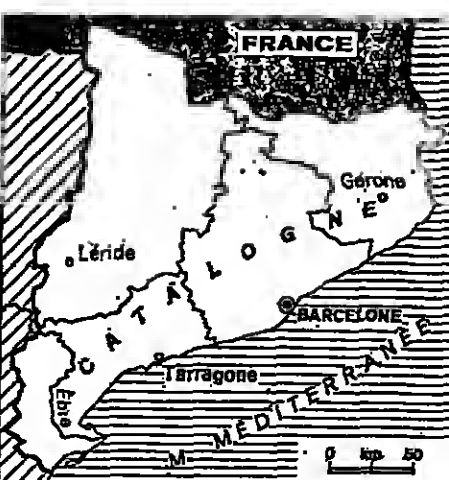
leur objectif principal qui était le rétablissement de la Généralité. Le gouvernement a commencé par la Catalogne les négociations sur l'autonomie, parce que, de son avis, il a rencontré le bas des interlocuteurs valables qui lui font défaut ailleurs.

La seconde explication est de nature économique et sociale. A Barcelone et dans ses banlieues, plus de 40 % de la population est formée par des non-Catalans, la plupart du temps des Méridionaux d'origine rurale, venus s'embaucher dans les usines de la région. Sous la seconde République, la Catalogne appartenait davantage aux Catalans, et elle arguait volontiers de sa suprématie industrielle et culturelle par rapport au reste du pays pour se plaindre d'être dépeuplée de ses richesses.

Aujourd'hui, les Catalans reconnaissent qu'ils ont un « devoir de solidarité » envers les autres peuples d'Espagne : c'est d'ailleurs l'explication que le conseil des ministres a utilisée jeudi pour désamorcer sans, qui, à droite et à l'extrême droite, ont déjà à la rupture de l'unité nationale.

Ne pas « décaféiner » la Généralité

Des bonnes dispositions ont donc été affichées de part et d'autre. Elles n'ont pas évité que les négociations, commencées il y a trois mois, aient souvent donné l'impression de « décaféiner » la Catalogne. La victoire remportée par les socialistes catalans (ils ont obtenu deux fois plus de voix que les communistes) a visiblement refroidi l'enthousiasme de M. Sanchez à envisager un régime d'autonomie vraiment démocratique. Selon ses adversaires, le chef du gouvernement a tenté de se servir de M. Tarradellas — un modéré — pour faire pièce à la poussée socialiste-communiste. Il a fait du vieux leader catalan le seul interlocuteur du gouvernement pendant la plus grande partie des pourparlers, et laissé à l'écart les représentants des forces politiques. Le premier accord conclu avec l'exilé de Saint-Martin-le-Beau, en



Les principales forces politiques dans les quatre provinces

Les tableaux ci-dessous indiquent les résultats obtenus par les formations politiques qui, aux élections du 15 juin dernier, ont fait élire des députés dans les quatre provinces catalanes. Il y avait eu total une vingtaine de groupes en compétition.

BARCELONE			
Inscrits :	2 949 525		
Votants :	2 339 709		
Pourcent. d'abstentions :	20,9 %		
Partis	Pourcent. de voix	Nombre de sièges	
S.C. (P.S.C.)	30,4	11	
P.S.O.E.	29	7	
P.D.	15,5	5	
U.C.D.	15,1	5	
D.C.	5,4	2	
Esquerra	4,3	1	
A.P.	3,2	1	

TARRAGONE			
Inscrits :	332 098		
Votants :	256 218		
Pourcent. d'abstentions :	22,8 %		
Partis	Pourcent. de voix	Nombre de sièges	
U.C.D.	25,9	2	
S.C.	23,3	1	
P.S.O.E.	16,1	1	
P.D.	14,4	1	

GERONE			
Inscrits :	307 051		
Votants :	205 176		
Pourcent. d'abstentions :	33,5 %		
Partis	Pourcent. de voix	Nombre de sièges	
P.D.	27,3	2	
S.C.	24,6	2	
U.C.D.	18,5	1	

LERIDA			
Inscrits :	241 315		
Votants :	182 902		
Pourcent. d'abstentions :	25 %		
Partis	Pourcent. de voix	Nombre de sièges	
P.D.	23,5	2	
U.C.D.	23,4	1	
S.C.	14,4	1	

S.C. : Socialistes de Catalogne, coalition du parti socialiste de Catalogne (P.S.C.) et du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.).
P.S.O.E. : Parti socialiste unifié de Catalogne (communiste).
P.D. : Pacte démocratique (centre).
U.C.D. : Union du Centre démocratique (coalition dirigée par M. Suarez).
D.C. : Démocratie chrétienne.
Esquerra : Gauche catalane (parti de M. Josep Tarradellas).
A.P. : Alliance populaire (franquistes).

De la République éphémère au rétablissement de la démocratie

14 AVRIL 1931. — Le colonel Macia, dirigeant de la Lliga Catalana, mouvement autonomiste, proclame la République de Catalogne, qui est refusée par Madrid et remplacée par un régime d'autonomie, la Généralité.

9 SEPTEMBRE 1932. — Les Cortes approuvent l'instauration de la Généralité de Catalogne avec un président, un conseil exécutif et un Parlement. Les compétences politiques, administratives et judiciaires sont partagées entre l'Etat espagnol et la Généralité.

1^{er} JANVIER 1934. — Lluís Companys, président de la Généralité.

6 OCTOBRE 1934. — Par solidarité avec les ouvriers révoltés des Asturies, Lluís Companys se rebelle contre le gouvernement de Madrid et proclame l'instauration d'un Etat catalan. La rébellion est réprimée, ses dirigeants emprisonnés et la Généralité est suspendue jusqu'à la victoire du Front populaire aux élections de février 1936.

13 JUILLET 1936. — Les forces d'ordre public placées sous le contrôle

de la Généralité répriment le soulèvement nationaliste à Barcelone.

5 AVRIL 1938. — Par décret signé à Bayona, le général Franco abolit la Généralité.

25 JANVIER 1939. — Entrée des troupes franquistes à Barcelone.

4 FÉVRIER 1939. — Exil en France de Lluís Companys et du président de la République basque, José Antonio Aguirre.

15 OCTOBRE 1940. — Livré par la Gestapo aux autorités franquistes, Lluís Companys est fusillé dans les fossés de Montjuich à Barcelone.

1^{er} MARS 1951. — Grève générale à Barcelone.

7 AOÛT 1954. — Josep Tarradellas, premier ministre à Barcelone pendant la guerre civile, est élu président de la Généralité, en exil par un groupe de parlementaires catalans, à l'ambassade de l'Espagne républicaine à Mexico.

14 JANVIER 1957. — Boycottage des transports et manifestations étudiantes à Barcelone.

JANVIER 1958. — Boycottage des transports publics.

23 MAI 1958. — Manifestation antifranchiste à Barcelone.

JANVIER 1961. — Manifestation étudiante contre l'Opus Dei à Barcelone.

AVRIL 1961. — Grèves en Catalogne.

17 FÉVRIER 1967. — Manifestation ouvrière à Barcelone.

1969. — Constitution de la commission de coordination des forces politiques de Catalogne, qui comprend socialistes, communistes, démocrates-chrétiens.

13 DÉCEMBRE 1970. — Pendant le procès de Burgos, des intellectuels catalans enfermés dans l'abbaye de Montserrat créent l'Assemblée permanente des intellectuels catalans.

7 NOVEMBRE 1971. — Trois cents députés de partis et syndicats clandestins, ainsi que d'organisations légales en semi-légalité, réunis dans une église au centre de Barcelone, fondent l'Assemblée de Catalogne,

organisation qui revendique l'amnistie, un statut d'autonomie et les libertés démocratiques.

23 DÉCEMBRE 1975. — Création du Conseil des forces politiques de Catalogne.

15 JUIN 1977. — La gauche remporte la majorité des voix en Catalogne aux élections législatives.

27 JUIN 1977. — Entrevue entre M. Josep Tarradellas et M. Adolfo Suarez à Madrid, et début des négociations publiques pour le rétablissement de la Généralité.

27 AOÛT. — M. Tarradellas et le ministre du gouvernement, M. Sanchez Tena, concluent un accord que, par la suite, les parlementaires catalans contestent.

11 SEPTEMBRE. — A l'occasion de la Diada, fête nationale, près d'un million de personnes manifestent dans les rues de Barcelone en faveur de l'autonomie.

29 SEPTEMBRE. — Le conseil des ministres approuve le rétablissement de la Généralité.

BALLY

Noblesse du cuir
Souplesse des peausseries
Sûreté du chaussant

DORADO

حکومت من الاصل

EUROPE

Union soviétique

M. CHTCHERBITSKI A L'HONNEUR

Moscou. — M. Vladimir Chtcherbitski, premier secrétaire du comité central du parti communiste ukrainien et membre du bureau politique du parti communiste soviétique, a reçu, le jeudi 29 septembre, des mains de M. Leonid Brejnev, l'ordre de Lénine et, pour la seconde fois, la médaille d'or du héros du travail soviétique.

M. Brejnev a indiqué que cette « haute distinction » était un hommage au « grand travail politique et organisationnel » de M. Chtcherbitski, qui a permis à l'Ukraine de faire une bonne récolte de céréales et de vendre à l'étranger plus de 16 millions de tonnes de blé.

Ces distinctions sont en général remises aux dirigeants soviétiques quand ils fêtent leur cinquantième, « sixième ou soixante-dixième anniversaire. C'est donc un honneur particulier qui est ainsi rendu à M. Chtcherbitski qui, né le 17 février 1918, est, après M. Romanov, né en 1923, le plus jeune membre du bureau politique. — D.V.

Suisse

APRÈS LA DÉMISSION DE DEUX MINISTRES

Le gouvernement pourrait être remanié plus complètement en décembre

De notre correspondant

Berne. — Prévisible depuis quelques mois déjà, la démission de deux des sept membres du gouvernement helvétique, MM. Pierre Graber, socialiste, et Ernst Brugger, radical, a été confirmée jeudi 29 septembre, à Berne, pour la fin de l'année. (Nos dernières éditions du 30 septembre.) Respectivement âgés de soixante-neuf et de soixante-trois ans, les deux ministres ont déclaré ne prendre leur décision qu'en fonction de convenances personnelles.

Ancien président de la Confédération (en 1975), M. Pierre Graber dirige, depuis huit ans, qu'il siège au Conseil fédéral, le département politique, c'est-à-dire la diplomatie helvétique. Son passage à ce poste aura été marqué par une volonté de plus grande ouverture de la Suisse sur le monde. Tour à tour, il aura resserré les contacts avec les pays voisins, fait jouer un rôle actif à son pays à la conférence d'Elmsink et dans le dialogue Nord-Sud, amorcé un rapprochement avec le tiers-monde et les organisations internationales. Avec persévérance, M. Graber s'est fait l'avocat de l'adhésion de la Suisse à l'ONU. De récents sondages ont cependant montré que de fortes résistances subsistent dans l'opinion, et le gouvernement se gardera sans doute de soumettre ce projet à référendum avant de pouvoir raisonnablement espérer l'emporter.

Lui aussi, ancien président de la Confédération — en 1974 — et

Portugal

SELON LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

La nouvelle législation vise à « consolider la réforme » dans les campagnes

En visite privée à Paris, M. Barreto, ministre portugais de l'agriculture, a commenté, jeudi 29 septembre, au cours d'une conférence de presse, l'orientation générale et les principaux objectifs de la loi adoptée en août par l'Assemblée et récemment promulguée, qui vise, dit-il, à « approfondir et consolider la réforme agraire en corrigeant les graves erreurs commises dans la période précédente ». Il s'agit, a précisé M. Barreto, non seulement de « démanteler le contrôle hiérarchique des forces d'extrême gauche du P.C. et de son égard sur l'Alentejo », mais, surtout, « de formuler une politique agricole d'ensemble pour s'attaquer aux difficultés léguées par l'ancien régime ».

La loi de « rectification » était indispensable, a ajouté M. Barreto, parce que « la réforme agraire telle qu'elle existait, ne correspondait pas à ce que voulaient les socialistes ». D'abord « d'épurer par le mouvement », ces derniers ont ensuite fait preuve d'une « certaine régression », a regretté M. Barreto en faisant allusion à son prédécesseur M. Lopes Cardoso qui, depuis son départ du ministère, s'est opposé à la politique de M. Soares. Le P.S. entend désormais mettre en pratique « sa propre politique et non celle des autres ».

M. Barreto a toutefois admis que les socialistes avaient fait quelques concessions au parti social-démocrate en adoptant la

loi sur les baux ruraux qui concerne surtout le Nord, marquée en très petites propriétés. « Mais ces concessions — une ou deux, pas plus — nous paraissent tout à fait acceptables, car sans conséquences dans un avenir proche » a-t-il aussitôt précisé.

Evolution ensuite le retour probable de M. José Manuel de Melo, ancien P.D.G., des chantiers navals de la Lisnave à la tête de son entreprise, M. Barreto a indiqué que « le gouvernement n'y verrait aucune objection ».

« M. de Melo, a-t-il dit, est également le candidat des porteurs de capitaux étrangers associés à la Lisnave, et il n'a pas eu, dans sa vie, d'activité proprement répressive et fasciste ». M. de Melo, « chef » de l'une des plus grandes familles portugaises, avait quitté le pays après le « coup » avorté du général Spínola, en septembre 1976. Le gouvernement dédient environ 30 % des actions de la Lisnave, la famille de Melo en détenant pour sa part 18 % et des groupes étrangers (néo-fascistes et néo-fascistes) près de 40 %.

Ce retour de l'ancien P.D.G. a provoqué de vives réactions du côté des syndicats et du parti communiste qui y voient le symbole de la « récupération capitaliste ». « La Lisnave n'est pas nationalisée », a conclu M. Barreto, et il n'y a aucune raison de bannir son ancien président du Portugal ou de l'empêcher d'exercer ses activités économiques. »

12 MOIS DE CREDIT GRATUIT.

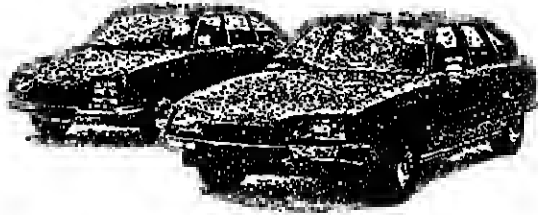
Du 29 septembre au 10 octobre le Département Occasion des Usines Citroën propose sur des voitures d'occasion, sélectionnées, révisées, des conditions de financement exceptionnelles.

Vous pouvez bénéficier d'un crédit gratuit sur les 12 premières mensualités*, pour un montant égal à 50 % du prix de vente du véhicule.

Cet avantage est obtenu sur toutes les voitures d'occasion achetées pendant cette période, quels qu'en soient la marque et le prix.

* Sous réserve d'acceptation du dossier de crédit.

Offre valable du 29 septembre au 10 octobre 77



Département Occasion des Usines Citroën
10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris
(M^o Félix Faure). Tél. 532.70.00.
50, bd Jourdan, 75014 Paris - Tél. 589.49.89.
59 bis, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris
Tél. 208.86.60.
(ouvert le samedi).

CITROËN

A TRAVERS LE MONDE

Chine

• M. POL POT, premier ministre cambodgien en visite à Pékin (le Monde du 30 septembre), a été reçu le jeudi 29 septembre par M. Hua Guo-feng qu'entouraient les vice-premiers ministres Teng Hsiao-ping et Li Hsien-nien. Le même jour l'agence Chine nouvelle a diffusé un message que le comité central du P.C. chinois a adressé au P.C. cambodgien à l'occasion du dix-septième anniversaire de sa fondation. Ce message exalte « la lutte commune » de la Chine et du Cambodge agissant « dans l'unité avec les ports marxistes-léninistes ». — (A.F.P.)

Etats-Unis

• M. HENRY KISSINGER, ancien secrétaire d'Etat, a exhorté le Congrès à ratifier le nouveau traité sur le canal de Panama. « C'est, a-t-il dit, l'initiative la plus sérieuse et la plus importante des gouvernements Carter sur le plan international. » — (A.F.P.)

Ethiopie

• L'AMBASSADEUR D'ITALIE A ADDIS-ABEBA, M. Guidi,

et plusieurs de ses collaborateurs ont été retenus, mercredi soir 28 septembre pendant une heure, dans les locaux de l'ambassade par un groupe d'hommes armés, a annoncé jeudi le ministère italien des affaires étrangères, exprimant sa « vive préoccupation pour ce grave épisode ». Le gouvernement éthiopien, pour sa part, a présenté ses excuses. — (A.F.P.)

• LE FRONT POPULAIRE DE LIBERATION DE LIBY-THREE (F.P.L.T.) affirme, dans un communiqué publié à Paris, que « le régime d'Addis-Abeba s'apprête à commettre un nouveau génocide contre notre peuple ». « Malgré un premier échec en 1976, précise le F.P.L.T., il tente actuellement d'envahir notre pays qu'ensuite libérer... » avec des milliers de militaires entraînés et encadrés par plus de trente mille hommes de troupes moins d'armements sophistiqués. — (A.F.P.)

Guatemala

• LE COLONEL RAFAEL ARRIAGA, ancien ministre de la défense de 1966 à 1970, a été assassiné par des guérilleros. Son chauffeur a été

tué et deux autres personnes, dont son épouse, ont été grièvement blessées. — (A.F.P., Reuters.)

Haute-Volta

• DES ELECTIONS LEGISLATIVES ET PRESIDENTIELLES se tiendront six mois après le référendum d'autonomie prévu pour la dernière semaine de novembre, a annoncé jeudi 29 septembre M. Edmond Niam, ministre voltaïque de l'information. En outre, l'interdiction des partis politiques — décidée en mai 1974 — est levée à partir du samedi 1^{er} octobre. — (Reuters.)

Inde

• L'INDE ET LE BANGLADESH sont parvenus, jeudi 29 septembre, à New-Delhi, à un accord de paix. Le contenu sera annoncé ultérieurement — sur le partage des eaux du Gange, question qui donnait lieu depuis plusieurs années à une vive polémique entre les deux pays. — (Reuters.)

Maroc

• LE PRESIDENT SENHOR, chef de l'Etat sénégalais, s'est rendu jeudi 29 septembre au Maroc. Il a rencontré le roi Hassan II, qui séjourne à Ifrane. Cette nouvelle visite entrainera dans le cadre des efforts de médiation entreprise par le Sénégal à propos du Sahara occidental. — (A.F.P.)

Ouganda

• VINGT-CINQ OUGANDAIS — dont plusieurs officiers, — arrêtés en juin dernier pour « conspiration » contre le régime, attendent actuellement d'être jugés par un tribunal militaire, indique le bureau de l'A.F.P. à Nairobi. En outre, le gouvernement aurait fait arrêter, il y a une semaine, une centaine de dirigeants religieux, dont plusieurs missionnaires, ougandais et blancs.

Pakistan

• LE GENERAL ZIA UL-HAQ, administrateur en chef de la loi maritale, a lancé, jeudi 29 septembre, une campagne électorale pour le 18 octobre pourrissent être reportées en raison des « conditions présentes dans le pays ». Une décision sera prise, a-t-il indiqué, vers le 16 octobre.

Le général Zia Ul-Haq a expliqué que « le calme régnait dans le pays », mais qu'il existait une « tendance à la violence ». Les autorités militaires ont demandé, jeudi, à Mme Bhutto, femme de l'ancien premier ministre déchu, « de cesser d'inciter le peuple à la violence » et a, d'autre part, assigné sa fille Benazir Bhutto à résidence surveillée. Mme Bhutto avait récemment déclaré, dans un discours électoral, que « les cinq rivières du Pakistan seraient rouges de

sang » si son père était « exécuté ». — (A.F.P., Reuters.)

Philippines

• LE PRESIDENT MARCOS a ordonné la libération de cinq cent soixante-huit prisonniers politiques, ce qui porte à trois mille soixante-huit le nombre de personnes relâchées depuis juin (le Monde du 28 septembre), a annoncé, jeudi 29 septembre, le ministre de la défense. — (A.F.P.)

R.D.A.

• CINQ CENT QUARANTE-DEUX RESSORTISSANTS DE LA R.F.A. ET DE BRELIN-OUEST sont actuellement détenus en R.D.A., a indiqué, jeudi 29 septembre, à Bonn, le ministre ouest-allemand des relations inter-allemandes. — (A.F.P.)

Syrie

• UNE DELEGATION DU R.P.R. dirigée par M. Jean de Lipkowski a terminé, jeudi 29 septembre, une visite officielle de trois jours en Syrie à l'invitation du parti Baas. Dans un communiqué commun, les deux formations ont affirmé que le règlement du conflit israélo-arabe devait reposer sur « l'évacuation par Israël de tous les territoires arabes occupés en 1967 et la reconnaissance des droits du peuple palestinien, y compris celui à l'autodétermination, qui implique la création d'un Etat indépendant ». — (A.F.P.)

Uruguay

• LE QUOTIDIEN EL DIA a été interdit de publication pendant dix jours et son rédacteur en chef, M. Leonardo Guzman, a été expulsé d'Uruguay. Le journal de Montevideo est accusé d'avoir insulté les forces armées. D'autre part, la police a démenti la détention de M. Julio Castro, pédagogue de renom international, ancien directeur adjoint de l'hebdomadaire de gauche Marcha. M. Castro a disparu le 1^{er} août et sa famille est sans nouvelles de lui depuis lors. — (A.F.P.)

Vietnam

• LE DERNIER AVION d'Air France rapatriant des ressortissants étrangers du Vietnam (le Monde du 3 septembre) est arrivé, jeudi 29 septembre, à Bangkok venant d'Ho-Chi-Minh-ville (ancienne Saïgon). — (Reuters.)

TAPIS D'ORIENT, MOQUETTES, PAPIERS PEINTS...
ET LA BOUTIQUE MARIE CLAIRE.

Shopping Décor les prix les plus bas

Si vous trouvez moins cher ailleurs,
Shopping Décor vous offre la différence,
et en plus 10 % sur votre prochain achat.

Shopping Décor le grand magasin de la décoration
5 magasins: Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Belle Epine, Cergy 3 Fontaines.

LYA DES MAISONS BREGUET TO
VENEZ LES W

Breg
CONSTR
DES MAISONS
SUR LES MEILLEUR

La nouvelle législation vise à
la réforme dans les campagnes

Un «coup de rouge» historique

De notre correspondant

Londres. — Au modestes prix record de 300 livres (un peu plus de 70 000 F), une bouteille de Bordeaux a été adjudgée, jeudi 29 septembre, sur la table de la vente aux enchères de Sotheby's, à un bien entendu à un Américain. Il s'agit d'un château-lafitte de 1806, très châtivé, selon l'opinion, que s'agissent sur le papier d'un vin de la région du Haut du siécle, achetée

à été mis en bouteille bien avant Waterloo... à l'avalent, qui vont s'écouler... dates plus plantieuses à garder en tête qu'éna, l'entrées de Napoléon à Berlin... Le cata- logue de la vente nous rappelle l'année 1806 et Fragonard et Jeanne Pitt mouraient, que Beethoven composait la Quatrième Symphonie et Rossini son opéra...

7 000 litres (un peu plus de 60 000 F), puis il y a quelques années à Paris. Le vin avait perdu de sa couleur, mais il était sain, sans aucun signe d'oxydation, et avait gardé « un bouquet éthéré, une saveur délicate et persistante ».

Mais qui voudrait qu'on oserait boire de ce cru historique ? D'abord en raison de son prix : 120 francs 1400 litres le hectolitre (11500) ! Il est donc de portée des gaisiers ordinaires. Ensuite parce qu'il est trop lourd de souvenirs. Le catalogue de Christie's estime que son bœuf éventuel est le boeuf de l'histoire à. Mais le repère historique est choisi pour flatter l'amour propre national. « Le vin date de l'année après Trafalgar : il

HENRI PIERRE

Les élections partielles sont renvoyées au printemps 1978

De notre correspondant

Rome. — Les élections partielles (municipales et régionales) qui devaient avoir lieu au mois de novembre prochain seront reportées au printemps 1978. Le gouvernement de Andreotti doit en effet attendre la fin de la semaine du mardi 4 octobre. Mais la démocratie chrétienne vient de donner

le feu vert pour le renvoi de ce qui intéresserait le parti de quatre millions d'adhérents. Elle s'aligne ainsi sur la position du parti communiste, lequel ne souhaitait peut-être pas compter ses voix, mais elle ne se soucie pas, surtout, qu'une campagne électorale ne perturbe fortement le climat d'entente entre les six formations « consociationnelles ».

C'est précisément pour mettre

D'autres motifs justifient en faveur d'un renvoi. Est-il bon de tester le corps électoral par des élections locales et, de surcroît, partielles ? Ne court-on pas, d'autre part, le risque de pousser les terroristes et d'enrayer les leurs progrès de l'économie ? Enfin à quel servilisme de se soumettre à la volonté d'un parti qui n'existe apparemment pas de l'option politique de renchâner ?

ROBERT SOLÉ

● LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN n'a pas renouvelé la carte de membre à Mme Mariantonietta Macciocchi, ancien député de Naples, pour « comportement contraire aux règles de la vie démocratique du parti ». Au long commentaire de l'Unità à ce sujet, Mme Macciocchi répond qu'elle « reste communiste avec plus de fermeté et de détermination » et « réaffirme son opposition aux compromis historiques ». — (Corresp.)

LA VISITE DE M. MITTERRAND A BONN
Il ne servirait pas raisonnable de dire
que l'Allemagne évolue vers l'autoritarisme
estime le premier secrétaire du P.S.

De notre correspondant

Bonn. — M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., s'est rendu à Bonn jeudi 29 septembre. Il y a été reçu par le chancelier Helmut Schmidt. Cette rencontre avait pour objet la préparation d'une réunion de travail organisée jeudi entre une délégation de socialistes français et des représentants du S.P.D. dans la capitale ouest-allemande (le Monde du 30 septembre).

Le visite du député de la Nièvre lui a permis d'approfondir ses relations personnelles avec les dirigeants de la gauche et de rétablir une certaine confiance dans les relations entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands.

Interrogé sur ses difficultés au sein de l'union de la gauche française et sur ce qu'il avait pu en dire à M. Schmidt, M. Krieger a répondu qu'il était très satisfait de la situation.

Il a insisté sur le fait que la France demeure membre de la Communauté économique européenne, qu'elle maintienne des frontières ouvertes et se rejette sur les autres continents.

terrand, qui précise qu'il s'interdit de faire de fausses déclarations de son différend avec le P.C., bien que ce différend suscite entre-Rhin le plus grand intérêt protecteur.

Le lendemain, le 10 mai, M. Mitterrand s'est déclaré convaincu qu'il ne s'agissait pas d'un phénomène purement allemand, mais d'un problème qui affecte la société et même la civilisation occidentales. Certains membres d'une génération, « issue le plus souvent de la bourgeoisie », se refusent à résoudre les problèmes sociaux par le « nihilisme ». M. Mitterrand a conclu : « Au lieu de dire : le peuple allemand et son gouvernement de notre solidarité dans cette affaire. » Le premier secrétaire du P.C. a annoncé la publication du « Point de vue » de Jean Genet sur la « Fraction armée rouge » dans le *Monde* du 12 mai.

schmidt, l'issue de ces différents entretiens, M. Mitterrand a tenu une conférence de presse, au cours de laquelle il a, sans trop de peine, réitéré ses déclarations d'aujourd'hui avec le chancelier Schmidt à été cordial et utile pour l'avenir des deux pays, n'a-t-il déclaré. Les deux pays sont donc profitables aux intérêts généraux du socialisme. Je me réjouis de la façon dont j'ai été reçu par le chancelier Schmidt et de la manifestation d'attachement que les socialistes français ont

LE BUNDESTAG RENFORCE LA LÉGISLATION ANTI-TERRORISTE

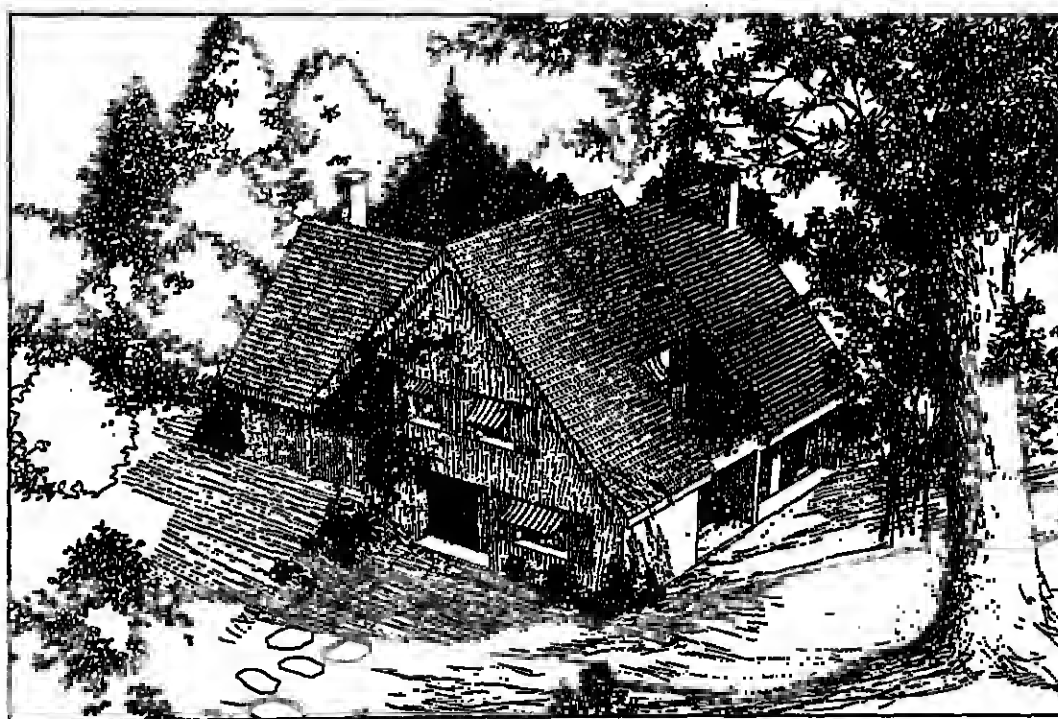
Bonn (A.F.P.). — L'E' état-major de crise », constitué par M. Helmut Schmidt au lendemain de l'attentat de Culogne, s'est à nouveau réuni jeudi soir à Bonn sous la présidence du chancelier fédéral, pour étudier les derniers développements de l'affaire Schleyer.

schleyer. Le Bundestag, le projet de loi portant suspension provisoire de tous contacts des extrémistes emprisonnés avec l'extérieur, avec leurs avocats et entre eux, si la vie ou la liberté d'une personne sont en danger, a été adopté à 423 voix contre 10. Le projet de loi sur le terrorisme, a été adopté Jeudi soir à la majorité de 371 voix contre 4. 17 députés se sont abstenus. Il est précisé que cette mise au secret ne devra pas excéder 12 mois. Le projet de loi qui a été présenté par l'ensemble des partis disposant d'un groupe parlementaire au Bundestag, a été examiné selon une procédure accélérée exceptionnellement utilisée en R.F.A.

JEAN WETZ.

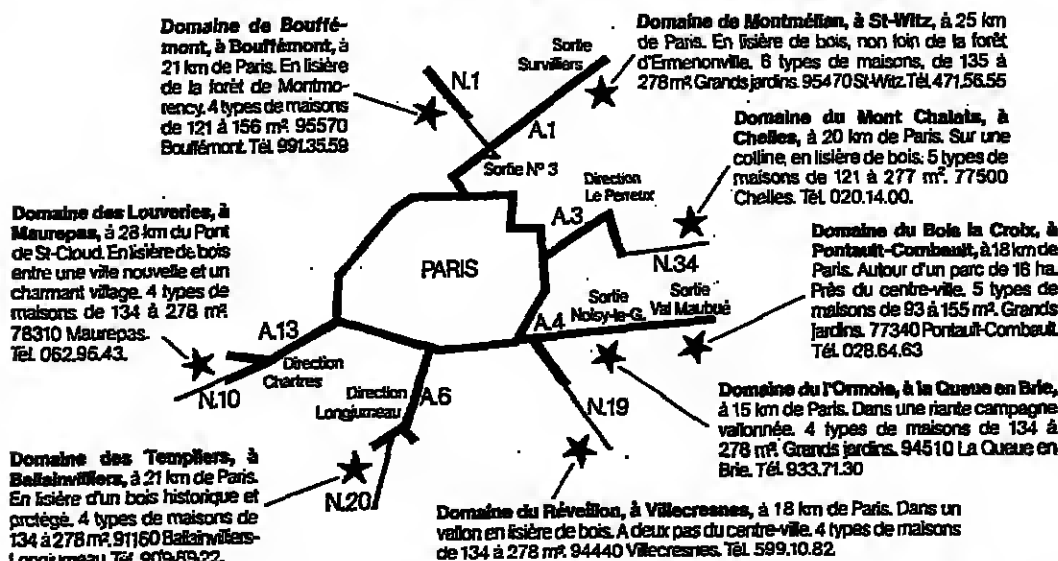
Breguet

**CONSTRUIT
DES MAISONS DURABLES
SUR LES MEILLEURS TERRAINS.**



Tioul 227 m², 7 pièces. Un de nos 13 modèles de maisons de 93 à 278 m²

**IL Y A DES MAISONS BREGUET TOUT AUTOUR DE PARIS.
VENEZ LES VOIR.**



VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 À 19 H.

Ecrivez ou téléphonez aux Domaines
pour recevoir une documentation gratuite.

PRÊT - A - PORTER

DEPOTS DE FABRIQUE

CLUB DU SAMEDI
CCB

Qualité - Chaix

GRAND CHOIX DE COSTUMES :

Costumes 2 pièces	de 360 à 450 F
Costumes 3 pièces	de 450 à 599 F
Véritables lodens autrichiens	319 F
Pardessus cashemire	540 F
3/4 moutons retournés	799 F
Chemises, pulls, pantalons	

IMPORTANT RAYON FÉMININ ET JUNIORS

journées continues

Du lundi au samedi, de 9 heures à 19 heures
Nocturne mardi jusqu'à 21 heures

« CLUB DU SAMEDI » - 233-42-59
17, rue d'Aboukir, PARIS - Métro : Sentier

Remise de 5 % sur présentation de ce bon jusqu'au 11 oct. 1977

Bonnes Affaires Américaines

Le forfait "Bonnes Affaires, Américaines" TWA vous permet de bénéficier de tarifs tout aussi avantageux pratiquement pour n'importe quelle ville des Etats-Unis.

Un accord international nous oblige à percevoir un léger supplément, en plus des boissons alcoolisées.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

Le sans-faute de Datsun



CALCULUS & PHYSICS
4-1019 TRANSVERSE 7 IN
TRACTION AVENT
TOWNS INDUSTRIES INC.
COMMUNICATIONS UAC
61-180 K-MPH
VASTA SCOUT & BOATERS
BURNING TO ARRIVE
ABUNDANTLY
CENTURES II
APPROX

VENTE ET APRÈS-VENTE Ste RICHARD

V. KLEBER PARIS 16^e TEL: 723.00.22 - 48, RUE MONTLON, PARIS 16^e, TEL. 820.5

DATSUN - CONCESSIONNAIRES ET AGENTS

Comment sauver la détente ?

Et une fois que l'enthousiasme pour la promotion des droits de l'homme commence à devenir une croisade de la Maison Blanche, d'autres initiatives incontrôlables,

Boukovsky. Si elle ont pu passer pour des « provocations », c'est surtout en raison du refus assez inepte du président Ford de recevoir, deux ans auparavant, M. Alexandre Soljenitsyne. La décision de M. Carter d'étendre le champ des opérations de Radio Free Europe et de Radio Liberté, doit être attribuée au souhait de concilier le flot des informations du moment que l'U.R.S.S. a cessé de brouiller les émissions, etc.

Mais l'accumulation et l'em-

Les aspects moraux de la détestée sont, de toute évidence, délicats. Nous ne pouvons nous empêcher de nous sentir solidaires, humainement, des courageuses prises de position des dissidents russes demandant que les dispositions de la Constitution soient respectées. L'accord de la Déclaration universelle des droits de l'homme se traduit effectivement dans les comportements de l'Etat soviétique. Nous devons pour autant qu'en Russie, depuis des temps immémoriaux, nous avons toujours vu telle que nous la connaissons, n'a jamais dépassé le stade du rêve.

Aucun observateur rationnel ne peut en tout cas douter, pour le moment, que le communisme, à l'Est, aussi bien que la démocratie à l'Ouest, ont des défauts énormes. Aucun camp ne procédera volontairement au démantèlement de ses institutions ni laissera contraindre à le faire par l'autre camp. Ce dont il s'agit, c'est de faire passer la confrontation entre les deux systèmes à la destruction mutuelle dans l'arène de la coexistence constructive.

Forcer l'allure de la réconciliation entre les deux grands adversaires idéologiques, et rivaux militaires, comme ont essayé de le faire M.M. Nixon et Brejnev, lors de leurs rencontres de 1972 et 1973, était hasardeux. Il est cependant plus périlleux de réduire l'allure sous des prétextes qui tendent à déshumaniser l'adversaire et à rallumer les vieilles querelles.

En Russie et en Amérique, la mémoire collective reste très imprégnée des ordes de la guerre froide à la fin des années 40. Les traumatismes engendrés restent facilement dans le psychisme national et sont difficiles à effacer ou atténuer. S'il n'est pas traité avec précaution, le fragile dégel qui s'est manifesté dans les relations soviéto-américaines, au cours des cinq dernières années, pourrait bien être, du nouveau, bloqué. Il y a donc, chez les deux pays, des groupes vulnérables qui s'opposent à tout

Les critiques soviétiques de la détente se plaignent que l'Union soviétique a perdu ses positions au Proche-Orient, que les accords d'Helsinki ont nourri des idées subversives en Europe de l'Est, que l'Amérique a mis trop hant les enchères dans les négociations sur les armes stratégiques et que le Congrès des Etats-Unis exerce des pressions pour tenter de régenter les affaires intérieures de l'URSS.

Les critiques américains mettent en valeur les traitements inhumains que les Russes font

subir aux dissidents et aux minorités; l'intervention de Moscou en Angola par Cubains interposés; la mauvaise foi soviétique dans la trop fameuse négociation sur les livraisons de blé; enfin, le renforcement massif de l'armée et de la marine russes au moment où l'Occident se berce des illusions d'une fausse sécurité.

La manière dont la nouvelle administration américaine aborde le sujet ne paraît ni claire ni efficace. La tendance prédominante, pour le moment, met l'accent, avec le conseiller du président en matière de sécurité, sur la défense des droits de l'homme. Le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, paraissait, lui mal, à l'aise lorsqu'il disait récemment que, « en poursuivant une politique en faveur des droits de l'homme, nous défendons nos propres valeurs et les limites de notre pouvoir et de notre sagesse ». Le président Carter lui-même a admis, avec la franchise qui le caractérise, que la réaction des Russes à sa politique d'« *peace with honour* » et d'« *human rights* » obassait sur le fait que ceux qui s'unissent prennent aussi les objectifs communs — tels que les *SALT* ».

Nous faudra-t-il donc payer un prix plus élevé dans les négociations sur le fond des problèmes essentiels parce que le climat de confiance, instauré par les administrations précédentes, a été empoisonné par l'irritation causée par le style dans lequel elles sont désormais conduites ?

Lier l'apaisement des rapports internationaux à l'ouverture du système soviétique, et le faire publiquement et agressivement, ce n'est pas seulement miner les fondations de la détente, c'est en même temps, sans doute, menacer la renaissance des droits de l'homme, eux-mêmes, en URSS.

La seule chance de libéralisation de ce régime résulte d'un effort pour engager ses éléments les moins dogmatiques dans un dialogue de coopération constructive, fondé sur des échanges scientifiques, technologiques et

commerciaux. Cette stratégie, fondée sur notre capacité largement supérieure en matière de progrès économique, et sur la certitude que les libertés individuelles devront suivre, est dans le droit fil de l'éthique américaine.

Je partage l'analyse de M. André Sakharov selon laquelle le vrai remède aux maux chroniques de la Russie en matière agricole et industrielle repose sur des réformes démocratiques et sur l'intégration progressive de l'économie soviétique dans le marché mondial. Si l'U.R.S.S. veut éviter de devenir une puissance de second ordre, elle devra faire l'expérience de nouveaux concepts de production, de distribution et de management. Une telle expérimentation s'avérera, alors, inséparable de la liberté d'expression et de communication.

Si M. Almaric ne peut pas écrire, si M. Rostropovitch ne peut jouer, si M. Panov ne peut danser, si M. Levitch ne peut enseigner, alors le technicien ne peut réellement innover, l'ingénieur ne peut produire, le manager ne peut diriger. A une époque de mutations technologiques accélérées, il ne peut y avoir de progrès économiques soutenus si les esprits ne sont pas libres. Telle est la leçon de notre propre expérience nationale et, au sens le plus exact de cette formule, notre message au monde. Cela devrait être toujours et tranquillement l'attitude de notre politique à l'égard du RFSS.

SAMUEL PISAR.

« L'ÉQUATION DE LA COEXISTENCE »

Jocelyn
PARIS

134, bd. si-germain
78, ch.-d'elysées (lido)
5, rue cherche-midi



Comment sauver la détente

DIPLOMATIE

Paris et Madrid vont renforcer leur coopération militaire

De notre correspondant

Madrid. — Le renforcement de la coopération militaire et la vente d'une trentaine de Mirage seront au centre des entretiens que le ministre français de la Défense, M. Yvon Bourges, et son collègue espagnol, le lieutenant général Gutiérrez Mellado, auront à Madrid au début de la semaine prochaine.

M. Bourges est attendu dimanche 2 octobre dans la capitale espagnole. Au cours de son séjour, il visitera la base aérienne d'Albacete, où se trouvent certains des quelques quarante Mirage que la France a livrés à l'Espagne de 1971 à 1975, et il verra à Carthagène quatre sous-marins de type Daphné et deux sous-marins du modèle Agosta, d'un tonnage supérieur. La coopération entre les deux pays a commencé en juin 1970, après la visite à Madrid de M. Michel Debré, alors ministre de la Défense. Elle se traduit par des manœuvres conjuguées et par un rapprochement des systèmes de

communications destinés à la couverture aérienne. La France vend des avions et des hélicoptères et installe des fabriques de matériel (sous-marins à Carthagène, chars AMX à Séville) que les Espagnols adaptent à leurs besoins ou à ceux des pays qui leur achètent des armements.

Un contrat portant sur la vente de trente nouveaux Mirage est en discussion depuis plusieurs mois. O. V.

● **Le différend franco-britannique au sujet du plateau continental.** — Paris a fait savoir, mercredi 28 septembre, à Londres, que la sentence du tribunal arbitral relative à la délimitation du plateau continental entre la France et la Grande-Bretagne est définitive et qu'il n'y a pas lieu d'engager des négociations, comme le demandent les Britanniques, pour aboutir à un accord sur un tracé différent de celui défini par le tribunal. On indique à Paris que les permis de prospection sont accordés aux compagnies pétrolières en fonction de la sentence du tribunal.

● **Les négociations SALT.** — Au cours de sa conférence de presse du jeudi 29 septembre, M. Carter a confirmé que des progrès ont été accomplis dans les

négociations avec l'U.R.S.S. sur les réductions de forces en Europe centrale reprennent vendredi 30 septembre, sans grand espoir d'aboutir à un résultat concret.

● **Les négociations de Vienne sur les réductions de forces en Europe centrale reprennent** vendredi 30 septembre, sans grand espoir d'aboutir à un résultat concret.

ONU

Devant l'Assemblée générale

LE DÉLÉGUÉ DE PÉKIN SALUE L'UNION DES PAYS DU « SECOND MONDE » CONTRE L'« HÉGÉMONISME »

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — M. Huang Ha, ministre chinois des affaires étrangères, a pris la parole jeudi 29 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU. Il a attaqué les deux super-puissances, réservant ses critiques les plus dures à l'U.R.S.S., et il a déclaré que le peuple chinois a vu en l'Union soviétique « le principal ennemi de la paix mondiale ». De son côté, Mme Karin Söder, ministre suédoise des affaires étrangères, a déclaré que le Conseil de sécurité devrait recourir à des sanctions contre l'Afri-

que du Sud. Elle a proposé un embargo sur les ventes d'armes et les investissements dans ce pays. M. Genscher, ministre des affaires étrangères de la R.F.A., a longuement développé le thème de la coopération internationale et a déclaré que Berlin est « le symbole et le test de la détente ». Quant au chef de la diplomatie polonaise, M. Wojtaszek, il a estimé que « les organismes de l'ONU sont les seules institutions universelles au sein desquelles la communauté internationale peut apporter une solution aux problèmes posés aux pays qui cherchent une croissance accélérée et une restriction des relations économiques à l'échelle régionale et mondiale ». Cette prise de position apparaît plus nuancée que celle développée devant l'Assemblée au sujet du dialogue Nord-Sud par M. Gromyko. — L. W.

Sofia?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266.34.66



PIERRE MAUROY

HERITIERS DE L'AVENIR

Le numéro 2 du P.S. explique

STOCK

Collection : Les Grands Leaders dirigée par Claude Glayman

هكذا من الأصل

AFRIQUE

Algérie

Vaste campagne de mobilisation pour « gagner la bataille de la production »

De notre correspondant

Alger. — La radio, les journaux, la télévision et les organisations de masse ont entamé une vaste campagne de mobilisation autour des thèmes développés par le président Boumedienne dans son dernier discours pour « lutter contre le laisser-aller et gagner la bataille de la production » (le Monde du 27 septembre).

Il est d'autant plus important pour le pays que les produits nationaux s'accroissent en quantité et en qualité sur le marché que les fortes hausses de salaires prévues ou déjà réalisées vont mettre en circulation 300 milliards de centimes. Or, note El Moudjahid, cette « importante masse monétaire vivante » doit être à celle du marché algérien qui a déjà montré ses limites à pouvoir absorber les 2 300 ou 2 400 milliards en circulation.

Pour sa part, la commission exécutive de l'U.G.T.A. (Union générale des travailleurs algériens) a adopté une motion large-ment diffusée qui « condamne avec force les ordres de travail ainsi que leurs instigateurs... de même qu'elle condamne toute action entreprise en dehors des structures de l'U.G.T.A. ». Elle a également lancé un pressant appel en faveur de l'accroissement de la productivité et d'une « lutte permanente contre le gaspillage, le laisser-aller et l'absentéisme à tous les niveaux ». En effet, plus encore que des grèves dont le président a parlé avec une grande franchise, nombre de dirigeants s'inquiètent de la faiblesse persis-

tante du rendement dans de multiples secteurs.

L'Assemblée nationale va examiner bientôt la grille des salaires qui tendra progressivement à réduire les écarts parfois considérables existant entre les différents secteurs d'activité, d'une part, entre les revenus les plus faibles et les plus forts, d'autre part.

Rappelons que, à la suite des augmentations annoncées par le chef de l'Etat, le salaire minimum passe à 400 dinars (1 dinar égale 120 F) dans l'agriculture et à 600 dans l'industrie. Les professeurs d'université qui bénéficient d'une augmentation de 88 % verront leur salaire passer de 2 500 dinars à 7 000 ou 8 000 dinars si l'on y ajoute les primes de recherche. Enfin, les professeurs de médecine, qui touchaient entre 9 000 et 10 000 dinars, sont augmentés de 30 %. Ces chiffres donnent une idée des écarts et des efforts qui restent à accomplir pour réduire ces écarts comme le souhaite le chef de l'Etat.

PAUL BALTA.

Rhodésie

L'ONU APPROUVE L'ENVOI A SALISBURY D'UN REPRÉSENTANT DE M. WALDHEIM

Le Conseil de sécurité a implicitement entériné, jeudi soir, 29 septembre, le plan anglo-américain de règlement du conflit rhodésien. Il a adopté sans opposition (l'U.R.S.S. s'est abstenue et la Chine n'a pas participé au vote) la résolution britannique demandant au secrétaire général, M. Kurt Waldheim, d'envoyer un représentant à Salisbury. Celui-ci « entrera en contact avec le commissaire résident britannique (Lord Carver) et avec toutes les parties à propos des dispositions militaires et connexes jugées nécessaires pour assurer le passage au gouvernement de la majorité ».

En expliquant ses réserves vis-à-vis de cette résolution, le représentant soviétique a fait valoir qu'il n'appartenait pas à l'ONU d'approuver directement ou non le plan anglo-américain comme base de règlement. Sur le plan militaire, on enregistre une intensification des opérations de guérilla, qui gagnent en hardiesse, en se rapprochant de la capitale. Ainsi, vendredi soir, des combattants nationalistes dans la région de Mangwedé, à une trentaine de kilomètres de Salisbury, ont été tués récemment dans une embuscade tendue par les forces de sécurité. Le gouvernement vient, pour sa part, d'adopter un programme financier destiné à favoriser la prolongation de la guerre. De plus, les étudiants blancs devront désormais servir deux ans dans l'armée au lieu de dix-huit mois. — (A.F.P., Reuter, A.P.)

République Sud-Africaine

● CING CENTS LYCÉENS ET COLLEGIENS ont incendié, mardi 27 septembre, des bureaux de l'administration du bantoustan de Ciskei, à Dimbaza, citée africaine située à 15 kilomètres de King-William's Town, dans la province du Cap.

« A tout niveau d'études, une solution... »

Secrétariat-Gestion-Comptabilité

ISEEC

Préparation : C.A.P. ; R.E.P. ; Bac G ; B.T.S. ; D.E.S. Institut des Sciences et des Etudes Economiques et Commerciales du Cours Napoléon Ecole technique PRIVÉE

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707-13-38 et 707-76-05

SAINT LAURENT rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6^e



Breguet LIVRE A 18 KM A L'EST DE PARIS

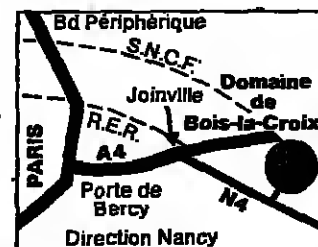


Chelsea, 139 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

le Domaine du Bois la Croix DES MAISONS DURABLES.

Un parc boisé et privé de 18 ha, le grand calme, la vraie campagne : c'est le Domaine du Bois La Croix, où Breguet réalise 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m², de 4 à 7 pièces, entourées de grands jardins. Certaines sont livrables immédiatement. Le Domaine se trouve au centre de Pontault-Combault, près des rues commerçantes, et à 1/4 d'heure à pied de la gare (40 trains par jour AR pour Paris). Sur le Domaine même : écoles, centre commercial, tennis.

A 18 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE DE L'EST ET LA N.4 (Par l'A.4, sortir à Val Maubuis et se diriger vers Emerainville).



VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.

DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 028.64.63).

M. Carter est prêt, sous certaines conditions à engager le dialogue avec l'O.L.P.

Paradoxalement, les premières réactions enregistrées du côté palestinien sont plutôt négatives. M. Chafil El Hout, porte-parole de la délégation de l'O.L.P. auprès de l'O.N.U., a déclaré : « L'offre faite par le président Carter d'ouvrir un dialogue avec l'O.L.P. si

Dans un discours prononcé jeudi à Yamnith, au sud de Gaza, M. Begin s'est élevé en termes énergiques contre l'interprétation officielle de la déclaration faite avec M. Dayan sur la question de la composition de la délégation arabe à la conférence de Genève. M. Begin a affirmé solennellement que le gouvernement israélien n'avait pas accepté la proposition contenue dans la déclaration d'ouverture, les Arabes ne formeraient qu'une délégation et qu'elle se scinderait ensuite en groupes ethniques. M. Begin a déclaré, saluant les Palestiniens, que aucun ne représenterait officiellement le P. R. Il aurait fait partie de la délégation arabe, mais le chef de la délégation arabe : « A cette proposition », a dit M. Begin, nous ne nous pas dépêché une virulente riposte. Il a ajouté : « Je suis sûr que nous ne nous en rendons pas compte ».


« Qui, de la sorte, croit-on tromper ? », écrit, jeudi 29 septembre, l'éditorialiste du *Moorit*. « L'Assemblée générale des Nations unies ? L'opposition à la Knesset ? Le président Carter ? » Peu suspect d'hostilité envers la nouvelle équipe dirigeante, l'influent journal du soir qualifie l'accord conclu entre le gouvernement et le Gush Emounim de « ni très intelligent ni très honorable ».

"STAGE INTENSIF" BERLITZ
Service traduction. Organisation d'excursions.

LE PLUS GRAND SALON 78 RENAULT A 2 PAS DE CHEZ VOUS

Renault préconise **elf**

3 JOURS PORTES OUVERTES



ET
3.000
RENAULT 14
EN JEU

● M. Badat vient de demander à l'U.R.S.S. d'accorder à l'Egypte un moratoire de dix ans pour payer ses dettes militaires. Selon de récentes déclarations officielles égyptiennes, Le Caire doit environ 20 milliards de francs à Moscou pour des livraisons d'armes effectuées pendant et après la période nassérienne.

Les dettes civiles de l'Egypte à l'égard de l'U.R.S.S. sont également estimées à quelque 20 milliards de francs. Le Raïs a affirmé que son pays ne paiera pas son funérail à rembourser à l'U.R.S.S. les créances civiles. — (Correspondant)

Le Monde

politique

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU R.P.R.

M. Chirac veut mener une campagne électorale intense et autonome

De nos envoyés spéciaux

Menton. — En se séparant, jeudi soir 29 septembre à Menton, les députés R.P.R. n'ont pas fixé la date des prochaines journées d'étude de leur groupe parlementaire. Ils attendront pour le faire le résultat du scrutin de mars 1978. Mais cette attente ne se déroulera pas dans l'inactivité, même si elle doit être accompagnée d'une certaine appréhension. C'est ce qu'ont révélé les interventions de ce colloque de Menton, et notamment le discours de clôture de M. Jacques Chirac.

Aucune divergence d'analyse ne s'est exprimée entre les orateurs, et même le premier ministre par intérim, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ne l'a cédé en rien au président du R.P.R. dans ses attaques contre le parti communiste et le parti socialiste. Car, à leur anti-communisme traditionnel, les gaullistes ont maintenant ajouté un antisocialisme tout aussi violent puisque, selon M. Chirac — qui retourne à la gauche la formule que Jacques Duclos appliquait en 1963 à Georges Pompidou et à M. Alain Poher, — « le parti communiste et le parti socialiste, c'est bonnet blanc et blanc bonnet ». Les orateurs ont dénoncé tour à tour la « mystification » du programme commun,

l'« incapacité » de ses signataires à gouverner ensemble et la « dictature totalitaire » que, selon M. Debré, le parti communiste imposera. Les gaullistes vont donc exploiter le trouble d'une partie de l'électorat, accroître le doute de ceux qui sont intrigués ou l'interlocuteur par les rivalités de la gauche, pour tenter d'attirer à eux une partie des suffrages qui, selon M. Peyrefitte, les ont quittés au fil des années pour aller vers les socialistes et les radicaux de gauche. Bref, ils voudraient pratiquer une « stratégie d'accueil » des électeurs.

Par des descriptions apocalyptiques, ils ont annoncé la fin de l'indépendance nationale, comme M. Debré, le retour au régime des partis, comme M. Peyrefitte, ou brandi l'épouvantail des nationalisations qui ruinerait non seulement l'économie, mais aussi les petits épargnants et les retraités, comme l'a affirmé M. Chirac. Ce dernier a aussi dénoncé que l'exigence de nationalisations plus nombreuses présentée par le parti communiste n'avait pas une raison économique mais une motivation

politique : imposer sa volonté à travers le tissu serré des syndicats et des « cadres révolutionnaires » mis en place dans les entreprises et dicter leur loi à un gouvernement socialiste.

Durcissant leur attitude, développant leur offensive, le R.P.R. et son chef veulent faire preuve d'un dynamisme accru. Da la crise de la gauche, ils tirent notamment la leçon qu'ils ont bien en raison de s'opposer à l'élaboration d'un « programme commun » de la majorité. Cela les incite aussi à faire preuve d'une plus grande autonomie et à adopter, au sein de la majorité, une attitude d'indépendance parfois frondeuse. S'ils ne s'en prennent jamais à M. Raymond Barre lui-même, ils rappellent volontiers que le véritable inspirateur de la politique du gouvernement est à l'Elysée et ils ne se privent pas de dresser des bilans peu flatteurs pour les opposer à ce qu'il conviendrait de faire dans six mois. M. Debré et Chirac, en particulier, ont présenté de tels plans d'action, sortes de plates-formes de contre-gouvernement.

Mais si le président du R.P.R. a voulu donner à ses troupes quelques certitudes à l'encontre de l'union de la gauche ou à l'égard de leurs alliés de la majorité et envers le gouvernement, il a voulu aussi conjurer quelques inquiétudes. En indiquant pour la première fois que « si par malheur la France en avait besoin », les gaullistes seraient « de nouveau son recours ». M. Chirac a certes voulu souligner la gravité de la menace électorale que fait peser l'opposition et dramatiser à la façon gaullienne l'enjeu du scrutin. Mais il a voulu également rappeler que le combat des gaullistes ne s'arrêterait pas si une « déconvenue » se produisait après une combinaison élaborée par le chef de l'Etat et dans laquelle ils n'auraient pas leur place ou qui serait dirigée contre eux. Il en serait de même lors des « désastres », qu'enrainerait, selon le président du R.P.R., un gouvernement issu d'une majorité de gauche. M. Chirac a également voulu maintenir l'aspirer chez ses partisans en paraphrasant à sa manière la conclusion des « Mémoires de guerre » du général de Gaulle, qui se décrivait comme « jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance ».

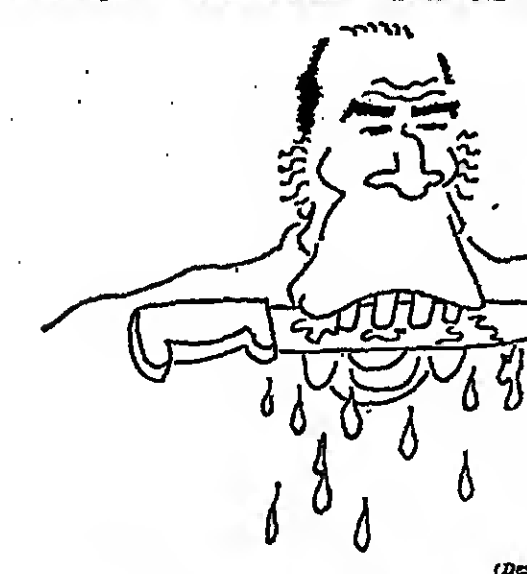
ANDRÉ PASSERON.

Jeudi 29 septembre, les parlementaires R.P.R. poursuivent l'examen des thèmes d'action de leur mouvement. M. Lauriol (Yvelines) analyse le malaise des cadres, « ces mal-aimés ». Après les interventions de MM. Carrette (Nord) sur l'agriculture (« l'opposition veut la mettre sous les verrous ») et Vancclair (Haute-Seine) sur l'artisanat, M. Vincent Auzanar, ancien ministre du commerce et de l'artisanat, constate que « commerçants et artisans sont tentés de basculer dans une opposition qui les sollicite activement ». M. André Turcat, conseiller pour les industries de pointe, évoquant le combat pour Comacine, estime que « face à l'hypocrisie et à la faiblesse américaines, l'action requise est une action de gouvernement ». M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, rappelle les objectifs de la politique du R.P.R. pour les DOM-TOM. Il insiste sur le maintien de l'unité nationale et le respect d'une souveraineté

ter devant l'effondrement du programme commun, cette supériorité, cette exécution inégalée sur laquelle la gauche a mené son combat. « Mais, ajoute-t-il, il ne faut pas se démotiver mais préparer la refuz vers nous des électeurs mystifiés par la gauche ». Il poursuit : « Il faut convaincre ceux qui nous ont désertés en raison de nos divisions et de nos incertitudes. Voilà la stratégie de l'accueil, accueilli non pas des états-majors mais des masses flottantes, déçues et déorientées. Nous ne voyons pas à un renversement de la majorité mais à un élargissement de la majorité vers les électeurs socialistes. Et il conclut : Nous venons de voir, à gauche, une crise ministérielle, bref le retour à la IV^e République que jamais les Français n'oublient ce spectacle stupéfiant de chefs de partis qui confient publiquement le rôle de leur parti à un délégué s'ils étaient en train d'acheter une vache ou un tapis. » Dans son intervention, le

supérieur électorale du P.S. que s'il maintient, par rapport à lui, sa propre supériorité politique. C'est la raison profonde de la bataille sur les nationalisations, les communistes voulant se donner le moyen de diriger toute la vie nationale et d'imposer toutes leurs volontés. Quant au comportement du P.S., il ne mérite aucune indulgence et n'autorise aucune illusion. Ce parti a répudié toute social-démocratie et a fait l'option collectiviste. Sur ce point, M. Marchais a raison. On n'entre pas à moitié dans la voie nationale et d'imposer toutes les volontés. Quant au comportement du P.S., il ne mérite aucune indulgence et n'autorise aucune illusion. Ce parti a répudié toute social-démocratie et a fait l'option collectiviste. Sur ce point, M. Marchais a raison. On n'entre pas à moitié dans la voie nationale et d'imposer toutes les volontés. Quant au comportement du P.S., il ne mérite aucune indulgence et n'autorise aucune illusion. Ce parti a répudié toute social-démocratie et a fait l'option collectiviste. Sur ce point, M. Marchais a raison. On n'entre pas à moitié dans la voie nationale et d'imposer toutes les volontés.

Revenant sur le problème des nationalisations, il affirme que celles qui étaient prévues en 1972 suffiraient à la collectivisation de l'économie tout entière. Il ajoute : « Prenant le pouvoir et face à une situation difficile, le nouveau gouvernement communiste ou social-communiste commencent par des nationalisations. Ils défendent nos objectifs et ne nous servent à aucun autre programme. Le rôle par lequel ne perdent rien à cette œuvre. » Pour M. Chirac, « le système des nationalisations est fondamentalement conservateur et fondamentalement anti-économique ». De plus, l'indemnisation prévue constitue une spoliation plus ou moins étendue. Une gigantesque confiscation se prépare ouvertement, surtout à l'encontre des classes moyennes. « Ce faisant, observe M. Chirac, seraient violés les principes constitutionnels français ainsi que le droit international ». Et il ajoute : « Les événements déjà constamment matraqués par le ministère des finances, se verraient ainsi déposés plus complètement encore. » L'ancien premier ministre souligne ensuite les limites, dans la situation actuelle, du libéralisme classique et estime qu'on attendrait vainement « une remise en route nationale de la machine ». « Il faut donc, en conclut-il, que nous indiquions la voie et ce, dans le cadre d'une majorité pluraliste mais vraie. » Il précise à ce sujet : « Nous serons nous-mêmes, nous nous présenterons sous notre propre drapeau. Nos candidats ne solliciteront ni n'accepteront, à moins de candidature unique de la majorité, aucune autre candidature que celle du rassemblement. Ils défendront nos objectifs et ne nous serviront à aucun autre programme. Le rôle par lequel ne perdent rien à cette œuvre. »



(Dessin de KONE.)

« qui n'est plus coloniale mais légitime ». Intervenant sur le même sujet, MM. Camille Petit (Martinique), et Clément, conseiller économique et social. M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, relève que tous les partis sont d'accord pour constater qu'il ne peut y avoir question de réintégrer l'OTAN « la seule voie discutable », constate-t-il, est celle du président d'une fraction du parti radical, ce qui peut offenser, bien sûr, mais modérément. « Pour ce qui concerne l'intégration européenne, elle est, affirme-t-il, un processus déjà jugé, n'ayant pas résisté aux réalités nationales en dehors desquelles on ne trouve que faux-semblants, désordre et assujettissement aux deux grandes puissances, entre lesquelles la France doit trouver sa place. » M. Cressard (Ille-et-Vilaine), responsable des problèmes de défense, déclare : « Figer l'arme nucléaire, ainsi que le proposent les social-communistes, c'est enlever toute valeur à la dissuasion et trahir la paix. Mme Florence d'Harcourt (Haute-Seine) critique, pour sa part, le projet de référendum socialiste sur la défense.

M. Peyrefitte : la stratégie de l'accueil

M. Guéna, secrétaire général du R.P.R., dresse ensuite le bilan des rencontres entre les formations de la majorité. Il précise : « En cas de primaires, les reports de voix devraient se passer dans les meilleures conditions en raison de l'importance de l'enjeu. » Il ajoute : « Nous n'avons transigé sur rien. Nous avons levé toutes les hypothèques, éclairé le jeu par tous les moyens de la majorité. Nous avons favorisé l'entente mais, en même temps, nous sommes libres. » L'après-midi, après l'intervention de Mme Guéna, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, estime qu'il ne faut pas se satis-

M. Michel Debré déclare : « Un certain nombre de tribunes et de turpitudes ont été de notre « conservatoire », et font l'honneur de leur esprit. (...) Je préfère être le conservateur de la liberté, de la République, de la croix et de la fleur, nationale. Il y a des changements, l'avenir nous le dira, par exemple, qui sont des rétrogradations, car ils ôtent à la France. » Il ajoute : « Si les communistes veulent le bonheur par la tyrannie, les socialistes, eux, veulent le bonheur par le triomphe des idées fausses. » Pour terminer, l'ancien premier ministre proclame : « Il ne faut jamais compter sur les autres pour son propre rétablissement. On vous dira demain : « Mettez-vous sous la protection des Etats-Unis. » Comme si nous ne savions pas que les Etats-Unis viennent toujours après le premier acte, et parfois après le second. Quant à la détente avec l'Union soviétique, elle passe d'abord par notre indépendance, c'est-à-dire par le fait que le pouvoir n'appartienne pas aux communistes. »

l'ancien premier ministre expose alors les grandes orientations de son mouvement : « Il faut dire non au chômage, moralement et socialement intolérable, économiquement injustifiable. Les écologistes ont souvent raison, mais seule une nouvelle croissance permettra de surmonter les conséquences fâcheuses de l'industrialisation. Il faut revenir aux sources de la planification gaulliste, car demain une ample relance économique sera nécessaire et seule la planification permettra de relancer efficacement les investissements. Pour les entreprises, il faut une cure de liberté, complètement nécessaire d'une planification qui doit être un système d'incitation plus que d'interdiction. Il faut une fiscalité assainie de ses excès et de ses absurdités. Il faut protéger l'épargne, surtout l'épargne productive. Il faut défendre l'unité et l'indivisibilité de la République. »

Partisans d'une large décentralisation, nous ne permettrons jamais la dislocation de la patrie, ni les menées séparatistes d'un certain nombre d'irresponsables. Nous nous opposons tout autant au piège des intégrations supranationales. Enfin, il faut maintenir notre capacité défensive par la discussion nucléaire. » Il critique vivement l'attitude des socialistes en la matière, les accusant de trahir « à la légère » les problèmes de défense nationale.

PATRICK FRANCES.

Egypte
Le président Sadate affirme
l'importance de son régime est...
...le monde...
...le monde...

ALIEZ LE FRANCAIS.

JACK INTENSIF BERLITZ

ON 78

VOUS

JOURS PORTES VERTES

Breguet

LANCE

A 21 KM AU SUD DE PARIS

Séquoia, 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

le Domaine des Templiers

DES MAISONS DURABLES.

C'est le dernier-né des 8 programmes Breguet autour de Paris. Il se trouve à Ballainvilliers, un charmant petit village en lisière du Bois historique des Templiers. C'est la vraie campagne, avec tous les avantages de la banlieue sud. Des trains très fréquents relient Paris-Austerlitz à la gare de Gragny (à 1,5 km du Domaine). Au Domaine des Templiers, vous trouverez 4 modèles de grandes et luxueuses maisons de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, toutes dans de grands jardins.

A 21 KM DE PARIS
PAR L'AUTOROUTE DU SUD
ET LA N20

VISITE DES MAISONS
MODELES TOUS LES JOURS
DE 10 A 19 H.

DOMAINE DES TEMPLIERS 91160 BALLAINVILLIERS LONGJUMEAU (TEL. 909.89.22).

POLITIQUE

LA CRISE DE LA GAUCHE

LES DIVERGENCES SUR LA DÉFENSE

M. Kanapa reproche à M. Mitterrand de « reprendre contre le P.C.F. les propos que la droite utilise depuis des années »

Dans l'Humanité de ce vendredi 30 septembre, M. Jean Kanapa, membre du comité central du P.C.F., réplique à des propos de M. François Mitterrand, mercredi 28 septembre à l'Assemblée nationale (le Monde du 30 septembre) et accuse le premier secrétaire du P.S. d'avoir présenté « une relation déformée du dialogue des négociations » et de « reprendre contre les communistes des propos qu'utilise, depuis des années, la droite ».

M. Mitterrand avait exposé à l'Assemblée nationale les raisons pour lesquelles le rapport, du 11 mai dernier, de M. Kanapa sur la

sécurité de la France, avait été rejeté par les socialistes, car il leur semblait préconiser l'abandon du système actuel des alliances de la France. M. Kanapa répond dans l'Humanité que, depuis quinze ans maintenant, le P.C.F. accepte, « comme un état de fait », le maintien de la France dans l'alliance atlantique et que cette appartenance n'est pas contradictoire avec la conception communiste d'une défense indépendante.

Entre les signataires de l'accord de 1972, le débat sur la défense a abouti — après des concessions réciproques — à un projet commun de rédaction qui maintient en état l'armement nucléaire destiné à prémunir la France contre toute

agression d'où qu'elle vienne. Les discussions s'achèvent principalement sur la nature et l'organisation d'un débat, auquel les Français seraient associés, sur la nucléaire civil et militaire et, dans une moindre mesure, sur la responsabilité reconnue au chef de l'Etat ou au gouvernement d'engager l'arme nucléaire.

Mais toutes les arrière-pensées ne sont pas dissipées pour autant. Les communistes continuent de soupçonner la P.S. d'être favorable au maintien de la France sous le « parapluie » nucléaire américain. Les socialistes reprochent au P.C.F. de vouloir — en recherchant l'autarcie militaire de la France — « déstabiliser » l'alliance atlantique. — J. L.

« GEORGES MARCHAIS. — Dans ces conditions, vous proposez d'aller chercher, pour nous protéger, un parapluie ailleurs. »

« FRANÇOIS MITTERRAND. — Oui, c'est la force des alliances... »

« Voilà bien le fond de l'affaire. »

« A propos de la nécessité — avancée par MM. Robert Fontanille (P.S.) et François Luchaire (rad. gauche) — de prévoir l'information ou la consultation des Français sur l'arme nucléaire, M. Kanapa écrit dans l'Humanité :

« En somme — et nous le fimes remarquer aussitôt — on prétendait réintroduire par la fenêtre le préalable du référendum qu'on avait laissé à la porte. Je dis bien : le préalable. Car de deux choses l'une : ou bien on se met d'accord sur une politique de défense nationale qu'on soumettra comme l'ensemble de la politique nouvelle aux Français lors des élections législatives et on s'engage clairement à la mettre en œuvre à la majorité des Français ou bien on demande au parti communiste de donner sa caution à un éventuel abandon de la politique définie en commun. »

LE P.C.F. PROGRESSISTE PLUTOT QUE RÉVOLUTIONNAIRE ?

Au terme d'une série de sondages sur les formations politiques réalisées par l'Institut Louis Harris entre le 7 et le 28 septembre, « le Matin de Paris » publie dans son numéro daté du 30 septembre une étude d'où il ressort, en substance, que la qualification de « progressiste » conviendrait mieux qu'au P.C.F. d'aujourd'hui 46 % des électeurs apparaissent favorables à une « transformation révolutionnaire de la société », tandis que 44 % se prononcent pour un changement dans le cadre et l'ordre, mais 6 % se situent eux-mêmes à l'extrême gauche, 38 % à gauche et 22 % au centre gauche ; 56 % considèrent que « la participation au gouvernement du parti communiste serait une excellente chose », 35 % pour les sympathisants du P.S.U. et de l'extrême gauche, à 31 % pour ceux des écologistes, à 34 % pour ceux du P.S. et à 30 % pour ceux du M.R.C.

UNE LETTRE DU P.S. AU P.C.F.

Le bureau exécutif du parti socialiste a adopté, à l'unanimité, mercredi soir 28 septembre, la déclaration suivante :

« Au cours de sa conférence de presse, François Mitterrand a confirmé le rôle du parti socialiste de rester ouvert à tout contact et à tout dialogue qui restituerait à l'union de la gauche sa qualité et sa vigueur. »

« C'est dans cet esprit que le comité directeur du parti socialiste se saisira de la lettre que lui a adressée le comité central du parti communiste français. »

« Le bureau exécutif, soucieux de préserver toutes les possibilités de parité d'un accord, tient à rappeler des maintenant que les propositions faites le 23 septembre par le délégation socialiste au « sommet » de la gauche fournissent la base qui doit permettre la reprise des discussions entre les trois partis signataires du programme commun. »

« Le parti socialiste n'a qu'une priorité : créer les conditions de la victoire de la gauche pour appliquer le contrat signé en 1972. »

Ce texte a été adressé jeudi matin, avec une lettre d'accompagnement de M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national chargé des relations extérieures, à M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F.

« M. Roger Leroy, membre du P.S. et ancien grand maître adjoint du Grand-Orient de France sous la direction de M. Fred Zeller, souligne dans une déclaration : « Les responsabilités historiques » devant lesquelles sont placés les dirigeants de la gauche et les risques d'un renforcement « des épismes, des dérogations, des reniements sur lesquels reposent la société libérale... » Le désarroi, affirme-t-il, régnait parmi ceux qui attendaient de la gauche ce qu'elle ne peut-être réduite par le désespoir et la résignation. »

RÉUNIS EN CONGRÈS

Les élus locaux de l'opposition s'efforcent de préserver la dynamique « unitaire »

De notre envoyé spécial

Arles. — La crise de l'union de la gauche n'a pas affecté jusqu'à présent les travaux du congrès de la Fédération nationale des élus républicains, municipaux, cantonaux et régionaux (F.N.E.R.M.C.R.), qui s'est ouvert vendredi matin 30 septembre en Arles (Bouches-du-Rhône), et qui réunit quatre cents élus locaux venus de toutes les régions et appartenant pour la quasi-totalité aux différents courants de l'opposition.

Soucieux de préserver sa propre dynamique unitaire, la direction de la Fédération, à dominante communiste, s'en est strictement tenue à l'ordre du jour de ces assises — les premières du genre depuis le congrès de Havre en 1974 — c'est-à-dire à l'étude des problèmes des collectivités locales. Elle a pris soin d'éviter toute controverse sur les sujets qui divisaient actuellement la gauche, afin d'une part, de ne pas courir le risque d'une querelle interne entre élus communistes, socialistes et radicaux de gauche et, d'autre part, de ne pas effaroucher les élus non politisés qu'elle souhaite rassembler.

La Fédération, qui affirme avoir enregistré près de trois mille adhésions depuis les élections municipales, compte environ trente mille adhérents sur un total de 45 000 élus locaux.

Dans le rapport moral qu'il a présenté vendredi matin, en sa qualité de secrétaire général, M. Camille Vallin (P.C.F., maire de Givry, nouveau sénateur du Rhône, a tenu à affirmer l'indépendance de la F.N.E.R.M.C.R. vis-à-vis du gouvernement et des formations politiques, en la présentant comme « un syndicat de défense des collectivités locales et des élus locaux », distinct des associations « d'élus » dépendant directement des partis politiques.

Le rapporteur a néanmoins enjoint à l'ensemble des élus locaux de ne pas se laisser diviser par les querelles de la majorité, « qui vit, dit-il, des subvides de l'Etat et qui est l'intermédiaire chargé par le gouvernement de porter ses idées parmi les élus locaux ».

M. Camille Vallin a également prononcé un long réquisitoire contre le gouvernement : « De Pompidou à Giscard d'Estaing, de Messmer à Chirac, puis à Barre, de Martelli à Chirac, puis à Mitterrand, on pourrait dire, joignent un mauvais jeu de mot, que c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Ce qui frappe en effet, au-delà des variations de style, c'est la continuité dans la politique adoptée vis-à-vis des collectivités locales. Cette politique, on peut la résumer ainsi : sur le plan financier, transfert systématique de charges du budget de l'Etat sur celui des collectivités locales aboutissant à l'asphyxie. A l'étranger, financement financier des communes ; parallèlement, tentatives multiples pour porter atteinte au droit des communes à s'administrer librement, la modification des structures communales étant sans cesse mise en avant comme un préalable à toute mesure touchant aux moyens financiers. »

Une lettre à M. Raymond Barre

La Fédération estime que le questionnaire adressé aux maires de France par le ministère de l'Intérieur n'est qu'un trompe-l'œil, un simulacre de démo-

cratie, une farce grossière. Pour M. Camille Vallin, « ce questionnaire constitue une manœuvre dilatoire pure et simple ». Il affirme : « Il s'agit, pour le gouvernement, de gagner du temps ; tandis qu'on bâtarde sur le rapport Guichard et sur le questionnaire, on pense moins à répondre. »

Le sénateur du Rhône a proposé au congrès, à ce sujet, d'adresser à M. Raymond Barre une lettre collective dans laquelle la Fédération rappellerait son point de vue sur une éventuelle réforme des collectivités locales. Sans se faire d'illusion sur la réponse.

En revanche, les élus républicains font évidemment confiance au programme commun de la gauche, qui comporte à leurs yeux « une série de dispositions qui apporteraient aux collectivités locales un souffle démocratique nouveau ».

Cet espoir était partagé par la majorité des congressistes qui veulent encore croire qu'à défaut d'avoir pu conclure un « mariage d'amour », comme nous le disait M. Waldeck L'Herminier, député communiste des Hauts-de-Seine, l'union de la gauche saura contracter avant les élections législatives un « mariage de raison ».

Les travaux qui se poursuivront jusqu'au dimanche 3 octobre sont suivis par trois délégations étrangères venues d'Italie, d'Allemagne de l'Est et de Yougoslavie.

ALAIN ROLLAT.

« M. Eric Fintermann, secrétaire général du parti socialiste démocratique, a déclaré à la réunion du comité directeur de son parti, que « la troisième voie socialiste-démocratique qu'il préconise offre une nouvelle perspective aux Français qui ne se reconnaissent pas dans la majorité actuelle et qui ne veulent pas pour autant engager la France dans une aventure politique ».

M. J.J. SERVAN-SCHREIBER :

je dis non à la fermeture.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a notamment déclaré, dans une interview publiée le 30 septembre par la Nouvelle République du Centre :

« Ce que nous avons appelé, ce que le président de la République a appelé le « front démocratique », c'est une organisation raisonnable des « primaires » pour la majorité présidentielle, pas pour la majorité parlementaire sortante qu'il faut changer. (...) Il faut donc rechercher pour chaque circonscription un candidat commun ou P.R., ou centriste, ou parti radical, qui ne présentera au nom des propositions communes auxquelles nous adhérons, je pense, sans difficulté. (...) Je ne m'adresse pas aux élus-majors, je ne leur lance aucun appel, je n'attends aucun changement de leur stratégie. (...) J'ai regardé des socialistes, avec lesquels nous entendons discuter, de la base, de ce qui nous rapproche et de ce qui nous sépare. En tout cas, je dis non à la fermeture, et nous verrons ensuite comment les choses peuvent s'organiser. »

M. Servan-Schreiber estime que la sagesse, pour M. Valéry Giscard d'Estaing, serait de se retirer un peu à l'écart de la campagne électorale (...). « Avec la redistribution actuelle je ne vois pas, dit-il, ce que la France, l'effacement de l'action gouvernementale et présidentielle, gagneraient à ce qu'il s'engage pour telle ou telle coalition, et je ne crois pas qu'il le fasse. »

« M. Henri Cattaui, sénateur (gauche démocratique) de Lot-et-Garonne, a confirmé mardi 27 septembre sa précédente déclaration relative à la rédaction de l'annexe du Mouvement des radicaux de gauche au programme commun, en déclarant : « Lors des négociations, M. Leroy a précisé, à ma demande, que par nationalisation de groupe, il fallait entendre société mère, holding financier et filiales contrôlées majoritairement. Mon interprétation communiste me démentirait-elle ? »

UN APPEL D'UNIVERSITAIRES

AUX RESPONSABLES DES PARTIS DE GAUCHE

Une quinzaine d'universitaires, dont M. Roland Pérez, président de l'université d'Antioche, Jacques Ladrille, président de Bordeaux-II, et Michel Milgrom, président de Lille I ; Emilian Carassus, président de Toulouse II ; Robert Escarpit, président de Bordeaux I ; et Michel Guesnel, président de Brest, lancent un appel aux responsables des partis de gauche : « Des millions de Français, sans appartenir personnellement au P.C.F. ou au M.R.G., attendent néanmoins de la victoire des partis signataires du programme commun des changements décisifs dans la vie du pays. Ils ne sauraient admettre que les négociations relatives à l'actualisation du programme commun aient été réduites à l'état de quelques problèmes, certes difficiles, mais dont aucun ne paraît insurmontable. Les signataires demandent aux responsables des différentes formations concernées de cesser polémiques publiques et procès d'intention pour se consacrer à la recherche d'un accord susceptible de traduire, au niveau d'un programme d'action, l'espérance d'un peuple. »

« M. Léo Hamon, ancien ministre, président d'initiative républicaine et socialiste (gaullistes d'opposition) : « Présentez dans la gauche une option irréversible dont les partis de gauche eux-mêmes ont reconnu la valeur en nous appuyant à participer aux élections municipales, — les gaullistes d'opposition sont en droit de rappeler que le choix et la définition commune des objectifs généraux, la cohésion des alliés, sont la promesse, et en tout cas la condition, d'un gouvernement capable d'une action qui ne peut être cohérente qu'en étant solidaire. Faute d'une telle capacité d'action, l'espérance de la gauche risquerait de se muer en une déception cruelle. »

LE M.R.G. DEMEURE FIDÈLE A L'UNION DE LA GAUCHE

Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, réuni le 29 septembre, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Aujourd'hui, après bientôt vingt ans de régime conservateur, la gauche demeure la seule alternative possible. Ce n'est pas le refus actuel du P.C.F. d'adhérer à un accord sur un programme commun respectant les équilibres de 1972 qui fera changer de cap le M.R.G. Nous continuerons résolument à lutter pour que se rassemblent les forces du travail et de la jeunesse. Le M.R.G. affirme solennellement sa fidélité à l'union de la gauche. »

« Le M.R.G. reste disponible pour offrir au pays, avec ses partenaires de la gauche qui le souhaitent, la seule solution d'avenir, c'est-à-dire un gouvernement de gauche pour une politique nouvelle. »

M. FABRE : quel désarroi dans la majorité !

Répondant à M. Chirac qui avait lancé une « ouverture » envers son parti (le Monde du 30 septembre), M. Robert Fabre lui a répondu jeudi matin sur TF1 :

« Quel désarroi dans la majorité pour que M. Chirac en soit réduit à un tel appel ! Comment peut-il imaginer un seul instant que nous puissions y répondre ? Notre réponse, évidente, est négative. Nous continuons de dire aux électeurs qui nous ont fait confiance qu'ils ne doivent pas être déçus. Nous défendrons les solutions radicales conformes au programme commun. »

PRESSE

Mensuel de jeunes

« ANTIROUILLE » LANCE UN APPEL A SES LECTEURS

Après deux années de parution, l'équipe d'Antirouille, mensuel « fait par des jeunes pour des jeunes », lance un appel à ses lecteurs. Créé en 1975 en réaction à la presse de radicaux, le mensuel a publié, à l'initiative de son comité de rédaction, un public chateaufort de lecteurs, de lycéens et de jeunes travailleurs et a vu son tirage passer de cinq mille à trente mille exemplaires en vingt-quatre mois. Cependant, Antirouille a besoin d'argent. Le mensuel doit trouver rapidement 200 000 francs pour combler un léger déficit chronique et les pertes dues à l'interdiction de l'Etat. La survie de ce journal, qui a renouvelé le genre des magazines de jeunes, est liée en règlement d'une première échéance de 80 000 francs le 30 septembre.

Dans l'attente d'un soutien financier, l'équipe d'Antirouille fait paraître son numéro de rentrée, le 29 septembre.

« Antirouille », 2, avenue Pérala, 75008 Paris, tél. 52-94-76, C.C.P. 35 12473 Y Le Source.

« La direction de « Presse-Océan », quotidien publié à Nantes, vient de conclure un accord aux termes duquel ce journal sera fabriqué dans l'imprimerie récemment créée par M. Robert Béraant, près de Nantes, et où s'impriment déjà le Figaro et France-Soir. Le syndicat des journalistes français C.F.D.J. dénonce, dans un communiqué, le « processus d'industrialisation » engagé par M. Béraant, considérant que l'imprimerie en question « sera gérée par une société commune à Béraant et à Presse-Océan (50 % chacun) » et que M. Béraant est déjà « actionnaire minoritaire de ce quotidien dont la plupart des pages sont reprises par un autre journal nantais, l'Edalat, qui lui appartient totalement. »

« La direction de Presse-Océan affirme au contraire que cet accord « purement technique » ne peut prêter à extrapolation, et que l'indépendance du quotidien n'est nullement remise en cause. »

« Le quotidien « l'Ardennais » paraît ce vendredi 30 septembre sur douze pages seulement (au lieu de dix-huit) dont une page de publicité politique consacrée aux manifestants de la majorité. Douze journalistes sur les vingt-huit professionnels que compte la rédaction de l'Ardennais ont cependant observé le mot d'ordre de grève lancé par l'intersyndicale pour protester contre ce genre de « placard » récusé jusqu'ici par le quotidien (le Monde du 30 septembre). »

Dans un communiqué, la direction du journal souligne que, suivant l'exemple donné par la plupart des journaux de Paris et de province, elle a décidé d'ouvrir les colonnes de l'Ardennais à cette forme de publicité politique. — (Corresp.)

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES

TRECA EPEDA SIMMONS

Modèle TRECA

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente

57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI^e M^o Metro Parmentier Tél. 357.46.35

bien plus qu'un enjeu électoral

L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE FACE A L'AVENIR

Sa place dans le système éducatif français Son rôle dans la Nation

Le Comité National de l'Enseignement catholique s'explique sur la conception, la vie et les perspectives de l'école catholique aujourd'hui

176 pages - 26 F

le Centurion

B4

LA PRÉPARATION DES ÉLÉMENTS DE LA B.

Remise spéciale 20 du 17 septembre au 18 octobre 1977

WHSN 111 2

GAUCHE DÉFENSE ndre contre le P.C.F. des années

Les dirigeants du Centre des démocrates sociaux ont rendu publics, jeudi 29 septembre, les chapitres de leur « plate-forme électorale » consacrés aux institutions, à la « moralisation de la vie politique » et à la justice.

Principales victimes de la bipolarisation de la vie politique, les centristes regrettent une fois de plus l'aggravation de « la division de la France en deux camps sous l'effet des scrutins majoritaires qui commandent l'élection du président de la République, celle des députés et celle des municipalités importantes ». Ils proclament donc à nouveau la nécessité d'instaurer ce qu'ils nomment « un régime présidentiel à la France ». C'est-à-dire un régime dans lequel le pouvoir exécutif ne serait plus responsable devant le Parlement (suppression de la « question de confiance » et de la motion de censure) et ne disposerait plus du droit de dissolution ; un régime dans lequel l'Assemblée nationale serait élue à la proportionnelle. Le recours au référendum serait à l'initiative du président, mais la mise en œuvre en serait confiée — y compris pour la rédaction de la question posée — au Conseil constitutionnel. L'article 16 de la Constitution serait modifié pour permettre au Parlement de conserver « la prérogative de ses prérogatives pendant l'application des pouvoirs exceptionnels » et pour lui donner le droit de mettre fin lui-même à ces pouvoirs, en cas où il estimerait que les conditions exigées pour l'entrée en vigueur de l'article 16 ne sont plus remplies.

En ce qui concerne la moralisation de la vie politique, le C.D.S. propose la limitation du cumul des mandats, le financement régulier des partis et celui des campagnes électorales.

Selon les suggestions des centristes, des subventions seraient attribuées aux formations politiques en fonction de leurs résultats électoraux, les comptabilités des partis seraient publiques et contrôlées par une commission

La préparation des élections législatives

Au programme du C.D.S.

- Election des députés à la proportionnelle
- Financement public des partis politiques
- Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat

Les dirigeants du Centre des démocrates sociaux ont rendu publics, jeudi 29 septembre, les chapitres de leur « plate-forme électorale » consacrés aux institutions, à la « moralisation de la vie politique » et à la justice.

Principales victimes de la bipolarisation de la vie politique, les centristes regrettent une fois de plus l'aggravation de « la division de la France en deux camps sous l'effet des scrutins majoritaires qui commandent l'élection du président de la République, celle des députés et celle des municipalités importantes ». Ils proclament donc à nouveau la nécessité d'instaurer ce qu'ils nomment « un régime présidentiel à la France ». C'est-à-dire un régime dans lequel le pouvoir exécutif ne serait plus responsable devant le Parlement (suppression de la « question de confiance » et de la motion de censure) et ne disposerait plus du droit de dissolution ; un régime dans lequel l'Assemblée nationale serait élue à la proportionnelle. Le recours au référendum serait à l'initiative du président, mais la mise en œuvre en serait confiée — y compris pour la rédaction de la question posée — au Conseil constitutionnel. L'article 16 de la Constitution serait modifié pour permettre au Parlement de conserver « la prérogative de ses prérogatives pendant l'application des pouvoirs exceptionnels » et pour lui donner le droit de mettre fin lui-même à ces pouvoirs, en cas où il estimerait que les conditions exigées pour l'entrée en vigueur de l'article 16 ne sont plus remplies.

En ce qui concerne la moralisation de la vie politique, le C.D.S. propose la limitation du cumul des mandats, le financement régulier des partis et celui des campagnes électorales.

Selon les suggestions des centristes, des subventions seraient attribuées aux formations politiques en fonction de leurs résultats électoraux, les comptabilités des partis seraient publiques et contrôlées par une commission

spécialisée ; les ressources autres que les subventions seraient fournies. Quant aux dépenses électorales, elles pourraient être limitées, publiques et contrôlées.

Pour rendre la justice plus indépendante, le Centre des démocrates sociaux recommande une réforme du Conseil supérieur de la magistrature, « qui devra devenir un organisme pluraliste regroupant autour du président de la République et du garde des sceaux des représentants du Parlement, des représentants de la magistrature et des personnalités désignées ». Il réclame aussi la séparation entre la magistrature du siège et celle du parquet, la séparation entre les fonctions et les rémunérations, et la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat.

Autres suggestions pour rendre la justice « plus accessible » et « plus efficace » : la suppression des droits de justice perçus par le Trésor ; l'expérimentation des audiences mobiles pour le tribunal de grande instance et le tribunal correctionnel ; la revalorisation du budget de la justice suivant un plan quinquennal ; l'accélération des procédures et l'amélioration des voies d'exécution, notamment par l'augmentation des moyens administratifs des tribunaux ; enfin le rétablissement de l'obligation du stage dans un cabinet d'avocat pour tout futur magistrat.

L'ensemble du programme du C.D.S. sera examiné au cours du congrès extraordinaire qui aura lieu à Lyon du 7 au 9 octobre.

APRÈS LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

ESSONNE. — M. Pierre Noël, premier secrétaire de la fédération de l'Essonne du parti socialiste, élu sénateur dimanche 27 septembre, conteste que la dissolution de gauche ait facilité l'obtention par la majorité d'un second siège de sénateur. Il estime qu'une liste d'union de la gauche « ne pouvait prétendre qu'à trois élus » et que « la démarche du P.S., se présentant en liste homogène, ne pouvait en aucun cas diminuer le nombre d'élus de la gauche ».

Le total des voix obtenues par les deux listes de gauche montre que l'opposition ne pouvait effectivement remporter un quatrième siège. Mais il convient d'observer que la vigueur de la querelle qui a opposé socialistes et radicaux de gauche a peut-être certains grands électeurs favorables à M. Pierre Noël (sénateur sortant, Gauche démocratique, qui a retiré sa candidature peu de temps avant le scrutin) de reporter leurs voix à gauche.

• MISE AU POINT. — M. Adolphe Chauvin (C.D.S.), qui a été réélu, dimanche 25 septembre, sénateur du Val-d'Oise, nous prie d'indiquer à propos du commentaire qui accompagnait les résultats du scrutin dans ce département (le Monde du 21 septembre) que l'accord intervenu « dès le mois de mai » entre les formations de la majorité pour qu'il conduise une liste unique « n'a jamais été remis en cause par aucune formation de la majorité et lui a permis ainsi d'obtenir deux sièges avec un nombre de voix dépassant les pronostics les plus optimistes ».

POLITIQUE

VAR : Candidature de M. Mazeaud (R.P.R.)...

(De notre corresp. régional)

Cannes. — M. Jacques Chirac a annoncé, jeudi 29 septembre, dans une déclaration à FR 3 Nice-Côte d'Azur, sa candidature aux prochaines élections législatives dans la 3^e circonscription, de M. Pierre Masse, ancien secrétaire d'Etat aux loisirs et aux sports. M. Mazeaud, député national du R.P.R. à la jeunesse et aux sports, avait été élu député en 1968 dans la 12^e circonscription des Hauts-de-Seine (Clamart, Sceaux ; réélu en 1973. Il avait laissé son siège à M. Paul Vaudair (R.P.R.) après son entrée au gouvernement en avril 1973.

Le député sortant de la 3^e circonscription, M. Bernard Laffont, non-inscrit, chargé des investitures au mouvement des démocrates, qui a remplacé Armand Simon-Lorière (R.P.R.), décédé, a indiqué qu'il sera candidat.

M. Chirac a également confirmé sa candidature dans la 2^e circonscription (Hyères) de M. Mario Zénard, député R.P.R. sortant, battu aux élections municipales de mars dernier par M. Jean-Jacques Perron (P.S.), élu sénateur le 26 septembre. M. François Léotard, P.R., maire de Fréjus, avait indiqué, le 13 septembre, que le P.R. présentera un candidat dans cette circonscription.

... et de Mme de March (P.C.)

Suppléante de M. Philippe Giovanni, député sortant, qui ne sollicite pas le renouvellement de son mandat, Mme Danièle de March, qui était tête de liste aux élections municipales de mars dernier à Toulon, sera la candidate du P.C. dans la quatrième circonscription (La Seyne, Toulon).

Le P.C. présentera dans la première circonscription M. Guy Guigon, adjoint au maire de Cues, dans la deuxième, M. Georges Caton, ancien maire d'Hyères, et, dans la troisième, M. Maurice Delage, conseiller général, maire de La Garde.

G. P.

HAUTES-DE-SEINE. — Mme Florence d'Harcourt (R.P.R.) sera candidate aux prochaines élections législatives dans la 6^e circonscription (Neuilly-Puteaux), qu'elle représente à l'Assemblée nationale depuis la nomination au Conseil constitutionnel, le 23 février 1977, de M. Achille Peretti, dont elle était la suppléante.

PARIS. — M. Paul Quilès, membre du bureau exécutif de la fédération du Paris du parti socialiste, a été désigné par la section concernée de son parti pour être candidat aux prochaines élections législatives dans la 14^e circonscription de Paris (une partie de la 13^e arrondissement) dont le député sortant est M. Jean Turco, R.P.R.

FINISTÈRE. — M. Pierre Lelong, ancien secrétaire d'Etat, a indiqué qu'il ne sera pas candidat lors des prochaines élections législatives dans la quatrième circonscription (Brest). En 1968, réélu en 1973, M. Lelong, entré au gouvernement en juin 1974, avait été remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. Jean-Claude Rohel (P.R.).

GRANDE REOUVERTURE après AGRANDISSEMENTS

Toutes les collections
77-78
PRIX

MANTEAUX

Opossum	3850F
Chevrette grise	2150F
Patchwork Renard	2750F
Mouton doré	2150F
Lapin Nankin, bariolé, côtelé	1350F
	1450F 1850F
Patte de Vison	3850F
Murmur	3450F
Patte d'Astrakan	1950F 2750F
Astrakan russe pleines peaux	3750F 4650F
Astrakan Swakara	5850F
Rat-d'Amérique	4850F 5450F
Flanc de Marmotte	2150F
Ragondin	4750F
Vison mille-raies	5250F

VESTES

Patchwork Renard	2250F
Agneau de Toscane	1850F

COLLECTION PRESTIGE

MANTEAUX

Vison dark allongé, pastel, tourmaline, Koh-I-Noor	8750F 9250F
	10750F 12850F
	et au-dessus
Vison Blackglama	18750F
Vison Pearl	18750F
Vison Emba	28500F
Vison Black Diamond	28750F

MANTEAUX et CAPES en Vison blanc, Chinchilla, Zibeline, Breitschwanz.

Service après-vente.
Reprise en compte de vos fourrures au plus haut cours
Les plus larges facilités de paiement.
Garantie totale sur tous vos achats.

SAUVEGARDE DES FELINS TACHETES ET DES ANIMAUX EN VOIE DE DISPARITION
Les fourrures suivantes ne sont pas en vente dans nos magasins : Bébé-Phoque, Phoque, Panthère, Ocelot, Tigre, Guépard, Léopard, Jaguar.

FOURRURES DU NORD

115, 117, 119, r. La Fayette | 100, Av. Paul Doumer
PARIS 10^e | PARIS 16^e
PRES GARE du NORD | ANGLE RUE de la POMPE
Magasins ouverts tous les jours de 9h à 19h sans interruption, sauf Dimanche

Apprenez l'anglais chez vous

avec les éditions de la B.B.C.

Remise spéciale 20 %
du 17 septembre au 8 octobre

WHSMITH

The English Bookshop

Librairie anglaise et salon de thé
248, rue de Rivoli, Paris 1^{er}
Tél. : 260.37.97

Catalogue sur demande

PUBLICITÉ RÉUNIES

L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE FACE À L'AVENIR

La Revue de l'Enseignement Catholique

100, rue de la Harpe, Paris 5^e

Tél. : 01 42 78 11 11

100, rue de la Harpe, Paris 5^e

Tél. : 01 42 78 11 11

100, rue de la Harpe, Paris 5^e


Tél. : 01 42 78 11 11

100, rue de la Harpe, Paris 5^e

Tél. : 01 42 78 11 11

100, rue de la Harpe, Paris 5^e

Tél. : 01 42 78 11 11




DIXIE

C

Du 29 s

Cette année C
Chez tous les conc
nouveaues. P

LA GA



La p...
nouveau...
sage...
C...
plus...
m...
150 km/h...
France...
dispos...

4 SOLUTIONS CITI

1/ CREDIT "BONNE ANN

2/ CREDIT 10 SUR 12.

3/ REPRISE COMPTAI

DANS T

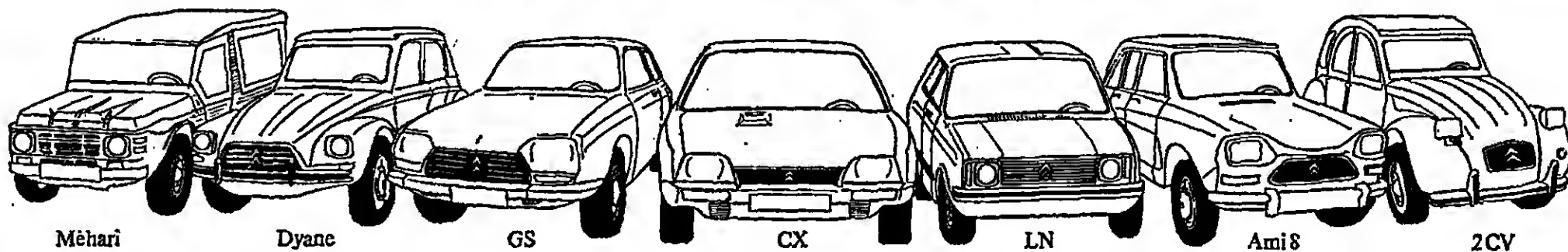
et sous le Grand C

DIX BONS JOURS CITROËN

Du 29 septembre au 10 octobre 77.

Cette année Citroën organise dans toute la France une grande exposition. Chez tous les concessionnaires vous pourrez voir la gamme 78 et ses dernières nouveautés. Pendant ces 10 jours, découvrez les 4 solutions Citroën à vos problèmes d'argent.

LA GAMME 78 AU GRAND JOUR



La gamme 78 est arrivée. Elle comporte beaucoup de nouveautés. • Du nouveau dans l'économie avec le nouveau moteur de la GS Spécial et la GSX, 6 CV, dont la cylindrée passe de 1.015 cm³ à 1129 cm³, et qui en tournant plus lentement (5.750 tours/minute) s'avère moins gourmand : 6,4 litres aux 100 à 90 km/h, 8,4 litres aux 100 à 120 km/h, 8,7 litres en circuit urbain (selon les normes France). • Du nouveau dans la sécurité avec des freins à disques à l'avant sur la Dyane et la Méhari. • Du nouveau

dans l'esthétique avec un becquet arrière sur la GSX2 qui permet d'aller de l'avant en augmentant l'adhérence du train arrière. • Du nouveau dans le sens pratique : une option "maxi coffre" sur la Berline GS Spécial et GS Club permettant avec une banquette arrière entièrement rabattable de disposer d'un plancher plat de 1,57 m de long. • Du nouveau dans l'agrément avec un toit ouvrant électrique en option sur toutes les CX (à l'exception de la Prestige) et la boîte 5 vitesses des GTI et Prestige dispo-

nible en option sur les CX 2400 version Super et Pallas qui permet de gagner en nervosité sans augmentation de la consommation. • Du nouveau enfin dans le brio sur la CX Prestige avec un moteur à injection permettant de voyager plus rapidement et plus confortablement dans un véritable salon particulier, le toit de la CX Prestige ayant été rehaussé. Pour 1978 les Citroën se sont mises à neuf.

4 SOLUTIONS CITROËN A VOS PROBLÈMES D'ARGENT.

1/ CRÉDIT "BONNE ANNÉE".

Après un versement de 20% la première traite ne sera payée qu'au début de 78. La "rentée" est parfois difficile et c'est mieux de pouvoir garder son argent pour les fêtes de fin d'année.

2/ CRÉDIT 10 SUR 12.

C'est une toute nouvelle formule. Pendant 2 mois de la durée de votre crédit, vous ne paierez aucune mensualité. Vous choisirez vous-même les 2 mois consécutifs pendant lesquels votre budget peut vous poser des problèmes (Vacances, impôts...). Cette formule est applicable sur 12, 18 ou 24 mois. Bien entendu comme pour tout crédit, vous verserez 20% comptant.

3/ REPRISE COMPTANT.

La reprise de votre ancienne voiture vous sera payée comptant. Vous disposerez ainsi immédiatement du montant de sa valeur. Vous pourrez :
- Soit utiliser une partie de cette somme pour le dépôt de garantie plus le 1^{er} loyer (Ecoplan 2^e et 3^e formules) ou le versement comptant de 20% de votre crédit.
- Soit disposer de cette somme moins le 1^{er} loyer si vous prenez un Ecoplan sans dépôt de garantie (1^{re} formule).

4/ ECOPLAN.

Avec la location longue durée, vous disposez d'une voiture neuve. Les versements mensuels vous permettent de gérer votre budget sans difficulté. Pour répondre à des problèmes différents, Ecoplan propose 3 formules :


1^{re} formule : vous n'avez pas de fonds disponibles ou si vous en avez, vous ne souhaitez pas les investir dans une voiture. Une solution : pas de dépôt de garantie, 48 loyers mensuels constants ou dégressifs chaque année selon l'option choisie.
2^e formule : vous disposez d'une somme d'argent (reprise de votre voiture...). Solution : un dépôt de garantie de 10 à 25% du prix d'achat du véhicule (ce dépôt est remboursable en fin de contrat). Les 48 loyers mensuels seront fixes et d'autant plus faibles que le dépôt est élevé.
3^e formule : vous préférez un contrat d'une durée inférieure à 4 ans. Vous versez un dépôt de garantie de 10% et des loyers mensuels fixes calculés en fonction de la durée choisie (1 an, 18 mois, 2 ans, 3 ans).

* Location longue durée - Marque déposée.

**Aussitôt dit,
aussitôt fait.**

Chez Citroën pendant dix jours tout sera mis en œuvre pour que les formalités administratives se fassent rapidement et sans difficulté.
• Crédit express.
• Reprise immédiate.
• Livraison rapide.

DANS TOUT LE RESEAU CITROËN 
et sous le Grand Chapiteau Citroën, 124 à 134 avenue Félix Faure (place Balard 15^{ème}).

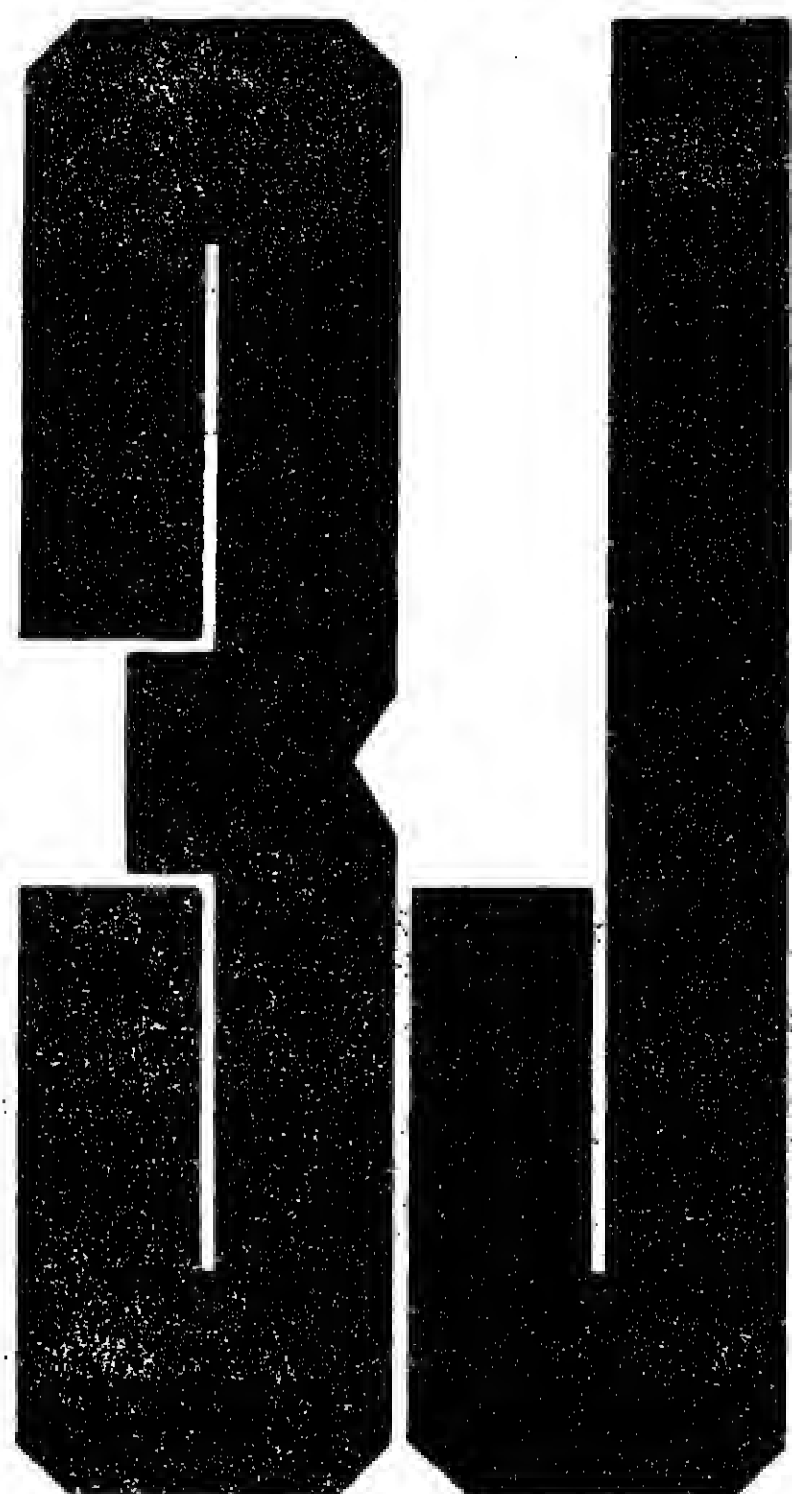
CITROËN  TOTAL

MODELES 78: GARANTIE 1 AN

سكنا من الاجل

B4

aux Galeries Lafayette 29,30 sept. 1^{er} oct.



3 jours pas comme les autres
des prix à vous couper le souffle!

Reportage permanent
sur Europe 1, 1647 m, G.O.
animé par Robert Willar

Galeries Lafayette

HAUSSMANN, BELLE ÉPINE
MAINE-MONT-PARNASSE
ET ENTREPOT ILE S-DENIS

DÉFENSE

Plusieurs pays arabes, africains et latino-américains négocient des achats importants d'avions de combat avec la France

Des discussions ont lieu actuellement entre la France, d'une part, et plusieurs pays arabes, africains et latino-américains, d'autre part, sur la commande, par ces différents clients étrangers, de plusieurs dizaines d'avions de combat

Mirage ou d'appareils d'entraînement Alpha-jet produits par la société Dassault-Breguet. Certaines de ces négociations sont sur le point d'aboutir et pourraient donner lieu à la signature d'importants contrats avant la fin de cette année.

A ce jour, vingt pays (y compris la France) ont acheté, au total, mille trois cent vingt-trois Mirage-III, ou la version simplifiée Mirage-5, et huit pays ont également choisi l'intercepteur Mirage FI à raison, au total, de quatre cent quatre-vingt-sept exemplaires. Le biracteur d'entraînement et d'appui tactique Alpha-jet, que la France produit avec la République fédérale d'Allemagne, a été commandé à quatre cent trente-huit exemplaires par quatre pays.

L'Irak a officiellement conduit, au début de cet été, un contrat d'achat de trente-six exemplaires du Mirage FI avec la France. Cette commande a eu pour effet de relancer les discussions avec d'autres clients étrangers, au Proche-Orient notamment. L'Irak a demandé à la France de prévoir l'installation sur ses Mirage FI d'équipements électroniques modernes, en particulier un radar de « suivi » de sol qui transforme cet intercepteur de défense aérienne, à l'origine, en un avion de pénétration à basse altitude capable, aussi, de missions offensives d'appui au sol.

L'Égypte, à son tour, souhaite acquérir de nouveaux Mirage. Un précédent contrat, exécuté depuis, lui a permis de se doter de quatre Mirage-III commandés en partie, par l'Arabie Saoudite qui dispose, de son côté, de trente-huit exemplaires du même modèle.

Des moyens accrus de reconnaissance

Aujourd'hui, l'Égypte s'intéresse à l'achat de Mirage FI et de Mirage-III R qui sont des avions de reconnaissance du champ de bataille. L'état-major égyptien estime avoir le besoin d'accroître ses moyens d'observation, et il s'est adressé à la France (avec le Mirage-III R de reconnaissance photographique et électronique) et aux États-Unis qui s'apprêtent à fournir au Caire des missiles anti-matériel de reconnaissance, véritables moyens de reconnaissance, véri-

tables avions sans pilote, capables de recueillir diverses informations au-delà des frontières.

Ces négociations entre la France et l'Égypte sont indépendantes des discussions qui ont lieu depuis plusieurs mois sur une assistance technique et industrielle des constructeurs français en vue d'élever des usines d'armement en Égypte. L'Arabie Saoudite a mis des conditions avant d'accepter de financer ce projet à long terme. Les pays arabes tentent, actuellement, de préciser leurs besoins. La France a obtenu, pour sa part, que, dans l'éventualité d'une commande d'avions d'appui Alpha-jet par l'Égypte, la République fédérale d'Allemagne, qui coproduit cet appareil, ne s'opposerait pas à une telle vente de la France.

D'autres pays arabes du Proche-Orient — l'émirat du Qatar notamment — ont ouvert des conversations avec la France. Le Qatar envisage l'achat d'une trentaine de Mirage FI, devant ainsi le neuvième client de ce matériel après la France, la Libye, l'Irak, le Koweït, l'Espagne, la République Sud-Africaine, la Grèce et le Maroc.

Le Maroc est, du reste, en négociation pour la commande de quarante-quatre exemplaires de l'avion d'entraînement et d'appui tactique Alpha-jet. Selon des informations de bonne source, le contrat pourrait être conclu très prochainement avec l'aide financière de l'Arabie Saoudite.

Plusieurs pays au Proche-Orient et en Afrique ne font pas mystère des marques d'intérêt qu'ils portent à une commande d'Alpha-jet. L'émirat d'Abou-Dhabi, qui dispose déjà de plus d'une trentaine d'avions Mirage-III, négocie l'achat d'une douzaine d'Alpha-jet et, en Afrique, le Togo, qui en a acquis cinq, a ouvert, semble-t-il, la voie.

En Amérique latine, en revanche, la situation se présente différemment en raison de l'influence des États-Unis.

L'Argentine vient de commander de nouveaux exemplaires du Mirage-III et le Brésil a acquis, récemment, de pièces détachées — normaux des rechanges de réservoirs — pour pouvoir accroître sa flotte actuelle de la valeur de quatre Mirage-III. Mais ce sont les négociations avec l'Équateur, dont l'évolution doit être suivie de près.

L'Équateur, qui a déjà commandé douze biracteurs d'appui tactique Jaguar, produits en commun par la France et la Grande-Bretagne, avait été contacté par Israël pour la vente de dix-huit avions Kfir. Cet appareil de combat, très voisin du Mirage, est de conception israélienne, à l'exception du réacteur, construit aux États-Unis. L'administration américaine s'est opposée à l'achat du Kfir par l'Équateur, considérant qu'il lui appartient de contrôler la course aux armements et à la technologie militaire moderne dans cette région du monde à la suite de la décision du Pérou d'acquiescer des avions soviétiques.

Des émissaires américains ont suggéré aux industriels français, sollicités par l'Équateur après l'échec de ses discussions avec Israël, d'adopter une attitude de prudence.

Leur argumentation est fondée sur l'intention, prêté au président Carter, de demander prochainement à ses alliés de ne pas chercher à remplacer les États-Unis dans leur sphère traditionnelle d'influence ou auprès de clients considérés comme une « chasse gardée » que Washington soutient, volontairement, à des embargos partiels. Ces dispositions pourraient faire partie d'un plan américain de limitation des ventes d'armes — comme il existe un essai de contrôle international de l'exportation des techniques nucléaires — auquel la France serait invitée à s'associer, à la condition que l'Union soviétique souscrive aux mêmes restrictions.

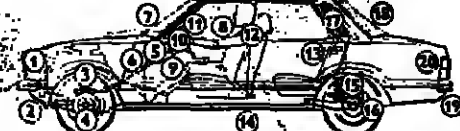


FORD TAUNUS 7CV.
METTEZ-VOUS EN SÉCURITÉ.

Pour vous assurer toute la sécurité possible, pour vous et votre famille la Ford Taunus dispose d'un équipement de sécurité pare dans une voiture de sa catégorie : regardez donc le tableau ci-dessous.

Une famille doit être sûre :

① Feux clignotants et de détresse. ② Sécurité à l'avant : stabilité



renforcée ③ Voies AV et AR les plus larges de sa catégorie. ④ Freins Double circuit, assistés par servo, à disque à l'avant ⑤ Moyens lumineux de contrôle des freins ⑥ Essieu-glace à 2 vitesses et lavage électrique ⑦ Parabrisse en verre feuilleté ⑧ Habitacle passagers renforcés avec zones déformables à l'avant et à l'arrière ⑨ Colonne de direction à absorption d'énergie ⑩ Volant de sécurité ⑪ Tableau de bord antichocs et antireflets ⑫ Ceintures de sécurité à enrouleur ⑬ Blocage de sécurité des portes AR pour les enfants ⑭ Centre de gravité très bas ⑮ Nouvelle suspension AR à ressorts à flexibilité progressive ⑯ Barres stabilisatrices à l'avant et à l'arrière ⑰ Chauffage-ventilation à 2 vitesses, réglable et orientable pour débarrasser les vitres latérales ⑱ Démarrage/débrayage de la lunette arrière ⑲ Phares de recul ⑳ Feux arrière enveloppés.

Une famille peut être belle

La Ford Taunus est une belle voiture. Regardez ses lignes

tendues, très pures. Sa surface vitrée. Sa ceinture de caisse élégante. L'impression de rigueur qui se dégage de la Ford Taunus n'est pas une illusion.

Une famille doit être confortable

La Ford Taunus offre cinq places spacieuses. Ses sièges sont enveloppés, moelleux. Le tableau de bord est complet, est d'une finition luxueuse.

Dans son coffre (481 dm³), les bagages sont à l'aise. La suspension (à flexibilité progressive à l'avant) assure une conduite souple et précise quelle que soit la charge. Et pour la tenue de route vous pouvez avoir confiance : empâttement optimal, voies avant et arrière extra-larges (1,622 m). Tout en silence.

Il existe 5 modèles de Ford Taunus : Spéciale, Luxe, GL, S et Ghia. En 3 versions possibles : coupé, 2 portes, berline 4 portes, break 5 portes. Vous pouvez choisir entre 2 moteurs à 4 cylindres à arbre à cammes en tête : 7 CV, 55 CV ou un 13 CV à 6 cylindres en V.

Et comme toutes les Ford, elle est garnie de pièces main-d'œuvre kilométrage limité. Une sécurité de plus.

modèle présenté : Ford Taunus 1300 GL 4 portes
28 070 F
Taunus 1300 Spéciale 2 portes : 23 400 F
Taunus 1300 Luxe 4 portes : 26 700 F
Taunus 1600 GL 4 portes : 28 900 F
Taunus 1600 Ghia 4 portes : 34 200 F
prix affiché 277 F en main.

Demandez vite un essai à l'un des 680 concessionnaires agents et points de vente Ford en France.

Légendaire robustesse et sécurité.



meurs pays arabes, africains et latino-américains
les achats importants d'armes de combat avec la France

Le plan spatial français, exposé jeudi après-midi par M. René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, est conforme dans ses grandes lignes à ce qui était aisément prévisible (nos premières éditions du 30 septembre) avec la construction d'un satellite national d'observation de la Terre et l'insistance mise sur la construction d'une première série de lanceurs européens Ariane. Le ministre a cependant apporté des précisions.

Ainsi est-il donné à la délégation française au conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) un mandat de négociation pour obtenir non seulement la construction d'une série de six lanceurs, mais un engagement juridique affectant à ces lanceurs quatre satellites européens : le satellite scientifique Exosat, les deux satellites de communication E.C.S. et le satellite lourd H-SAT. Ces trois derniers satellites font partie, avec la série des six lanceurs, des programmes futurs de l'Agence tels qu'ils ont été élaborés lors de la réunion des ministres européens en février dernier.

La décision de construire un

ÉDUCATION

LES RADICAUX DE GAUCHE
VONT DÉPOSER UN RECOURS
EN CONSEIL D'ÉTAT
CONTRE LE DOSSIER SCOLAIRE

Refusant de tenir compte des avertissements de l'union de la gauche, le Mouvement des radicaux de gauche (M.R.G.) suggère que les partenaires politiques et syndicaux du programme commun se réunissent « pour dresser un bilan des projets éducatifs dont dispose la gauche ».

M. Dominique Vastel, député national du M.R.G. pour l'éducation, a annoncé, jeudi 29 septembre, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait écrit aux partis (P.S., P.C.), aux syndicats d'enseignants (de la FEN au SGEN-C.F.D.T.), aux associations de parents d'élèves (F.O.P.E.) et aux syndicats d'étudiants proches des partis de gauche pour leur proposer une réunion commune.

Par cette proposition, les radicaux de gauche suggèrent que les partis de gauche et les syndicats poursuivent un travail sectoriel dans le domaine éducatif, sans attendre d'éventuels « accords au sommet » pour un nouveau programme commun. « Il ne faut pas sacrifier l'intérêt des enfants sur l'unité des intérêts politiques des uns et des autres », a déclaré M. Dominique Vastel. Les radicaux de gauche confirment ainsi leur volonté de réaliser, sous leur responsabilité, l'union des partenaires de gauche sur le chapitre de l'éducation.

D'autre part, M. Dominique Vastel a annoncé que le M.R.G. avait l'intention de déposer un recours au Conseil d'État contre la décision de M. René Haby de constituer un « dossier scolaire » pour chaque enfant. « C'est une atteinte grave à la liberté individuelle », estime M. Vastel, qui a ajouté : « L'initiative du ministre de l'éducation est un abus de pouvoir ».

● Pour préparer les élections aux comités des parents, une circulaire parue au Bulletin officiel de l'éducation du 29 septembre prévoit que les directeurs et les instituteurs des écoles maternelles et élémentaires seront dispensés de leur service normal d'enseignement pendant deux demi-journées, l'une le jour de la mise sous enveloppe des documents destinés aux familles, l'autre le jour du scrutin. En revanche, il n'y aura pas de conférences pédagogiques au cours de ce trimestre « dans l'intérêt même des élèves ».

LA POLÉMIQUE ENTRE LES ASSOCIATIONS
DE PARENTS D'ÉLÈVES SUR LA « POLITISATION »

« C'est le loup qui crie au loup »
répond M. Lagarde à M. Cornec

A l'approche des élections qui désigneront les représentants des parents d'élèves dans les conseils d'établissement des collèges et des lycées et dans les comités de parents des écoles maternelles et élémentaires, M. Antoine Lagarde, président de la Fédération des Parents d'élèves de l'enseignement public (F.E.P.), s'inscrit en « risque de politisation » de ces élections. Au cours d'une conférence de presse, il a annoncé, le jeudi 29 septembre, M. Jean Cornec, président de la Fédération rivalise, celle des conseils de parents d'élèves (F.O.P.E.) d'être « le premier chef » responsable de ce risque de politisation.

« Qui proclame », a demandé M. Lagarde, « qu'il faut changer de gouvernement et de société avant toute réforme de l'école ? »

« M. Cornec, pas nous. Qui a fait resurgir le débat sur la laïcité et a voulu rallumer la guerre scolaire d'une façon tellement sectaire qu'il a suscité la réprobation de ses propres amis ? »

« M. Cornec, pas nous. Qui conclut des alliances antidémocratiques et antilaïques avec les syndicats pour maintenir un monopole, pour soutenir un programme politique ? »

« M. Cornec, pas nous. (...) M. Cornec, qui n'a rien apporté à l'édification de la réforme et doit faire oublier ses maladroites, a tout intérêt à sortir du domaine scolaire. Il n'obtient ce qu'il souhaitait, à savoir ce que nous voulons éviter : la politisation du débat scolaire, et il voudrait nous accuser maintenant de collusion politique. C'est le loup qui crie au loup ! »

M. Lagarde répondait ainsi à M. Jean Cornec, qui déclarait (le Monde du 29 septembre) : « Le docteur Lagarde est devenu l'esclave des partis politiques de la majorité ». M. Jean Cornec avait fondé cette accusation sur les propos tenus récemment par M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., jugés favorables à la fédération Lagarde. A cela, le docteur Lagarde répond que « s'il est inévitable que les partis politiques cherchent à récupérer un mouvement associatif, sa déformation n'est responsable que de ce qu'elle décide ».

A quelques semaines des scrutins dans les établissements, la Fédération Lagarde, tout en étant « consciente des impor-

tautions qui subsistent », rappelle qu'elle a joué un rôle positif dans l'amélioration de la réforme Haby. Surtout, elle revendique l'instauration des comités de parents dans les écoles. Or elle craint aujourd'hui d'être privée de cette victoire à cause du monopole syndical des instituteurs-Fédération Cornec », illustre, selon M. Lagarde, par les irrégularités déjà constatées dans dix-sept académies. La section du S.N.I. de la Haute-Garonne a, par exemple, donné pour consignes à ses militants : « Refuser de distribuer le matériel d'adhésion des associations de parents à l'intérieur des locaux scolaires. (...) Aider à la diffusion militante du matériel de la Fédération Cornec (...) ».

L'UNEF VEUT LANCER
UN MOUVEMENT REVENDICATIF
DÈS LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

L'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau) estime que la situation des étudiants est encore aggravée. Commentant les conditions de rentrée, M. Jean-Luc Mano, président de l'UNEF, a déclaré, mercredi 28 septembre, que le pouvoir d'achat des étudiants avait baissé, que quarante mille diplômes seraient sans emploi, que le gouvernement avait supprimé les postes d'IPES pour 1977-1978 et que le nombre de postes au CAPES et à l'agrégation étaient encore en diminution.

Face à cette situation, l'UNEF se déclare prête à lancer « un grand mouvement d'ampleur nationale ». Toutefois, M. Jean-Luc Mano a expliqué que « le mouvement revendicatif, cette année, serait d'un type nouveau ». « Les étudiants, a-t-il déclaré, déploieront leur offensive sur un terrain choisi par eux et non, comme lors de la lutte contre le deuxième cycle, sur un terrain choisi par le gouvernement. » L'UNEF précise cependant qu'il n'y aurait pas cette année un thème unique de mobilisation, mais plusieurs. « Nos revendications de cette association (conditions de vie des étudiants, emploi, crédits des universités, liberté),

APRÈS LA DÉCISION DE RÉALISER
UN SATELLITE NATIONAL D'OBSERVATION

La France veut obtenir de l'Europe spatiale
la construction de six lanceurs Ariane

Le plan spatial français, exposé jeudi après-midi par M. René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, est conforme dans ses grandes lignes à ce qui était aisément prévisible (nos premières éditions du 30 septembre) avec la construction d'un satellite national d'observation de la Terre et l'insistance mise sur la construction d'une première série de lanceurs européens Ariane. Le ministre a cependant apporté des précisions.

Ainsi est-il donné à la délégation française au conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) un mandat de négociation pour obtenir non seulement la construction d'une série de six lanceurs, mais un engagement juridique affectant à ces lanceurs quatre satellites européens : le satellite scientifique Exosat, les deux satellites de communication E.C.S. et le satellite lourd H-SAT. Ces trois derniers satellites font partie, avec la série des six lanceurs, des programmes futurs de l'Agence tels qu'ils ont été élaborés lors de la réunion des ministres européens en février dernier.

La décision de construire un

satellite national d'observation de la Terre n'est qu'une décision de principe. Le gouvernement attend que le Centre national d'études spatiales précise quelque peu son projet de satellite SPOT, avant d'en lancer, dans deux mois environ, la construction. Les futurs satellites d'observation militaire devraient être dérivés de SPOT, et le ministre a précisé que le ministère de la Défense participerait financièrement à la construction de SPOT pour une somme annuelle d'environ 70 millions de francs. Le coût global du projet est évalué à 770 millions de francs 1978, sur cinq ans.

Le ministre a aussi défini l'enveloppe globale du budget spatial pour les prochaines années. De 1 272 millions de francs en 1978, ce budget restera plafonné à 1 300 millions en francs constants. Enfin, le plan gouvernemental envisage une concentration de l'industrie spatiale française, et la création d'un organisme léger pouvant jouer le rôle de consultant en ingénierie spatiale pour les pays ou groupes de pays qui désirent équiper en satellites de communications. — M. A.

Deux semaines après l'échec d'O.T.S.

LE LANCEMENT DU SATELLITE INTELSAT-4 A ÉCHOUÉ
A CAUSE DE L'EXPLOSION DE LA FUSÉE PORTEUSE

Pour la seconde fois en deux semaines, une fusée américaine a explosé dans la minute qui a suivi son lancement depuis le centre spatial Kennedy, en Floride.

Le 13 septembre, c'était la fusée Delta-3914 qui aurait dû mettre en orbite le satellite européen de télécommunications, O.T.S. (le Monde du 15 septembre). Jeudi 29 septembre, c'est une fusée Atlas-Centaur, qui transportait un satellite Intelsat-4 A. D'une capacité de six mille circuits téléphoniques, ce satellite devait être placé en orbite géostationnaire au-dessus de l'océan Indien, et remplacer un satellite de capacité moindre qui fonctionnait depuis 1976.

Tout l'effort américain est actuellement tourné vers la construction de la navette spatiale,

qui sera mise en orbite à partir de 1978. Dès que la navette sera opérationnelle, fin 1980, la NASA abandonnera les tirs de fusées, qu'il s'agisse de Delta ou d'Atlas-Centaur. Les fusées qu'on lance maintenant sont des fins de séries, dont les constructeurs n'attendent plus rien, ni sur le plan publicitaire ni pour ouvrir la voie à de nouveaux modèles. Il est aussi vraisemblable que les meilleures équipes travaillent sur la navette.

Ce qui est sûr, c'est que les fusées américaines n'ont plus la remarquable fiabilité qu'on a connue dans le passé. Ce devrait être un argument pour le gouvernement français dans la négociation qu'il mène avec ses partenaires au sein de l'Agence spatiale européenne pour obtenir la construction en série de la fusée Ariane. — M. A.

LE CONTRAT FRANCO-JAPONAIS
DE RETRAITEMENT
A ÉTÉ SIGNÉ OFFICIELLEMENT
À TOKYO

Le contrat pour le retraitement de 1 600 tonnes de combustible irradié japonais par le centre français de La Hague (le Monde daté 4-5 septembre) a été officiellement signé le vendredi 30 septembre à Tokyo. Dans le communiqué diffusé par la filiale du Commissariat à l'énergie atomique, la COGEMA, responsable de l'opération, il est précisé que : « Ces combustibles seront retraités dans l'usine UP 3 dont le projet a été lancé par la COGEMA et qui devrait entrer en fonctionnement à La Hague dans le courant de 1985. L'ensemble du contrat est soumis au contrôle de sécurité de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les déchets issus du retraitement de ces combustibles japonais seront retournés au Japon (...). Il est prévu qu'un contrat analogue portant sur la même quantité de 1 600 tonnes de combustibles sera signé au début de l'année prochaine entre les mêmes compagnies japonaises et B.N.F.L. »

B.N.F.L. (British Nuclear Fuel Limited) est la compagnie britannique chargée du retraitement au Royaume-Uni. Cette société ne possède pas actuellement d'installations lui permettant de retraiter le combustible japonais.

L'U.R.S.S. A LANCÉ
UNE NOUVELLE STATION
ORBITALE

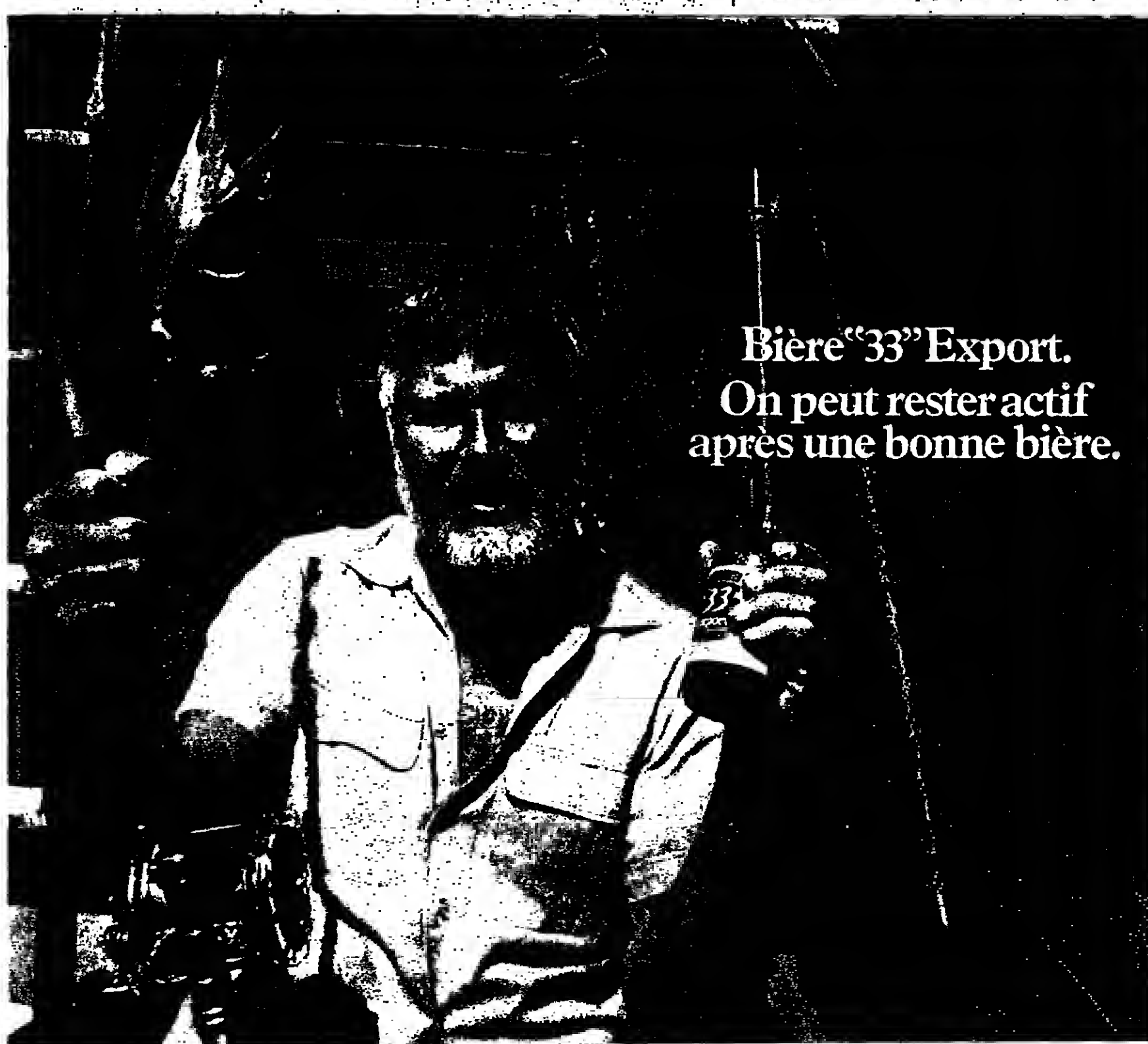
L'U.R.S.S. a lancé ce jeudi 29 septembre, en fin de matinée, une nouvelle station orbitale, Saliout-6.

Ce lancement était attendu depuis six semaines : le 3 août dernier, l'U.R.S.S. faisait retomber dans l'atmosphère terrestre, où elle se désintégrait, la station Saliout-5 qui, en un peu plus de trois ans, avait accompli 6 630 révolutions autour de la Terre et reçu à deux reprises un équipage de cosmonautes.

Un dernier Saliout du Bourget, un cosmonaute, Nicolas Roukhovitchkov, avait annoncé le lancement « dans quelques mois » de Saliout-6, et indiqué qu'elle serait occupée par un équipage comportant vraisemblablement un ressortissant de l'Est européen. Il est donc probable que l'envoi de cet équipage vers Saliout-6 interviendra dans les prochains jours.



FORD TAUNUS
ETTES VOUS EN SOCIÉTÉ



Bière "33" Export.
On peut rester actif
après une bonne bière.



Quand on a soif, rien de tel qu'une bonne bière. Bien blonde, "33" Export est particulièrement rafraîchissante. On l'apprécie sur le moment mais on l'apprécie aussi quand on reprend son activité car "33" Export calme la soif sans couper les jambes.



Bière "33" Export.
Une bonne bière
avec moins d'alcool.

SPORTS

VOILE

La course autour du monde

Comme une régate de dériveurs...

La première étape de la course autour du monde à la voile semble devoir se terminer comme une régate de dériveurs. En effet, après trente-quatre jours de mer et au bout de près de 6 000 milles de route (plus de 11 000 kilomètres), les deux bateaux de tête sont en vue l'un de l'autre. Le néerlandais « Flyer » était, le 29 septembre, à 2 milles derrière l'américain « King's Legend ». Une sorte de sprint de quelque 2 000 kilomètres est maintenant commencé entre eux pour atteindre le Cap L'Intérêt, en est d'autant plus grand que les deux bateaux ont, d'une part, la même formule de jauge (ce qui exclut toute correction ultérieure de leur classement), et d'autre part une avance telle, à l'heure actuelle, qu'ils sont en tête aussi bien en

temps réel qu'en temps compensé. C'est donc l'option « route directe » qui semble devoir l'emporter, car il paraissait difficile pour les autres voiliers de rattraper les deux premiers à si peu de distance de l'arrivée. Les concurrents ont enfin pu situer l'anticyclone de l'hémisphère sud (dont les calmes redoutés avaient conduit certains à faire route plus à l'ouest). Il est très au sud de l'hémisphère, ce qui explique que les concurrents de la route directe n'ont pas encore été ralentis par un affaiblissement des vents. C'est « Great Britain II », le premier, à rencontrer les zones de calme. Tous les bateaux, ou presque, infatigablement démontrent leur route vers l'est, c'est le cas des français « Gauloises II » et « Neptune ».

D'un sport à l'autre

BOXE. — Le poids lourd américain Mohamed Ali a conservé son titre mondial en battant aux points son compatriote Earnie Shavers, le 29 septembre, à New-York.

HIPPISME. — Le prix de Handicap de la Seine, disputé le 29 septembre à Maisons-Laffitte et réservé pour les poulains gagnant et tié, a été gagné par Ségur, suide de French Amber et de Fair First. La combinaison gagnante est 2-13-4.

TENNIS. — Georges Goven et Eric Deblicker, vainqueurs respectifs des Australiens Barry Phillips-Moore (6-4, 6-0) et Dick Creely (6-3, 4-6, 8-6), ont obtenu leur qualification pour les quarts de finale de la « Raquette d'Or » d'Aut-en-Provence.

VOLEY-BALL. — Pour son dernier match en coupe préliminaire des championnats d'Europe, l'équipe de France a été battue par la Hongrie (3 sets à 0). Les demi-finales opposeront l'Union soviétique à la Pologne et la Roumanie.

Si vous voulez traverser le

Sahara

venez prendre les risques en Eure-et-Loir

Pendant 3 jours
Apprentissage à la conduite automobile tout terrain
et aussi l'Université du Voyage
cours et stages pratiques : photo — cinéma — son — archéologie — ethnologie — orientation — le premier festival international du film de voyage — centre permanent d'informations et de documentation — et la fête...

Les Journées du Voyage 1977
les 30 septembre, 1^{er} et 2 octobre

à Courtaulin — Saint Pellerin (Eure-et-Loir) à 13 km de Châteaudun, trains de Paris et Chartres.

Renseignements et inscriptions
Club Partir, 28, rue du Pont-Louis-Philippe, 75004 Paris
Tél. 277.30.75. et 277.63.55
ou rendez-vous sur place

Los Tignolles

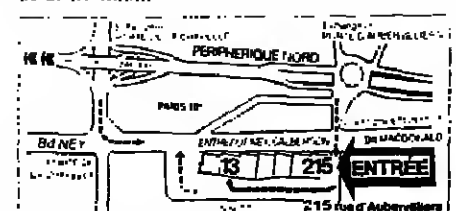


CENTRE DE DISTRIBUTION DE VINS DE PROPRIETES

Vente directe en entrepôt vinicole

A Paris, à 10 minutes de l'Etoile,
des dizaines de milliers de bouteilles venues
de tous les vignobles de France et de l'étranger.

Des vins élevés et mis en bouteilles par les
propriétaires eux-mêmes.
Des vins qui vous sont proposés par caisses
de 12 bouteilles, sans intermédiaire, sans frais
de distribution.



LES VIGNOBLES. Entrepôt Ney Calherson, 215 rue d'Aubervilliers. 75018 PARIS.
Tél. 202.80.58 (poste 3233). Ouvert du Mardi au Samedi de 10 h à 19 h - Parking devant l'entrepôt.

EXTRAIT DU TARIF AU 1^{er} SEPTEMBRE 1977

BONNE ALLE - Rouges	A.O.C. 1974	7,80 F/lit
CHATEAU BEL AIR - Bordeaux	A.O.C. 1974	7,80 F/lit
CHATEAU DE LIDONNE - Cuvée de Bourg	A.O.C. 1974	10,10 F/lit
CHATEAU PICHON LALANDE - Pauillac Grand Cru Classé	A.O.C. 1975	26,40 F/lit
BOL BOUGNE - SAINT-AUBIN CÔTES DE BEAUNE	A.O.C. 1974	16,80 F/lit
CHAMOLLE MUSIGNY - Cave Michel Modot	A.O.C. 1975	28,70 F/lit

ÉQUIPEMENT

TRANSPORT

L'avenir de Concorde à New-York après la décision de la cour d'appel Une nouvelle bataille juridique et technique?

De notre correspondant

New-York. — La cour d'appel du deuxième district a confirmé, le jeudi 29 septembre, la décision du juge fédéral Milton Pollack de lever l'interdiction faite à Concorde de se poser à Kennedy-Airport. Le juge Irving Kaufman a fait savoir qu'il repassait à son compte l'opinion du tribunal de première instance, selon laquelle la mise au ban de Concorde depuis dix-huit mois était à la fois « discriminatoire » et « déraisonnable », donc illégale.

Mais il fournit au Port de New-York une échappatoire et lui reconnaissant par avance le droit d'établir à Kennedy-Airport de nouvelles normes de bruit, à condition qu'elles ne soient pas exagérément sévères, contre le superconcorde. Les autorités portuaires ont immédiatement porté cette décision en appel devant la Cour suprême et demandé à cette dernière de prendre vis-à-vis de Concorde un sursis à exécution ou attendant qu'elle tranche la question.

Les experts juridiques pensent que ce sursis lui sera accordé — c'est-à-dire que Concorde restera interdit de séjour à New-York — mais que la Cour suprême, dans les plus brefs délais — environ un mois, — se déclarera incompétente et confirmera « ipso facto » le verdict de la cour d'appel. Dans une question de procédure comme celle-ci, et non pas de fond, la Cour suprême refuse traditionnellement de réviser le jugement de la cour d'appel, surtout s'il n'a fait que confirmer un jugement de première instance.

La décision de la cour d'appel prendra effet d'ici vingt et un jours. Si on ajoute à ce délai les quatre semaines environ qu'il faudra à la Cour suprême pour se

désister de l'affaire, on peut conclure qu'à la mi-novembre le Port de New-York aura épuisé ses recours légaux et que les pistes de Kennedy-Airport pourront théoriquement accueillir l'appareil franco-britannique. Théoriquement seulement.

En réalité, les adversaires de Concorde pourraient avoir encore des atouts dans leur jeu. Il n'est pas interdit de penser que le Port de New-York répondra prochainement aux vœux de la cour d'appel et qu'il établira pour Kennedy-Airport de nouvelles normes sonores. Ces dernières pourraient se fonder sur la « nature particulière du bruit » attribué à Concorde, en raison des basses fréquences qu'il émet et qui sont à l'origine de vibrations plus sévères que celles causées par d'autres appareils, et imposer à l'appareil franco-britannique un niveau de décibels — 100, par exemple — inférieur à celui de 102 décibels auquel il est tenu par les normes fédérales et auquel il est en mesure de se conformer.

Le Port de New-York pourrait, sur la base de ces nouvelles normes — qu'elles soient scientifiquement justifiées ou tout simplement arbitraires, — interdire à Concorde de se poser à Kennedy-Airport, dans la mesure où bien sûr l'appareil ne serait pas en mesure de respecter ces nouvelles règles. Il ne resterait plus alors à Air France et à British Airways qu'à reporter l'affaire devant les tribunaux, d'accuser les autorités portuaires de discrimination, et, en fait, de repartir sur le plan légal à zéro. De tribunal en tribunal, cette nouvelle ronde infernale pourrait durer un an et se solder pour Concorde par une nouvelle victoire à la

Pyrrhus, puisque rien n'interdirait au Port de New-York, après chaque « défaite », d'imposer à Concorde de nouvelles restrictions.

Rien n'empêche le Port de New-York d'affirmer qu'il n'est pas tenu par les normes fédérales, passées ou futures. Non seulement la cour d'appel lui avait donné raison sur la question de food — celle qui a trait à la responsabilité des autorités locales en matière de réglementation sonore dans les aéroports, — mais le gouvernement fédéral lui-même, alors qu'il faisait connaître, la semaine dernière, sa position sur les normes fédérales anciennes et futures, rappelait qu'elles étaient sujettes à l'approbation des autorités locales.

Pour qu'il puisse imposer sa volonté aux autorités locales dans ce domaine, le gouvernement aurait besoin soit d'une loi votée par le Congrès, soit d'une décision de la Cour suprême. Ni le Congrès ni la plus haute instance judiciaire du pays ne sont disposés à trancher une fois pour toutes dans une question qui touche aux fondements même du système politique américain.

Dans le jugement qu'elle vient de prononcer, la cour d'appel a accusé le Port de New-York d'avoir « abdiqué sa responsabilité ». Mais en reconnaissant à celui-ci le droit de créer de nouvelles normes de bruit — à condition qu'elles soient raisonnables, il est vrai, — il lui a ouvert une porte de sortie. Ce sont les défenseurs de Concorde qui devront faire la preuve que les nouvelles normes que les autorités portuaires pourraient établir ne sont pas raisonnables. Concorde n'est pas au bout de ses peines.

LOUIS WIZNITZER.

« IL NE PASSERA PAS... »

(Suite de la première page.)

Les groupes de défense portent à leur actif les nouvelles procédures d'envol qui, la nuit, obligent les pilotes à décoller au-dessus de la mer, la réglementation fédérale sur le bruit qui invite les compagnies aériennes à insoriser leur flotte d'ici à 1985. « Il y a un monde entre ce que nous demandons et ce que nous obtenons », reconnaît M. Lewis. Pas de course-jeu, pas d'aéroport sur l'eau à New-York, à 75 milles au nord de New-York, comme nous le souhaitons.

Les groupes de défense ne veulent pas se « faire raler » une seconde fois. « Lorsque les premières jets sont apparus, on nous avait laissé entendre qu'il n'y aurait jamais plus de deux à trois vols par jour, affirme Mme Berman. Voyez où nous en sommes. On nous a menti du début à la fin. Aujourd'hui, les autorités nous tiennent la même raison. Comment voulez-vous que nous leur accordions quelque crédit. Pas de salut pour Concorde hors de New-York. Tous s'y donneront donc rendez-vous. » Un rivalet averti en vaut deux.

L'importance de la population qui, ces dernières années, s'est fixée autour de Kennedy Airport rend aujourd'hui plus vaine la protestation contre le bruit des avions. « Notre action est d'autant plus énergique que Concorde est plus néfaste, que les intérêts en

cause sont plus puissants », indique Mme Berman. Il reste que les manœuvres auxuelles, sous couvert d'écologie, certains se livrent, pour des raisons politiques ou commerciales, donnent à ce combat une dimension particulière.

Le « big dollar »

Toute la tempête autour de l'interdiction de Concorde à New-York aurait-elle un caractère purement politique ? Le croire serait méconnaître la mentalité



(Dessin de GUENEZ.)

du citoyen américain. Ici, on manifeste pour un oui ou pour un non : pour l'installation d'un feu rouge, contre la fermeture d'un poste de police, « à tort ou à raison », le bruit des avions, explique Jerry Brown, un habitant d'Hempstead, c'est la démocratie active, vécue au jour le jour.

« Notre coalition est totalement indépendante des partis », confie Mme Berman. « La lutte contre Concorde rassemble des gens de toutes opinions. De tradition républicaine, la ville de Hempstead et le comté de Nassau dont elle dépend ont voté démocrate aux dernières élections présidentielles, car Jimmy Carter était venu ici clamer son hostilité à Concorde. Au su des récentes

décisions de la Maison Blanche, les riverains de Kennedy Airport ont crié à la trahison. « De basses manœuvres politiques », commente une responsable de la coalition. Mme Enid Bronfenbrenner, il est intolérable que le big dollar ait la préséance sur le bien-être et la santé des gens. »

« Le passage des avions au-dessus des écoles oblige à interrompre les cours, la valeur d'une heure et demi par jour », note Mme Anita Cuchel, présidente de l'association des parents d'élèves du quartier de Cedarhurst. Les autorités locales n'ont pas demandé à bénéficier de l'aide fédérale à l'insonorisation des bâtiments publics. « Se protéger du bruit, c'est l'accepter, remarquent les riverains. Nous ne voulons pas vivre terrés chez nous comme des taupes. La technologie existe qui peut rendre les avions silencieux. »

« Depuis le début, les Français se sont montrés très arrogants », juge M. Lewis. Lors d'une conférence à Londres, le 30 août 1973, les Français ont déclaré qu'ils ne se préoccupaient pas de la pollution sonore, qu'ils ne s'inquiétaient pas de la pollution politique et que les gens n'auraient qu'à apprendre à vivre avec le bruit. Il y a quelques mois seulement, M. Giscard d'Estaing n'a-t-il pas soutenu que l'avion supersonique ne dérangerait que les poissons au-dessus de l'océan ? »

« Les masses sur les pistes »

« Les faiseurs de troubles » se sont-ils expliqués ? « Nous n'avons vu pratiquement personne venir ici discuter nos soi-disant a priori pas de face à face », souligne Mme Berman. Les responsables d'Air France se défendent d'avoir ignoré les riverains : « Nous avons, entre autres, organisé des petits déjeuners de travail, mais nous nous sommes refusés à participer à des réunions contradictoires en présence de la presse qui n'était en fait que des pigeons et qui n'auraient pas changé grand-chose. »

Les derniers développements de l'affaire Concorde ne laissent pas d'inquiéter les riverains de Kennedy Airport, qui disent ne plus compter que sur leur détermination pour gagner la bataille. « Les tribunaux, le Port de New-

York, le président Carter, doivent savoir que nous interviendrons des procès jusqu'à des milliards de dollars pour dévaluation due à nos propriétés et troubles émotionnels et d'assurance. L'action supersonique est autorisée à dessein New-York », avertit Mme Berman. A son avis, « en cas de malheur, les masses se dévotront spontanément sur les pistes comme les écologistes sur les sites nucléaires ».

LES PREMIERS PASSAGERS DU SUPERSONIQUE SOVIÉTIQUE

Le ministère soviétique de l'aviation civile annonce que l'avion supersonique soviétique Tupolev-144 entrera en exploitation commerciale sur la ligne Moscou-Alma-Ata, à partir en 1^{er} novembre prochain. L'appareil supersonique, ayant une quarante passagers à son bord, couvrira les 4 019 kilomètres en parcourant en une heure cinquante-cinq minutes au lieu de quatre heures pour les Ilyouchine-62 de la compagnie Aeroflot.

Le Tupolev-144 assurait déjà, depuis le 26 décembre 1975, une liaison directe Moscou - Alma-Ata, mais il ne transportait que six fret et six passagers.

Les riverains de Kennedy Airport seraient-ils d'affreux passagers ? Ils refusent de l'admettre. « La tendance est, au contraire, de concevoir des avions de plus en plus silencieux », constate M. Lewis. « Concorde va à contre-courant de cette évolution : le combattre, c'est, en définitive, croire au progrès. »

JACQUES DE BARRIN.

LES RÉACTIONS

● M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports : Regarder l'avenir.

« Certes, nous pourrions nous offenser encore à de nouvelles batailles de procédure. La décision, capitulée qui vient d'être rendue par la cour d'appel pèse cependant d'un poids tout particulier en faveur d'un prochain atterrissage de Concorde à New-York. L'important, c'est de regarder l'avenir. Malgré les péripéties, chaque étape nous rend plus optimistes. »

● Air France : des vols de reconnaissance.

« Air France est persuadée qu'à l'avenir Concorde pourra se plier à toutes normes de bruit raisonnables et non discriminatoires que promulguera l'autorité portuaise de New-York. Elle débutera les vols de reconnaissance aussitôt qu'auront été prises les dispositions réglementaires permettant l'atterrissage de Concorde à Kennedy Airport. Le démarrage des services commerciaux aura lieu dans le mois qui suivra le début de ces vols de reconnaissance et s'effectuera en accord avec la compagnie British Airways. »

LE GOUVERNEMENT OUEST-ALLEMAND PRÉPARE UNE FUSION DE SES DEUX PRINCIPALES SOCIÉTÉS AÉRONAUTIQUES

Bonn (A.F.P.). — Le gouvernement ouest-allemand est « prêt à aider financièrement le groupe de construction aéronautique V.F.W.-Fokker », a déclaré à Bonn le secrétaire d'Etat parlementaire à l'économie, M. Martin Gruner, qui a souligné qu'une concentration dans cette branche est urgente et nécessaire pour renforcer sa compétitivité internationale dans l'intérêt d'une garantie à long terme de l'emploi.

Le gouvernement fédéral attend que « des négociations dans ce sens entre Messerschmitt - Boelkow - Blohm (M.B.B.) et V.F.W.-Fokker soient ouvertes incessamment et menées intensivement ». Le comité d'entreprise du groupe V.F.W.-Fokker s'est prononcé, de son côté, pour la création d'une « nouvelle grande entreprise groupant les activités de V.F.W.-Fokker et celles de l'autre société travaillant dans ce

secteur en Allemagne fédérale, Messerschmitt - Boelkow Blohm ». Le siège de cette nouvelle société devrait être à Bonn.

Des premiers contacts ont eu lieu entre V.F.W. - Fokker, la ville de Brême où est installée l'entreprise et l'Etat fédéral. Le gouvernement fédéral envisageait le versement de subventions très importantes pour assurer la continuation de la production du premier avion à réaction construit outre-Rhin, le court-courrier bi-moteur VFW 614.

Le comité d'entreprise de VFW-Fokker a demandé une participation financière de l'Etat fédéral et des Länder au capital de VFW-Fokker, une reprise sans tarder de la fabrication de l'avion de transport Transall et le versement de compensations pour les commandes civiles et militaires passées à l'étranger.

Le Monde

du tourisme
et des loisirs

DE ZINC EN ZINC

Bons vins de Paris



(Destin de PLANTU.)

Demain, les vendanges... on peut-on encore trouver, à Paris, de « vrais » bons vins, petits et grands ?

MIDI et demi, rue des Saints-Pères, à l'intersection de la rue de Sévres, une minuscule façade vert d'eau, quelques tables au dehors, une petite salle en coin avec un comptoir de bouchon. Autour du comptoir, étagés, piliers de bistrot avachis devant un verre. Ici, on s'entasse : minettes pépantes, couples sages, vieux messieurs sentant le quotidien familial. Autour, on cherche à voir, sur les tables, des sandwiches de mûlle baguette et des cafés crèmes, des cocas et des glaces d'usine. Ici, on se régale de bon pain bis Poilâne, de jambon d'Auvergne, de Cantal ou de fromages de chèvre. Un bon petit repas arrosé d'un ballon de sangria ou de quinquet, de beignets, de sauternes. A l'enseigne du Savignonn, Henri Vergne, sa femme et sa fille débattent avec jovialité de solides nourritures terrestres de bon goût. La vendeuse de jeans d'à côté côtoie l'étudiant américain en voyage et le vieux libraire d'occasion. C'est autre chose qu'un snack voisin et plutôt moins cher !

De ces « bistrots à vin », il y en a comme cela une double dizaine dans un Paris qui semble leur être hostile. Mieux même, depuis quelques années, il s'en crée avec succès. C'est de l'écologie gourmande, en quelque sorte ! On s'aperçoit que le verre de bon vin ne vaut pas plus cher que celui de réfrigérateur, moins cher que celui d'eau minérale. Et qu'il y a plus de vérité dans un jambon paysan, un pain au levain et un fromage fermier que dans la cuisine chimique des mangos et des légumes.

Les meilleurs de ces « bon-chons » ont reçu, ces années dernières, la « Coupe du meilleur pot », créée à Lyon vers 1934, je crois, par Marcel Grancher et l'ami Henry Clos-Jouve. En ce temps-là, le beaugolais — non chaptalisé — n'était pas encore le troisième fleuve. On buvait, dans les traboules, les vins voisins des côtes du Rhône et, dans certains bouchons diaboliques, des pots de moutarde. Nos deux gones, amateurs de vin frais, inviteront le jus du Gamay à leurs machines.

Il y a un quart de siècle, déjà, que les deux compères amènent leurs coups à Paris. A Paris, onquils par un beaugolais de moins en moins avouable et dont les « vrais » comptoirs à vins disparaissent un à un. Notre premier jury (ils m'y avaient alors invités) couronna le « papa » Troquier, au Champ de Mars, dont les chasselas de Pouilly, sélectionnés chez le vigneron, étaient remarquables. Il y en a d'autres, au Vieux de Soiers jusqu'à l'aise, qui rivalisent Maurice Fumelle, qui écrit à ses tables quelques-uns de ses meilleurs vers.

ROBERT J. COURTINE.
(Lire la suite page 19.)

LA FORMATION HOTELIERE EN DIFFICULTÉ

Soupe à la grimace

Les métiers de l'hôtellerie traversent un moment difficile. L'un des principaux organismes de formation est en crise.

Les professions du tourisme n'ont pas de chance avec leurs organismes de formation. A la fin de l'année 1976, la justice était saisie de la déconfiture du Centre d'études et de promotion du tourisme, le C.E.P.T. (le Monde du 27 novembre 1976). Dans des circonstances tout à fait différentes, c'est autour de l'Association nationale pour la formation continue dans l'industrie hôtelière (ANFHI) que se joue une crise grave.

D'après les statistiques du ministère du travail, on dénombrait, en mars 1977, 2 000 offres d'emploi dans l'industrie touristique, pour 25 387 demandes de travail. Toutefois, ces chiffres ne rendent pas vraiment compte de la situation du marché, car ils concernent surtout l'offre et la demande de services temporaires.

En fait, les employeurs se plaignent surtout de ne pas trouver et de ne pas parvenir à garder un personnel qualifié. Au même moment, les salariés éprouvent des difficultés à se recruter pour s'adapter aux nouvelles exigences de l'hôtellerie et de la restauration. Deux organismes seulement, l'INPAC et l'ANFHI, identifient de conventions signées avec le secrétariat d'Etat au tourisme, qui leur permettent de rémunérer les stagiaires. Faute de places, un seul candidat sur cinq (en moyenne) accède à un cycle de formation de longue durée.

Dans ce contexte de pénurie, la déconfiture de l'ANFHI, conséquence de conflits internes, tombe au moment où le conseil d'administration de l'ANFHI, où siègent des représentants des syndicats, du secrétariat d'Etat et des employeurs, décide, le 23 juin, à la majorité, de licencier Jean Zita Teoucar, secrétaire général, et Jacqueline Rosewicz, secrétaire générale adjointe, sous le prétexte qu'elles « n'en faisaient qu'à leur tête » et qu'elles « court-circuitaient » le président et le conseil d'administration.

Les deux intéressés contestent ces affirmations en faisant valoir que, depuis leur nomination en juillet 1976, elles ont réussi à redresser la trésorerie de l'ANFHI, grâce au développement des stages de formation professionnelle continue et de formation des demandeurs d'emploi, et grâce à un contrat de formation hôtelière signé avec le Gabon. Elles affirment avoir tenu régulièrement informées les instances compétentes de l'association.

Rien n'y fait. Mme Trancart est remerciée le 6 juillet. La majorité des dix-huit membres qui composent l'ANFHI signent une pétition de solidarité avec leur secrétaire général, tandis que certains hôteliers protestent contre cette mise à l'écart. Le représentant

C.F.D.T. au conseil d'administration témoigne en faveur de Mme Trancart qui demandait en rétro, le 23 août, sa réintégration. En vain. Mme Rosewicz, elle, se considère, le 14 septembre, comme licenciée, estimant que toutes ses responsabilités lui ont été enlevées. Le 16, le conseil d'administration vote un blâme au représentant de la C.F.D.T. pour sa déclaration devant la justice.

L'avenir n'est pas en cause. C'est avec beaucoup d'inquiétude que les trois cents « chômeurs-candidats » à un stage d'hôtellerie du 15 octobre suivent ces péripéties qui risquent de compromettre leur formation professionnelle. Où en est-on aujourd'hui ?

M. François Brossard, président du Syndicat général de l'industrie hôtelière (S.G.I.H.) et membre du conseil d'administration de l'ANFHI, est optimiste sur les chances de développement de cet organisme qu'il a créé en 1971. « Malgré les vicissitudes, nous avons pris un certain retard, mais les programmes 1977-1978 sont en cours de diffusion. Le 3 et le 7 octobre, nous réunirons le conseil pour modifier nos statuts et pour choisir un nouveau secrétaire général ».

Le nouveau président de l'ANFHI, M. Patrick Dalban, permanent à la Fédération F.O. de l'alimentation, exprime un point de vue identique : « Il y avait une autonomie excessive du secrétaire général. Ce conflit de structures ne met pas en cause l'avenir de l'association. Les élections seront accueillies avec quelques jours, voire quelques semaines de retard seulement. Le

départ de Mme Trancart était inévitable car les employeurs nous laissent entendre qu'ils se retireraient si elle restait en place. Nous ne pouvions prendre le risque de tuer un des rares organismes paritaires dans la profession hôtelière qui accuse un retard important en matière sociale ».

Le secrétariat d'Etat au tourisme apporte un peu plus de 1 million de francs de subventions à l'ANFHI, où il siège en qualité d'administrateur. Il a voté lui aussi pour le départ de Mme Trancart. « Les statuts de l'association ne prévoient pas de façon explicite les attributions du secrétaire général », remarque M. Bertrand Reboullet-Borgella, directeur de l'aménagement et des professions touristiques. Un conflit structurel est né. La gestion de l'ancienne secrétaire générale a été irréprochable et les perspectives d'avenir de l'ANFHI sont favorables ».

Toutefois, les personnes licenciées, les perdants de cette bataille auront été les chômeurs de l'hôtellerie et de la restauration, et aussi le paritarisme, puisque la C.G.T. s'est retirée de l'ANFHI avant le conflit, la C.G.O. a suspendu sa participation et la C.F.D.T. doit se prononcer sur la poursuite de sa collaboration. Côté syndicats, seuls restent les représentants F.O. et C.F.T.C.

ALAIN FAUJAS.

Le jeune homme des palaces

FAIRE pousser des melons, des tomates et des tomates quelconques part en Guyane, non loin de la base spatiale de Kourou — dont le personnel fera ses délices de ces primeurs inespérées — n'a peut-être rien de très extraordinaire. Pourtant, lorsqu'on voit la mare à l'arrière, qui s'est jolée tête baissée dans la polyculture tropicale, et vingt ans, qu'il est tout frais débarqué de la métropole et n'a en poche, à défaut d'un diplôme de l'agro ou de la géologie, qu'une licence de... philosophie, l'histoire prend un tour autrement pittoresque. C'était en 1965. Semis, boutures, repiquages, arrosages, fumures... Un beau matin, l'un des pontes de la SODETEG (Société d'études techniques et d'entreprises générales), société d'ingénierie, en tournée dans le secteur, vient visiter le beau potager : après les fèves, c'est l'inspection du coin. On lui expose un peu. Au moment de se quitter, le P.D.G. dit tout à trac à François Blamont, le jardinier : « Le jour où vous en aurez assez de regarder pousser vos petits pois, venez donc me voir à Paris... »

Puis après, François Blamont entrera à la SODETEG. En qualité d'attaché commercial. Comme il parle l'anglais mieux que couramment, c'est lui que la société choisit pour aller négocier à Lahore, avec des Pakistanais, la construction d'un palais, qui portera les couleurs d'Hilton. L'affaire est rondement menée. Si rondement qu'il va devenir le directeur du département « hôtellerie » de la maison.

Après le Pakistan, Sri-Lanka, et l'Iran, « L'étranger — j'y ai vécu déjà six ans pleins, à mon âge, trente-deux ans, c'est pas mal, non ? — c'est pour moi une révélation. L'avenir, cela se passe en dehors de nous. Hong Kong ! Et il faut y vivre, pas se contenter d'y passer quelques semaines. C'est à ce prix qu'on découvre bien vite que, depuis Paris, on a une vision totalement faussée des choses, des gens — et, surtout, de leurs besoins... C'est

une notion capitale. Les pays en voie de développement ont des exigences particulières, qui sont fonction, pour chacun d'eux, d'un « contexte » chaque fois différent ! » Cette réflexion le fera déboucher sur un conseil : d'expérience, la conception « classique » de l'ingénierie, telle que la pratiquent (encore aujourd'hui) les grandes sociétés occidentales, est absurde. « Vendez à des Bolivéens, des Afghans ou des Togolais des plans-types d'hôtels — les mêmes plans ! — c'est parfaitement ridicule, pire : c'est, à la limite, malhonnête ! »

La route d'Asie. Alors ? Alors, il n'y avait qu'une solution : se jeter à l'eau. La Sophia Développement, la société qu'il a créée avec quelques fonceurs comme lui, vient maintenant deux ans et demi, a décollé en 1976 un chiffre d'affaires de 6,5 millions de francs ; au 31 décembre prochain, c'est 9 millions qu'on inscrit à cette rubrique. Et la Sophia a déjà enregistré sur ses plannings des contrats d'investissement, dont le montant s'élève à 40 millions. Effectif : dix personnes.

Comment peut-on réussir, lorsqu'on est « un petit » (il n'a pas honte des mots), à se glisser dans les rangs jolissamment garnis des grands et des gros ? Pas de secret : « Il suffit d'avoir la volonté d'aller là où personne ne va. Dans les pays les plus fermés au monde moderne, les plus hostiles, les moins connus. Et de se bagarrer dur. » C'est comme cela que s'ouvrirent à la Sophia les portes (que personne n'avait songé à pousser) de la République arabe du Yémen. Et François Blamont peut être fier de compter parmi ses références le premier grand hôtel que compte le pays, le Sam City Hotel, soixante-quinze chambres en service et, déjà, une extension de quatre-vingt-cinq autres appartements en cours de réalisation. Autre chantier en

Yémen, un hôtel de cent soixante-dix chambres à Hodeidah, un troisième à Salif où l'on expérimente un procédé de préfabrication respectant l'architecture traditionnelle.

Et puis, de nombreux projets. Au Niger, en Bolivie, aux îles Maldives où une ancienne base militaire britannique, ses baraques, sa piste d'atterrissage abandonné, attendent l'idée qui les changera en village de vacances... Et une affaire qui lui tient à cœur plus encore, « la route d'Asie » : « Aujourd'hui, on peut prendre sa 2^e chambre et aller jusqu'en Birmanie, comme ça, ou presque... Mon plan ? Je l'onnerai à l'agence de relations publiques, dont quelques-uns sont bûcheriers d'entreprises à aménager dans les installations existantes, caravansérails, etc. Autour de chacun de ces « points forts », créer un produit touristique complet, avec des formules avion + auto, documentation audio-visuelle... »

Peut-on épingler l'épigramme « réussite » au revers de ce jeune homme bouillonnant ? Il ne se fait pas d'illusions.

« Non. Pas avant que nous, les petits, les P.M.E., que les pouvoirs publics ont semblé d'écarter — et seulement semblé — soient le droit de le parole, le droit au contrat, le droit d'être désignés pour accompagner nos ministères dans leurs tournées de comités-voyageurs à l'étranger ! Nous avons fait nos preuves, non ? Alors ? Pourquoi nous traitent-ils toujours en outsiders ? »

Peut-on, dans ces conditions, lui parler de l'avenir ? « Oui, bien sûr. En prélevant que l'avenir pour nous, c'est quinze heures de boulot par jour, de l'après-midi à une grande gueule, et du sérieux. On sérieux, cela veut dire passer voir son banquier tous les jours... Mais la philosophie dans tout cela ? » Essentiel ! Si l'avenir fait l'ENA, H.E.C. ou l'X, je n'aurai pas fait Sophia ! Evidemment...

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Études sur l'invasion du tiers-monde

LES NOUVEAUX BARBARES

Une nouvelle pollution : le tourisme. Des experts donnent l'alarme.

LA marée touristique et son cortège de destructions et de frustrations provoquent des réactions croissantes d'inquiétude ou de révolte. Le réalisateur tunisien Ridha Behi a récemment dénoncé dans son film, *Soleil des hyènes*, la mise en coupe réglée des pays du soleil par les promoteurs de vacances. La « lettre » de l'association Temps présent vient d'instruire le procès du néo-colonialisme touristique. Quant à la revue *Forum du développement*, publiée par le centre de l'information économique et sociale de l'Organisation des Nations unies, elle recherche, dans ses deux derniers numéros, les moyens de transformer le « tourisme roi » en « frère touriste ».

Les critiques sont féroces : les profits qu'un Etat peut attendre de la vente de ses plages et de son soleil ne sont que marginaux ; le tourisme moderne est devenu une industrie lourde qui ne profite pas aux pays d'accueil ; ce sont les nations riches qui possèdent les banques, les transporteurs, les fabricants et les agences de voyages ; ce sont elles qui contrôlent la clientèle, comme on a pu le constater, en 1973, lorsque le tour-opérateur allemand Neckermann a fait tomber le nombre de ses clients, en Tunisie, de soixante mille, en 1972, à douze mille parce que ce pays refusait de céder à ses exigences en matière de tarifs.

Il n'est pas étonnant que les retombées économiques soient minces. Les salaires de bas de gamme sont importés tout comme le téléphone, l'essence, les cartes postales ou les alcools. En Afrique, on estime que pour moitié les salaires payés dans le secteur touristique reviennent à la petite minorité du personnel européen d'encadrement. Dans ces conditions, le Kenya peut s'estimer heureux de conserver sur son territoire 75 % de ses recettes touristiques au moment où la Gambie n'en retient que 18 %.

Certes, le tourisme apporte du travail, mais à un coût exorbitant. En Tunisie, au cours de ces dernières années la création d'un emploi dans l'hôtellerie a coûté de 64 000 à 80 000 francs d'investissements alors que, dans l'industrie, son coût ne dépassait pas 50 000 francs. La comparaison est encore plus défavorable avec le prix d'un emploi agricole. « Les ornements touristiques sont condamnés à ne servir qu'à enrichir et à un nombre restreint de nationaux », note dans *Forum du développement*, M. Jacques Bugnicourt, expert en questions d'environnement et de développement. « Un exemple : à Djérba, en 1974, l'eau des ré-

seaux de distribution allait pour 30 % aux grands hôtels alors que 70 % des habitations de l'île n'avaient pas l'eau courante. » Et le tourisme ? La, les résultats sont désastreux. Qu'il s'agisse de statistiques précoloniales, de poignards rivaux ou de bibles sur parchemin en arabe, le résultat est le même : l'argent n'est pas le bien. Les touristes attirés vers les appartements parisiens ou new-yorkais. Les danses traditionnelles se dégradent en danses du ventre et « certaines régions s'échouent vers une situation où elles deviendront », comme l'avait prévu Franz Fanon, « le bordel des pays indus trisés ».

Pourtant, le tourisme apporte aux habitants de Bali de quoi améliorer un ordinaire fait de riz et de poisson. Pourtant, les pays en voie de développement devraient pouvoir puiser dans les 200 milliards de francs de recettes touristiques mondiales (1976, Source : Organisation mondiale du tourisme) pour obtenir les moyens d'acheter des machines-moulin.

L'organisation de voyages « politiques » ou « motivés » en Chine populaire ou en Tanzanie s'avère une solution marginale puisque leur clientèle est infime. La modification des rapports économiques et sociaux entre les pays industrialisés et les pays du tiers-monde serait le meilleur moyen de promouvoir un tourisme profitable aux uns et aux autres, mais l'œuvre est de longue haleine.

En attendant, M. Bugnicourt propose aux pays en voie de développement une série de mesures pour minimiser les méfaits du tourisme. Il suggère de rééquilibrer leurs rapports avec les pays riches grâce à la création d'agences de voyage indépendantes travaillant avec les tour-opérateurs et leur faisant concurrence. La moitié du trafic aérien devrait revenir aux pays d'accueil. Les circuits ne seraient pas définis seulement en fonction des désirs des visiteurs, mais de telle sorte qu'ils perturbent le moins possible la vie locale. Le tourisme national serait encouragé. Et pourquoi ne pas fonder une organisation des pays exportateurs de soleil, capable de faire contre-poids aux puissances économiques ?

Dans le monde entier, un concours d'idées est ouvert pour rendre le tourisme « doux », c'est la Corée du Sud qui le propose. La Costa Brava souffrirait d'une industrie touristique qui leur apporte peu et les laisse beaucoup. « Le Roi touriste et le Frère touriste », par Jacques Bugnicourt. *Forum du développement*, numéro 28 et 29. Service Abonnements : Nations unies, C. B. 121, Genève 10. * Tourisme et Tiers-monde. Lettre, numéro 27-28, 62, l'Empire présent, 66, rue de Babylone, 75007 Paris.

LES CHAPEAUX DE LA REINE

Les chapeaux de la Reine d'Angleterre le meilleur drak de Londres, l'argenterie à moitié prix, les cachemires pour trois fois rien, les bastringues du samedi soir, le collier du Prince Philip, la cantine des troupes, les hôtels de charme, les musées modernes, un inépuisable répertoire d'activités, des bistrot infamés et des restaurants aussi bons qu'à Paris. Toutes les plaisirs de Londres dans Le Guide Gault-Millau de Londres. 80 F. kiosques et librairies.

AIR ALLIANCE c'est L'ANTI-CLUB

Il nous reste encore quelques places :

- SPECIAL BOUZEKACHI (Alger) - départ du 23 octobre au 5 novembre : 6.140 F.
- INDE DU NORD - CASABLANCA - NKPAL, 19 J., 6.330 F. Départ : 7-11 et 19-12.
- BANGKOK, 11 J., à partir de 3.100 F. Départ tous les samedis de Paris.

4, rue de l'Étoile - 75021 Paris
01.42.50.74.00 - 75028 Paris
Tél. : 280.72.28 & 24.50 - 282.76.25
ou contactez votre agent de voyage

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____
Veuillez recevoir gratuitement votre brochure. L.A. 744

سكنا من الاجل



LONDRES A PLEINES DENTS

Sur un grand restaurant de Londres, les légumes ont cette même fureur admirable, la même même goût de rupture de poche, le goût de tout ce qui est victorien imposant à ses penchants les plus intimes, au goût des légumes rouges. Le Guide Gault-Millau de Londres, un guide complet (restaurants, hôtels, pubs, shopping, etc.) que l'on devine, en fait, 30 F. Bioscopes et libraires.

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Paris

HOTEL DE LONDRES ** N.N. 1, rue Augereau (Champs-Élysées, près Terminal Invalides). Compl. refait 1972. Toutes ch. av. bains ou douche et w.c. calme et tranquille, 105-35-40.

Côte d'Azur

HOTEL DE VERDUN ** N.N. 19, rue Hôtel-des-Postes (CENTRES - PRIX MÉR). T.V., couleur, bains w.c. modernisés. Rénovés importants sur prix homologues.

Mer

ILE DE JERSEY (Des Anglo-Normandes). L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Les 70 000 habitants de ce curieux petit État indépendant situés à 20 km des côtes françaises mais rattachés à la Couronne d'Angleterre — sont heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisines avec les hôtels confortables et les palaces de tout grand luxe (diner d'été habillé).

Vous apprécierez la calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs, et dans la capitale Saint-Hélier, un shopping délectable à faire rêver.

À 70 minutes de Paris-Orly sud. (P.A. Réservations. Tél. : 690-90-90). Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end. Pour documentation, brochures, cartes, en timbrant à 1.40 F à l'Office National du Tourisme, Service France 136 à Jersey (Des Anglo-Normandes).

Suisse

HOTEL VALSANA 1^{re} cat. Péniche couverte. Sentiers de ski fort, des 75 375. Telex 74 222.

Allemagne

PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale. Wiesbaden. 25 p. Tél. 1949/611/20071. Fax 06-12000.

Tourisme

UN COLLOQUE SUR LE SECOURS AUX ALPINISTES
Les crevasses ne seront plus des tombes

Une centaine de spécialistes des secours en montagne de l'Arc alpin, mais également des pays scandinaves et de l'Amérique du Nord se sont réunis à Chamonix du 12 au 17 septembre dans le cadre de la Commission internationale des secours alpins, pour confronter leurs expériences dans le domaine des sauvetages en crevasse.

CHACUN d'eux, mais aussi pendant la saison hivernale, des alpinistes et des skieurs se retrouvent, après une chute, dans une prison de glace. Certaines crevasses ont plus de 25 mètres de profondeur, et si les unes sont béantes et forment un large « trou » dans la glace, d'autres, à l'inverse, sont d'étroites goulots où le corps de la victime est souvent coincé entre deux parois gelées. Si, dans le premier cas, le sauvetage de l'alpiniste ne pose aucun problème, il en va tout autrement pour la personne bloquée dans sa crevasse, souvent incapable d'aider les sauveteurs, voire parfois de faire un simple geste. Plus grave encore, la chaleur dégagée par le corps de l'accidenté fait fondre la glace : celui-ci s'enfoncé ainsi lentement vers le fond de la crevasse.

Ce sont des accidents encore peu fréquents mais toujours dramatiques, indique M. Yves Polet-Villard, président de la commission technique de secours en montagne de la Fédération française de la montagne. Il rappelle l'accident d'un guide de Saint-Gervais, M. Santi, tombé il y a quelques années dans une crevasse lors de la descente à ski du mont Blanc, et qui agonisa pendant six heures alors qu'il se trouvait à quelques mètres seulement des sauveteurs, incapables d'approcher de la victime à l'extérieur. « Jusqu'à ces dernières années nous avions un sentiment de totale impuissance devant un tel accident... »

Depuis quelques années, plusieurs techniques ont été expérimentées par les sociétés de secours en montagne françaises, suisses et italiennes. Le premier problème pour les sauveteurs ? Tout d'abord, s'approcher de la victime, c'est-à-dire élargir le canal d'accès, pour permettre la descente d'un ou de plusieurs secouristes dans la crevasse. Les Suisses utilisent couramment sur les glaciers de gros compresseurs munis d'un marteau pneumatique pour creuser la glace ; méthode incontestablement efficace, mais qui nécessite l'utilisation d'un hélicoptère. Autre système présenté à Chamonix : la lance thermique, de conception française — utilisée pour forer le béton, et qu'on tente d'adapter à la fusion de la glace. Mais ce matériel présente certains dangers, car il se produit des projections de métal en fusion et un dégagement d'oxyde de carbone qui

stagne au fond de la crevasse. Les alpinistes français se sont, pour leur part, déclarés « séduits » par le petit « pio à glace » présenté par les Suisses, extrêmement maniable à la main et d'un encombrement semblable à un piolet. Parfaitement adapté à ce type de travail, il permet de tailler rapidement la glace, mais ne peut être manévré efficacement que par un sauveteur expérimenté.

Les secouristes parvenus à proximité de l'alpiniste en péril doivent ensuite le « décoller » des parois de glace après l'avoir scindé. On a expérimenté l'eau chaude, mais ce système nécessite l'apport d'une quantité considérable de liquide qu'il faut acheminer par hélicoptère, ce qui implique beaucoup de temps. Un déplaçeur chimique a été présenté au cours du colloque de Chamonix. Ce liquide — déjà utilisé lorsque la piste de l'altitude pour décoller un alpiniste soudé à une paroi de glace ; il agit en quelques secondes, et employé en faible quantité, n'est pas toxique. Ce produit a été considéré par la Commission internationale de secours alpin comme une « révélation ». Elle a recommandé son usage immédiat par les sociétés de secours.

Hypothermie rapide

L'alpiniste doit ensuite être remonté. Les Suisses proposent un « filet », l'école militaire de haute montagne de Chamonix, un « crochet-magnette » : les C.R.S. de Briançon, une pince de type forceps ; les C.R.S. 47 de Grenoble, une pince légère, démontable et articulée en trois endroits. Grâce à ces articulations elle peut se glisser dans les crevasses étroites et tortueuses jusqu'au blessé, ses deux bras d'une longueur de 3 mètres permettant de passer sous celui-ci et de l'immobiliser pour éviter qu'il ne descende plus bas.

Le sauvetage en crevasse est toujours une course contre la montre : bloqué dans la prison de glace, l'alpiniste se refroidit extrêmement rapidement, surtout si ses vêtements se sont déchirés au cours de sa chute ou si sa peau est en contact direct avec la glace. Le même problème se pose pour les victimes d'avalanches qui demeurent plusieurs heures dans une cavité de neige.

Pendant l'été 1976, une jeune alpiniste tombée dans une crevasse du glacier du Tour est décédée d'un arrêt cardiaque quelques instants après son admission à l'hôpital de Chamonix. Elle était restée quatre heures immobilisée entre deux parois de glace et sa température était descendue à 28 degrés. Le docteur Foray, chirurgien à l'hôpital de Chamonix, a rappelé à ce propos le cas d'un garçon d'une quinzaine d'années, venu d'une simple chemise et qui tomba dans une

crevasse de la mer de Glace. En trois heures sa température était tombée à 31 degrés. On a pu observer que le refroidissement généralisé du corps apparaissait dans certains cas moins d'une heure après une chute dans une crevasse, si l'alpiniste immobilisé entre deux parois de glace (ou dans une crevasse) après plusieurs heures, voire plusieurs jours, la victime a pu s'émanciper un « refuge » au cœur du glacier.

Si la température descend au-dessous de 28 degrés l'alpiniste peut certes survivre pendant plusieurs jours, mais, souvent, il perd conscience, ses membres deviennent rigides, son visage extrêmement pâle ; des sauveteurs expérimentés pourraient diagnostiquer sa mort, et de tels cas ont déjà été observés dans les Alpes. Mais on estime généralement que, au-dessous de 30 degrés, les risques de complications cardiaques et rénales sont extrêmement importants. Cependant, sur dix-huit cas d'hypothermie traités à l'hôpital de Chamonix depuis cinq ans, une personne seulement est décédée.

Lors des observations réalisées on a pu constater que les victimes retrouvées en état d'hypothermie n'étaient pas atteintes de gelures graves. Ce qui confirme l'hypothèse de certains médecins, qui considèrent que les gelures seraient des manifestations de défense de l'organisme contre les hypothermies.

Les recherches effectuées sur ce phénomène conduisent des médecins à distinguer deux types d'hypothermie : les hypothermies d'apparition rapide, résultant d'un réchauffement brutal de l'organisme, et les hypothermies d'apparition lente, dues à un épuisement progressif de l'alpiniste. C'est ainsi que, en février 1971, René Domaison, luttant pendant cinq jours contre le froid et l'engourdissement, bloqué sur la face nord des Grandes-Jorasses. Redescendant à Chamonix, on constata qu'il ne souffrait que d'une légère hypothermie ; cela prouvait l'extraordinaire endurance de cet alpiniste. Pourquoi certains hommes peuvent-ils résister plusieurs jours dans des conditions épouvantables, tandis que d'autres meurent après quelques heures d'effort, alors qu'ils ont, semble-t-il, la même force musculaire ?

Nos connaissances en ce domaine sont extrêmement réduites. « La seule critique connue est la critique psychologique », reconnaît l'un des membres de la commission médicale de la Fédération française de la montagne. C'est la raison pour laquelle cette commission souhaiterait organiser prochainement une expédition scientifique médicale en haute altitude afin d'étudier les problèmes d'acclimatation au froid et à l'altitude et d'essayer de déterminer l'origine du mal des montagnes.

CLAUDE FRANÇILLON.

Clin d'œil

LYON EST ENCORE DANS LYON

DANS certaines grandes villes, peu à peu, les piétons reconquerraient le haut du pavé. C'est le cas de Lyon où, entre Saône et Rhône, de la gare de Perrache à l'hôtel de ville, en passant par la place Bellecour et la place Carnot, les voies piétonnières s'étendent sur 3 kilomètres : le début maire, M. Louis Pradel, n'avait pas fait les choses à moitié.

Si d'autres municipalités rendent aux piétons des rues étroites hors des circuits principaux, la municipalité lyonnaise choisit, au contraire, de rendre aux flâneurs des voies où la circulation était dense et les commerces nombreux : la rue Victor-Hugo et la rue de la République. C'est un peu comme si on rendait aux marcheurs parisiens les Champs-Élysées ou le boulevard de Sébastopol. Le successeur de « Zizi » Pradel, Francisque Collomb, est bien résolu à défendre pied à pied — c'est le cas de le dire — une réalisation qui eussa au départ l'inquiétude de ses administrés. Les commerçants redoutaient en effet de ne plus être approchés en automobile par leurs pratiques, tandis que l'immense centre commercial de la Part-Dieu, sur la rive gauche du Rhône, offrait, avec ses cent cinquante boutiques, quatre mille trois cents places de stationnement.

Aujourd'hui, la satisfaction semble générale. S'il est confortable de flâner au long des galeries illuminées de la Part-Dieu à l'abri des intempéries, il est encore plus agréable de marcher dans la ville sous le soleil d'automne : en traversant en diagonale et sans risque des artères au pavement neuf, où l'on redoutait autrefois le frottement des véhicules, et cela sans respirer l'âcre odeur des échappements. Des arbustes qui deviendront grands, des vasques fleuries, des bancs de bois ou de pierre, des fontaines, des globes lumineux en grès font des voies piétonnières de Lyon des musées exceptionnels.

Se donner une autre discipline

En évitant l'automobile de ces axes urbains, on les a rendus au silence et au calme, ce qui semble avoir un effet bénéfique sur le moral et l'attitude des citoyens. Les gens qui passent là, même s'ils vont à leurs affaires, paraissent moins pressés, moins mécontents, plus sereins. On se retrouve entre humains, debout, épris, les jambes et déstabilisées de cette légèreté qui semble s'emparer de l'homme dès qu'il s'enfonce dans son automobile.

Les commerçants soucieux de plaire aux flâneurs font les efforts pour rendre plus attrayantes leurs vitrines, les terrasses des cafés se propagent à l'aise, les passants, ayant enfin la place de se mouvoir librement, ne sont plus contraints à la « queue de poisson » pour avancer. On redécouvre brusquement qu'une ville rendue aux piétons doit se donner une autre discipline. Pour piétons qui ne sont pas les citoyens, les barres ne doivent pas leur être exclusivement réservées ; bien que les trottoirs urbains appartiennent de droit à l'homme, les piétons ne sont pas des animaux, ils ne sont pas destinés à leurs déplacements. S'il est d'ailleurs d'observer les musiciens des rues aujourd'hui revenus, de voir des jongleurs ou des magiciens de feu aux carrefours, il ne s'agit pas non plus que renaisse l'ordure et la saleté, une « cour des miracles » qui ne tarderait pas à se peupler de tire-bourse, et où l'on attraperait plus de puces que de papillons.

Les Parisiens de passage ne sont pas les derniers à apprécier cette discipline de la rue à ceux qui savent se déplacer sur leurs pieds. Mais ils s'en étonnent aussi, comme des gens auxquels on aurait rendu un très vieux réflexe oublié, celui de se contenter en silence du même pas à travers le cité.

MAURICE DENUZIERE.

Des informations imprécises ayant été diffusées à l'occasion de la création de la Fédération nationale des associations d'auto-stop, le Syndicat des assureurs automobiles a décidé de passer d'un avion privé à un avion public, garanti par l'assurance du pilote qu'il aura deux conditions suivantes : d'une part, que le pilote ait bien souscrit une assurance appropriée, ce qui n'est pas obligatoire ; d'autre part, que le rapport soit effectué à titre purement gratuit (ou tout au plus avec un remboursement de la quote-part des dépenses de fonctionnement de l'appareil).

Centre de documentation et d'information de l'assurance automobile de la Chambre d'Autin, 75000 Paris. Téléphone : 334-82-11.

PIERRE SPIERS

ceci pour la première fois en France une

ÉCOLE DE MUSIQUE POPULAIRE

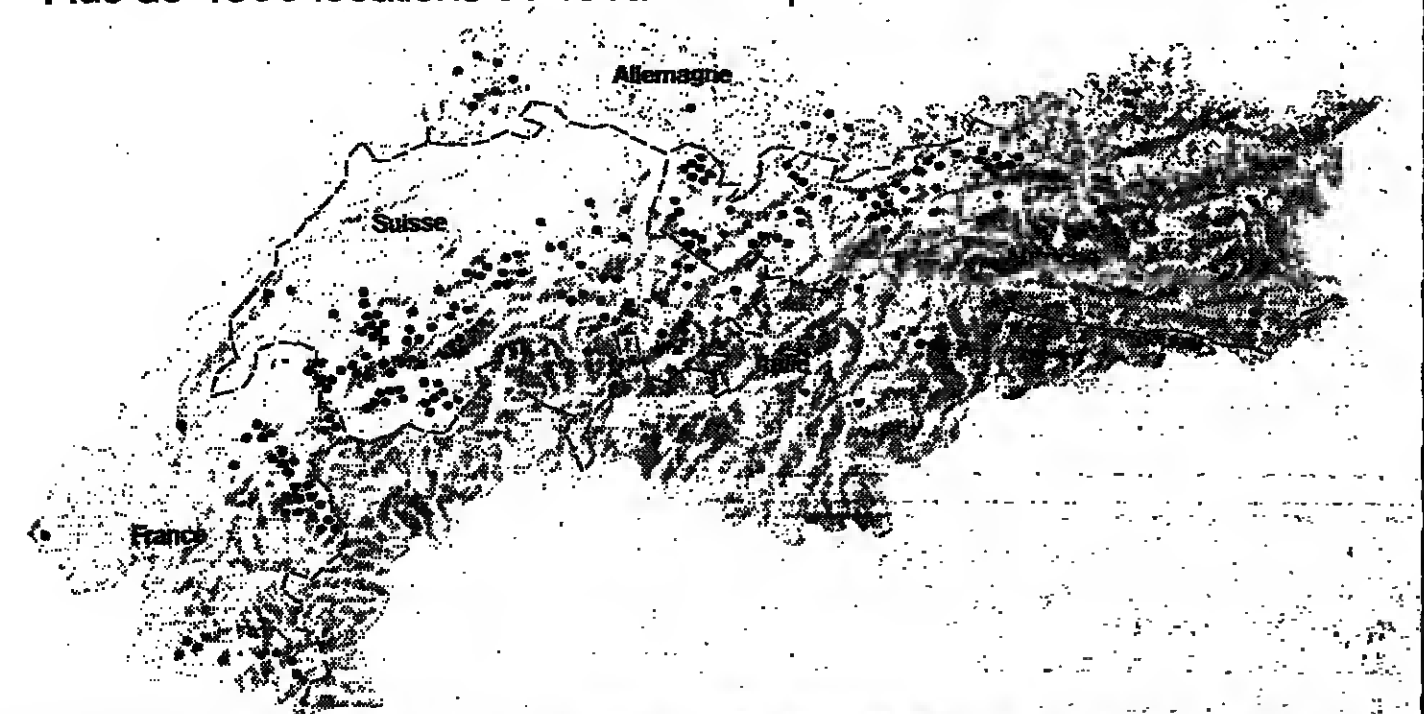
Ateliers pratiques : Composition, Improvisation, Solo, et diffusion de la musique populaire. La musique de la chanson. « CLASSES » : « VARIÉTÉS » - JAZZ - FUNK - D'INSPIRATION MUSICAL - à partir de 4 ans. OUVREMENT le 1^{er} OCTOBRE 1977. Enseignement et inscriptions de 10 heures à 19 heures. « CLASSES » : 75-27-07 et 34. 104 Métro Porte Maillot.

L'EGYPTE ET SA CIVILISATION
Avec circuit en Moyenne Egypte
Renseignements et inscriptions : CIVILISATIONS DU MONDE
7, rue Aubert, 75009 Paris - Tél. 742.83.69

VIRVOL
cible autopropulsée
la chasse est ouverte toute l'année
venez vous amuser vous entraîner vous initier au tir
VIRVOL est en vente chez les Armuriers. Pour toute demande de documentation ou renseignements complémentaires, s'adresser à : S.N.P.E., 22, quai Henri-IV, 75004 P. R. S. Téléphone : 277-15-70.

Varsovie?
AUSTRIAN AIRLINES
30 SEPTEMBRE
FOIRE A LA FERRAILLE ET AUX JAMBONS
Parking géant - Métro St. Pierre St. Paul

Plus de 4000 locations de vacances à plus de 1000 mètres d'altitude.



De là à parler de location en masse, il n'y a qu'un pas. Et il ne s'agit pas simplement d'autant de possibilités de passer des vacances loin de la masse, un peu partout dans les Alpes. C'est que vous préférez faire du ski, en Autriche, en Allemagne, en France, en Italie ou en Suisse, une fois qu'il y a les pistes grouillantes, vous pouvez vous retirer au calme, dans l'un de ces 4636 logements de vacances. Tous sont décrits, selon les mêmes critères et dans les mêmes détails, dans le guide de locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home. De plus, vous pouvez réserver l'un d'eux dans les deux minutes, par téléphone, auprès de votre agence de voyages près de chez vous ou chez Swiss Chalets-Inter Home.

SWISS CHALETS INTER HOME

tous des logements de vacances dans toute l'Europe.

Veuillez m'envoyer sans frais et sans engagement pour moi, votre guide de locations de vacances qui contient 4636 logements répartis dans cinq pays alpins.
Nom :
Adresse :
CP/localité :
A envoyer à : Swiss Chalets-Inter Home S.A. 11, Bd de Laforêt-Maubourg, 75007 Paris, tél. 555.70.45.

Dans votre agence de voyages, demandez systématiquement le guide de locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home.

La jeune femme au boubou

EVELITA MOOD.

JANY AUJAME

★ Tamiso-Mesua, 24, rue des Bernardins, 75005 Paris.
★ Yves Halard, 13, rue Bonaparte, 75006 Paris.
★ Marie-Papier, 26, rue Vavin, 75006 Paris.

Fi B

13. 20. 00

ENSEIGNES ILLUMINÉES

NG : defense de sourire

LES MAISONNETTES



LES MAISONNETTES

du temps

LONDRES-SUR-SEINE

C'EST une gigantesque exposition britannique qui se tient au Printemps jusqu'au 17 octobre, à Paris et dans trente villes du groupe à travers la France. On pourrait se croire dans les boutiques londoniennes tant l'ambiance est anglaise, avec un «pub» reconstitué, des stands d'alimentation de spécialités à bon compte, comme le whisky Baileys (35,50 F), le saumon fumé d'Ecosse (120 F le kilo), tous les thés : Earl Grey de Twinning (13,45 F les 227 grammes) et un raffiné Queen Ann (15,50 F) de Fortnum & Mason.

Un gros effort a été réalisé sur les prix des tricots, notamment en vestes de sport pour hommes (475 F) et en pantalons de flanelle grise (225 F). Les cache-mi-ches pour femmes commencent à 195 F, les kiltis varient selon les longueurs (de 159 F à 245 F), tandis que les grandes écharpes aux couleurs des collèges d'Oxford ou de Cambridge forment un kaléidoscope de couleurs (à partir de 45 F).

Cette exposition, de par sa variété, permet de sélectionner déjà des cadeaux de fin d'année originaux, à prix raisonnables, en porcelaines, en orfèvrerie, en petit mobilier, en brocante comme à Portobello Road, en savons de Floris en coussins boursés de plantes calmantes de Culpeper, en merveilleux papiers à écrire, en disques, etc.

La boutique aux tartans

Diverses animations comprennent des reproductions des principaux bijoux de la Couronne ainsi qu'une présentation sur mannequins des costumes royaux pour faire participer les Parisiens aux célébrations du jubilé de la reine Elizabeth. Les autobus rouges circulent entre les différents Princes de la région parisienne, tandis que les joueurs de cornemuse apportent l'atmosphère des Terres Hautes. Un orfèvre de chez Vinsens explique la fabrication des plateaux et l'assemblage des théières. Un artisan potier applique le décor bleu de Wedgwood. Enfin,

deux tricoteuses : l'une, de Fair Isle, réalise des chandails de pêcheurs à côté d'une Galloise qui monte des chaussettes Argyle sur un métier à main.

Deuxième événement à Paris cet automne : l'ouverture de la première grande boutique Scotch House, 56, rue de Fassy. L'atmosphère est la même qu'à Kensington ou à Edinburgh. Le décor est à base d'acajou, de gravures sportives et de panneaux muraux des divers dessins de tartans pour kilt. Nous avons noté pour hommes des pull-overs de 140 F en shetland, 300 F en lambswool et 400 F en cachemire, des chemises de sport en viscose, de mélange de coton et de laine si agréable à porter (180 F).

Les tricots pour femmes commencent à 180 F en shetland, 290 F en lambswool, 450 F en cachemire, et le prix des kiltis varie selon les longueurs de 350 F à 700 F, à porter avec des chemises de soie à 350 F.

N. M.-S.

TROUVAILLES

Gadget

A pied sec

Les pieds mouillés des villes, ou des champs, doivent s'essuyer soigneusement avant de pénétrer dans la maison. De nouveaux poilssoirs viennent d'arriver dans les boutiques d'artisanat exotique. Ah ! En ficelle tressée à larges domiers, il y a le poilssoir ovale pour petite porte d'appartement. Ou le classique rectangulaire, mais en coco épais et moelleux, 30 F. Très solide, en ficelle nouée serrée genre point de riz, un très grand poilssoir mesurant 90 cm X 110 cm sera pratique dans une maison de campagne, car plusieurs paires de bottes peuvent s'y essuyer de front, (78 F). Pour éviter le dessèchement de ces poilssoirs en ficelle (qui risquent alors de s'effriter), il faut leur humidifier de temps en temps.

* Boutique Ah ! : 5, rue des Champs, 75006 Paris ; 43, rue Perrandière, 69006 Lyon ; 31, rue de France, 69000 Nice.

Maison

Flours fraîches

Roses somptueuses ou bouquets plus modestes, les fleurs achetées chez le fleuriste ne font qu'un passage trop éphémère dans un vase. Une équipe de chercheurs du C.N.R.S. vient de mettre au point un conservateur qui prolonge sensiblement la vie des fleurs coupées. Cette poudre à base de glucides redonne, en effet, à la fleur une partie des réserves en sucre qu'elle a perdues entre sa cueillette et son arrivée chez le fleuriste. Cet apport nutritif est donc utile à sa survie hors de son milieu naturel. « Sévafior » est présenté en sachet et se dissout dans 1 litre d'eau pulvé au robinet. Après avoir recoupé leurs tiges de 2 à 3 cm, les fleurs resteront dans le vase sans que l'on ait besoin d'en changer l'eau. Un essai avec

des dahlias, fleurs particulièrement fragiles une fois cueillies, nous a démontré l'efficacité du produit, l'eau du vase étant restée claire et sans odeur et le bouquet frais pendant une douzaine de jours.

* « Sévafior », en vente à Elysée 2000, 3, rue de Courcelles, 75008 Paris, ou par correspondance : les dahlias, 10 F (+ 2,5 F de port) ; les vingt-cinq, 20 F (+ 5,50 F de port).

Support-lecture

L'architecte Paul Codovius s'est inspiré du traditionnel pupitre de musique lorsqu'il a créé son porte-livre monté sur pied. Une large feuille, en plastique transparent, avec rebord, sert de support à un livre ou une revue. Elle est suspendue à une tige chromée et coulisse le long d'un tube vertical, posé sur un pied très stable à quatre branches. Ce porte-livre se règle à la hauteur voulue et rend la lecture ou lit particulièrement confortable. On peut aussi l'utiliser à côté d'un fauteuil ou s'en servir, à la cuisine, pour poser le livre de recettes sans risquer de maculer ses pages avec les mains sales.

* « Uniflor », 395 F, Boutique danoise, 42, avenue de Friedland, 75008 Paris.

Bien choisir son canapé



Sélectionné pour vous cette semaine, ce magnifique canapé, fait à la main et sur mesure « exclusivité CARLIS ».

Les Créations Carlis

« La Boutique du Canapé »

46, rue du Four, 75006 PARIS - Tél. : 545-85-72.

chaud, léger, imperméable

Loden

chasse 345 F

FORSHO

LA MAISON DU LODEN

146 rue de Rivoli Paris 1^{er}
tél. 260.13.51 métro Louvre
Parking Place du Louvre

ORCHESTRON SINGER : JOUEZ SANS CONNAÎTRE UNE SEULE NOTE.



Qui n'a jamais rêvé de savoir faire de la musique sans l'apprendre ? Avec l'orgue électronique "Orchestron Singer" tout devient facile. Une touche à enfoncer et vous jouez du violon ou du piano, une autre, vous dirigez tout un orchestre. Tout cela sans aucune notion de solfège : la méthode Singer, conçue avec des partitions spéciales, vous permet de jouer dès les premiers instants vos mélodies préférées.

Avec "Orchestron Singer", il n'est pas trop tard pour vous offrir les satisfactions d'un virtuose. Faites de votre famille une famille de musiciens.

ORCHESTRON SINGER : LE PLAISIR DE LA MUSIQUE SANS LES TRACAS DU SOLFÈGE.



Sans engagement de ma part, j'aimerais recevoir votre documentation sur les "Orchestrons Singer" ainsi qu'une invitation à un cours gratuit.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Tél. _____

SINGER

27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

Vente : les magasins : 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris ; 88, rue de Rivoli, 75001 Paris ; Centre Commercial Rosny II ; 80, avenue Edouard-Vaillant, 93500 Pantin ; Centre Commercial Belle Epine ; Centre Commercial Parly II ; Centre Commercial Cergy-Pontoise.

Les petites fourrures des grands

LES grands fourreurs parisiens, Chambert, Christian Dior, Hermès, Maurice Koller, Révillon, André Sausse, Jacques Detourhay et L. Vissot (1), s'attachent déjà depuis quelques années à proposer des modèles destinés aux jeunes et aux sportives. Ainsi voit-on se multiplier les pelisses, les modèles en mou- ton retourné, voire les dou- blures en lapin ras dit « cas- torotte », à partir de 1 200 F.

Chez Christian Dior, de longs gilets de berger en mou- ton retourné (1 200 F) sont teints en tons cuivrés, vert mousse, sable ou ébène. Des du- flet-croisés à capuchon en daim réversible à grandes rayures horizontales canon- cent un hiver gai en tons d'automne (3 000 F).

La difficulté d'acheter la fourrure au vêtement de des- sus est résolue de façon astu- cieuse par Jean-Paul Auvion, chez Révillon : plus de bou- tons, d'agrafes ou de boutons- pression ; il pose simplement sur un manteau réversible sans manches en lapin rasé, un imperméable aux proportions plus amples. Résultat : an o deux manteaux. Celui en fourrure peut aussi se porter ouvert sur un gros chandail et un pantalon ou une jupe, en attendant de le retourner avant d'enfiler la popeline des jours de pluie.

Encore peu développé en France, le marché de la four- rure d'occasion pourrait pren- dre son bon départ avec l'extension des ventes publi- ques. En effet, aux États- Unis, on vend son manteau de fourrure afin de retrouver un capital pour en acheter un autre. En France, la plu- part des consommatrices paient des prix de façon pour trimer, d'acheter ou revendre leurs fourrures, mais avec des résultats onéreux et souvent décevants.

C'est pourquoi l'initiative de M. L'oumès et Poulain constitue un événement pari- sien unique. Le lundi 3 octo- bre, ils disperseront aux enchères cent une fourrures griffées par les grands coutu- riers et fourreurs, apparten- ant à des personnalités pari- siennes. Parmi les pièces de choix, un modèle de Révillon en lras de Russie, un renard roux du Kamchatka et une zibeline très rare. Mais toutes sortes de vêtements de vison, de renard, de loup, de chat, d'astrakan, de chinchilla, de loutre ou de marmotte tom- beront sous le marteau d'ivoire.

Cette vente est la seconde réalisée à Paris, et il est donc trop tôt pour tenter d'établir un classement de « côté à l'Ar- gus », mais les prix sont net- tement au-dessous de ceux pratiqués dans les boutiques, et les qualités de peaux utili- sées correspondent à celles des griffes. Les fourrures seront exposées, le samedi 1^{er} octobre, de 11 heures à 18 heures, Hôtel Drouot-Rive- gauche (2).

Il faut savoir que le ven- deur se voit retenir 10 % envi- ron du montant pour les frais divers et que l'acheteur paie 16 % de droits dégressifs à partir de 15 000 francs. Les ventes sont réalisées au comp- tant.

NATHALIE MONT-SERVAN.

- (1) 422, rue Saint-Honoré ; 10, rue La Boétie ; 40-41, rue La Boétie ; 8, rue Monnaie ; 174, faubourg Saint-Honoré ; 48, faubourg Saint-Honoré ; (2) Salle n° 9, Hôtel Drouot Rive gauche, 7, quai Anatole- France, 75001 Paris.

Le lapin et l'astrakan



REVELLON : pelisse superposée à fourrage de lapin réversible sous un grand imperméable en popeline de coton brun bronzé. 3 500 F, 40-42, rue La Boétie et 44, rue du Dragon.

DAN BERANGER : blouson d'astrakan swokara-miel, traité en enfant simple à grandes emmanchures, res- sert à la taille. 9 900 F, Diffusion Choquet, 9, rue du 4-Septembre, Lille, Gaiacette, 5, rue Esquermotte ; Bastia, Bastide, 50, avenue du Général-Graziiani.

(Grosqis de MARCQ.)

Les Nouveaux Constructeurs lancent



Les Hauts de Bures

De nouvelles maisons : 5 modèles entièrement renouvelés de 5 à 8 pièces (132 à 206 m²). Une architecture exceptionnelle et une construction traditionnelle ; une isolation renforcée.

Un nouveau domaine : 13^e programme des Nouveaux Constructeurs : les maisons sont harmonieuse- ment disposées autour de calmes placettes. A deux pas : écoles, centre commer- cial, équipements sportifs. Accès ultra rapide : F18 et A10 sortie Courtabœuf Mondéour ; métro : bien- tôt 32 mn du Châtelet à la gare de Bures.

Les Hauts-de-Bures • 91440 Bures-sur-Yvette • Tél. : 907.25.82

Les Nouveaux Constructeurs
Des maisons pour mieux vivre



Jeux

échecs

N° 729

L'attaque de minorité

(Mémorial Tchigorine, Soloth, septembre 1977).
Blancs : E. GILLER (U.R.S.S.).
Noirs : J. DURAO (Portugal).
Gambit de la D. Variante d'échec.

1. d4 d5 2. e4 dxe4 3. f3 e5 4. fxe4 c6 5. d5 cxd5 6. exd5 e6 7. f4 e7 8. f5 e6 9. f6 e7 10. f7 e6 11. f8 e7 12. f9 e6 13. f10 e7 14. f11 e6 15. f12 e7 16. f13 e6 17. f14 e7 18. f15 e6 19. f16 e7 20. f17 e6 21. f18 e7 22. f19 e6 23. f20 e7 24. f21 e6 25. f22 e7 26. f23 e6 27. f24 e7 28. f25 e6 29. f26 e7 30. f27 e6 31. f28 e7 32. f29 e6 33. f30 e7 34. f31 e6 35. f32 e7 36. f33 e6 37. f34 e7 38. f35 e6 39. f36 e7 40. f37 e6 41. f38 e7 42. f39 e6 43. f40 e7 44. f41 e6 45. f42 e7 46. f43 e6 47. f44 e7 48. f45 e6 49. f46 e7 50. f47 e6 51. f48 e7 52. f49 e6 53. f50 e7 54. f51 e6 55. f52 e7 56. f53 e6 57. f54 e7 58. f55 e6 59. f56 e7 60. f57 e6 61. f58 e7 62. f59 e6 63. f60 e7 64. f61 e6 65. f62 e7 66. f63 e6 67. f64 e7 68. f65 e6 69. f66 e7 70. f67 e6 71. f68 e7 72. f69 e6 73. f70 e7 74. f71 e6 75. f72 e7 76. f73 e6 77. f74 e7 78. f75 e6 79. f76 e7 80. f77 e6 81. f78 e7 82. f79 e6 83. f80 e7 84. f81 e6 85. f82 e7 86. f83 e6 87. f84 e7 88. f85 e6 89. f86 e7 90. f87 e6 91. f88 e7 92. f89 e6 93. f90 e7 94. f91 e6 95. f92 e7 96. f93 e6 97. f94 e7 98. f95 e6 99. f96 e7 100. f97 e6 101. f98 e7 102. f99 e6 103. f100 e7 104. f101 e6 105. f102 e7 106. f103 e6 107. f104 e7 108. f105 e6 109. f106 e7 110. f107 e6 111. f108 e7 112. f109 e6 113. f110 e7 114. f111 e6 115. f112 e7 116. f113 e6 117. f114 e7 118. f115 e6 119. f116 e7 120. f117 e6 121. f118 e7 122. f119 e6 123. f120 e7 124. f121 e6 125. f122 e7 126. f123 e6 127. f124 e7 128. f125 e6 129. f126 e7 130. f127 e6 131. f128 e7 132. f129 e6 133. f130 e7 134. f131 e6 135. f132 e7 136. f133 e6 137. f134 e7 138. f135 e6 139. f136 e7 140. f137 e6 141. f138 e7 142. f139 e6 143. f140 e7 144. f141 e6 145. f142 e7 146. f143 e6 147. f144 e7 148. f145 e6 149. f146 e7 150. f147 e6 151. f148 e7 152. f149 e6 153. f150 e7 154. f151 e6 155. f152 e7 156. f153 e6 157. f154 e7 158. f155 e6 159. f156 e7 160. f157 e6 161. f158 e7 162. f159 e6 163. f160 e7 164. f161 e6 165. f162 e7 166. f163 e6 167. f164 e7 168. f165 e6 169. f166 e7 170. f167 e6 171. f168 e7 172. f169 e6 173. f170 e7 174. f171 e6 175. f172 e7 176. f173 e6 177. f174 e7 178. f175 e6 179. f176 e7 180. f177 e6 181. f178 e7 182. f179 e6 183. f180 e7 184. f181 e6 185. f182 e7 186. f183 e6 187. f184 e7 188. f185 e6 189. f186 e7 190. f187 e6 191. f188 e7 192. f189 e6 193. f190 e7 194. f191 e6 195. f192 e7 196. f193 e6 197. f194 e7 198. f195 e6 199. f196 e7 200. f197 e6 201. f198 e7 202. f199 e6 203. f200 e7 204. f201 e6 205. f202 e7 206. f203 e6 207. f204 e7 208. f205 e6 209. f206 e7 210. f207 e6 211. f208 e7 212. f209 e6 213. f210 e7 214. f211 e6 215. f212 e7 216. f213 e6 217. f214 e7 218. f215 e6 219. f216 e7 220. f217 e6 221. f218 e7 222. f219 e6 223. f220 e7 224. f221 e6 225. f222 e7 226. f223 e6 227. f224 e7 228. f225 e6 229. f226 e7 230. f227 e6 231. f228 e7 232. f229 e6 233. f230 e7 234. f231 e6 235. f232 e7 236. f233 e6 237. f234 e7 238. f235 e6 239. f236 e7 240. f237 e6 241. f238 e7 242. f239 e6 243. f240 e7 244. f241 e6 245. f242 e7 246. f243 e6 247. f244 e7 248. f245 e6 249. f246 e7 250. f247 e6 251. f248 e7 252. f249 e6 253. f250 e7 254. f251 e6 255. f252 e7 256. f253 e6 257. f254 e7 258. f255 e6 259. f256 e7 260. f257 e6 261. f258 e7 262. f259 e6 263. f260 e7 264. f261 e6 265. f262 e7 266. f263 e6 267. f264 e7 268. f265 e6 269. f266 e7 270. f267 e6 271. f268 e7 272. f269 e6 273. f270 e7 274. f271 e6 275. f272 e7 276. f273 e6 277. f274 e7 278. f275 e6 279. f276 e7 280. f277 e6 281. f278 e7 282. f279 e6 283. f280 e7 284. f281 e6 285. f282 e7 286. f283 e6 287. f284 e7 288. f285 e6 289. f286 e7 290. f287 e6 291. f288 e7 292. f289 e6 293. f290 e7 294. f291 e6 295. f292 e7 296. f293 e6 297. f294 e7 298. f295 e6 299. f296 e7 300. f297 e6 301. f298 e7 302. f299 e6 303. f300 e7 304. f301 e6 305. f302 e7 306. f303 e6 307. f304 e7 308. f305 e6 309. f306 e7 310. f307 e6 311. f308 e7 312. f309 e6 313. f310 e7 314. f311 e6 315. f312 e7 316. f313 e6 317. f314 e7 318. f315 e6 319. f316 e7 320. f317 e6 321. f318 e7 322. f319 e6 323. f320 e7 324. f321 e6 325. f322 e7 326. f323 e6 327. f324 e7 328. f325 e6 329. f326 e7 330. f327 e6 331. f328 e7 332. f329 e6 333. f330 e7 334. f331 e6 335. f332 e7 336. f333 e6 337. f334 e7 338. f335 e6 339. f336 e7 340. f337 e6 341. f338 e7 342. f339 e6 343. f340 e7 344. f341 e6 345. f342 e7 346. f343 e6 347. f344 e7 348. f345 e6 349. f346 e7 350. f347 e6 351. f348 e7 352. f349 e6 353. f350 e7 354. f351 e6 355. f352 e7 356. f353 e6 357. f354 e7 358. f355 e6 359. f356 e7 360. f357 e6 361. f358 e7 362. f359 e6 363. f360 e7 364. f361 e6 365. f362 e7 366. f363 e6 367. f364 e7 368. f365 e6 369. f366 e7 370. f367 e6 371. f368 e7 372. f369 e6 373. f370 e7 374. f371 e6 375. f372 e7 376. f373 e6 377. f374 e7 378. f375 e6 379. f376 e7 380. f377 e6 381. f378 e7 382. f379 e6 383. f380 e7 384. f381 e6 385. f382 e7 386. f383 e6 387. f384 e7 388. f385 e6 389. f386 e7 390. f387 e6 391. f388 e7 392. f389 e6 393. f390 e7 394. f391 e6 395. f392 e7 396. f393 e6 397. f394 e7 398. f395 e6 399. f396 e7 400. f397 e6 401. f398 e7 402. f399 e6 403. f400 e7 404. f401 e6 405. f402 e7 406. f403 e6 407. f404 e7 408. f405 e6 409. f406 e7 410. f407 e6 411. f408 e7 412. f409 e6 413. f410 e7 414. f411 e6 415. f412 e7 416. f413 e6 417. f414 e7 418. f415 e6 419. f416 e7 420. f417 e6 421. f418 e7 422. f419 e6 423. f420 e7 424. f421 e6 425. f422 e7 426. f423 e6 427. f424 e7 428. f425 e6 429. f426 e7 430. f427 e6 431. f428 e7 432. f429 e6 433. f430 e7 434. f431 e6 435. f432 e7 436. f433 e6 437. f434 e7 438. f435 e6 439. f436 e7 440. f437 e6 441. f438 e7 442. f439 e6 443. f440 e7 444. f441 e6 445. f442 e7 446. f443 e6 447. f444 e7 448. f445 e6 449. f446 e7 450. f447 e6 451. f448 e7 452. f449 e6 453. f450 e7 454. f451 e6 455. f452 e7 456. f453 e6 457. f454 e7 458. f455 e6 459. f456 e7 460. f457 e6 461. f458 e7 462. f459 e6 463. f460 e7 464. f461 e6 465. f462 e7 466. f463 e6 467. f464 e7 468. f465 e6 469. f466 e7 470. f467 e6 471. f468 e7 472. f469 e6 473. f470 e7 474. f471 e6 475. f472 e7 476. f473 e6 477. f474 e7 478. f475 e6 479. f476 e7 480. f477 e6 481. f478 e7 482. f479 e6 483. f480 e7 484. f481 e6 485. f482 e7 486. f483 e6 487. f484 e7 488. f485 e6 489. f486 e7 490. f487 e6 491. f488 e7 492. f489 e6 493. f490 e7 494. f491 e6 495. f492 e7 496. f493 e6 497. f494 e7 498. f495 e6 499. f496 e7 500. f497 e6 501. f498 e7 502. f499 e6 503. f500 e7 504. f501 e6 505. f502 e7 506. f503 e6 507. f504 e7 508. f505 e6 509. f506 e7 510. f507 e6 511. f508 e7 512. f509 e6 513. f510 e7 514. f511 e6 515. f512 e7 516. f513 e6 517. f514 e7 518. f515 e6 519. f516 e7 520. f517 e6 521. f518 e7 522. f519 e6 523. f520 e7 524. f521 e6 525. f522 e7 526. f523 e6 527. f524 e7 528. f525 e6 529. f526 e7 530. f527 e6 531. f528 e7 532. f529 e6 533. f530 e7 534. f531 e6 535. f532 e7 536. f533 e6 537. f534 e7 538. f535 e6 539. f536 e7 540. f537 e6 541. f538 e7 542. f539 e6 543. f540 e7 544. f541 e6 545. f542 e7 546. f543 e6 547. f544 e7 548. f545 e6 549. f546 e7 550. f547 e6 551. f548 e7 552. f549 e6 553. f550 e7 554. f551 e6 555. f552 e7 556. f553 e6 557. f554 e7 558. f555 e6 559. f556 e7 560. f557 e6 561. f558 e7 562. f559 e6 563. f560 e7 564. f561 e6 565. f562 e7 566. f563 e6 567. f564 e7 568. f565 e6 569. f566 e7 570. f567 e6 571. f568 e7 572. f569 e6 573. f570 e7 574. f571 e6 575. f572 e7 576. f573 e6 577. f574 e7 578. f575 e6 579. f576 e7 580. f577 e6 581. f578 e7 582. f579 e6 583. f580 e7 584. f581 e6 585. f582 e7 586. f583 e6 587. f584 e7 588. f585 e6 589. f586 e7 590. f587 e6 591. f588 e7 592. f589 e6 593. f590 e7 594. f591 e6 595. f592 e7 596. f593 e6 597. f594 e7 598. f595 e6 599. f596 e7 600. f597 e6 601. f598 e7 602. f599 e6 603. f600 e7 604. f601 e6 605. f602 e7 606. f603 e6 607. f604 e7 608. f605 e6 609. f606 e7 610. f607 e6 611. f608 e7 612. f609 e6 613. f610 e7 614. f611 e6 615. f612 e7 616. f613 e6 617. f614 e7 618. f615 e6 619. f616 e7 620. f617 e6 621. f618 e7 622. f619 e6 623. f620 e7 624. f621 e6 625. f622 e7 626. f623 e6 627. f624 e7 628. f625 e6 629. f626 e7 630. f627 e6 631. f628 e7 632. f629 e6 633. f630 e7 634. f631 e6 635. f632 e7 636. f633 e6 637. f634 e7 638. f635 e6 639. f636 e7 640. f637 e6 641. f638 e7 642. f639 e6 643. f640 e7 644. f641 e6 645. f642 e7 646. f643 e6 647. f644 e7 648. f645 e6 649. f646 e7 650. f647 e6 651. f648 e7 652. f649 e6 653. f650 e7 654. f651 e6 655. f652 e7 656. f653 e6 657. f654 e7 658. f655 e6 659. f656 e7 660. f657 e6 661. f658 e7 662. f659 e6 663. f660 e7 664. f661 e6 665. f662 e7 666. f663 e6 667. f664 e7 668. f665 e6 669. f666 e7 670. f667 e6 671. f668 e7 672. f669 e6 673. f670 e7 674. f671 e6 675. f672 e7 676. f673 e6 677. f674 e7 678. f675 e6 679. f676 e7 680. f677 e6 681. f678 e7 682. f679 e6 683. f680 e7 684. f681 e6 685. f682 e7 686. f683 e6 687. f684 e7 688. f685 e6 689. f686 e7 690. f687 e6 691. f688 e7 692. f689 e6 693. f690 e7 694. f691 e6 695. f692 e7 696. f693 e6 697. f694 e7 698. f695 e6 699. f696 e7 700. f697 e6 701. f698 e7 702. f699 e6 703. f700 e7 704. f701 e6 705. f702 e7 706. f703 e6 707. f704 e7 708. f705 e6 709. f706 e7 710. f707 e6 711. f708 e7 712. f709 e6 713. f710 e7 714. f711 e6 715. f712 e7 716. f713 e6 717. f714 e7 718. f715 e6 719. f716 e7 720. f717 e6 721. f718 e7 722. f719 e6 723. f720 e7 724. f721 e6 725. f722 e7 726. f723 e6 727. f724 e7 728. f725 e6 729. f726 e7 730. f727 e6 731. f728 e7 732. f729 e6 733. f730 e7 734. f731 e6 735. f732 e7 736. f733 e6 737. f734 e7 738. f735 e6 739. f736 e7 740. f737 e6 741. f738 e7 742. f739 e6 743. f740 e7 744. f741 e6 745. f742 e7 746. f743 e6 747. f744 e7 748. f745 e6 749. f746 e7 750. f747 e6 751. f748 e7 752. f749 e6 753. f750 e7 754. f751 e6 755. f752 e7 756. f753 e6 757. f754 e7 758. f755 e6 759. f756 e7 760. f757 e6 761. f758 e7 762. f759 e6 763. f760 e7 764. f761 e6 765. f762 e7 766. f763 e6 767. f764 e7 768. f765 e6 769. f766 e7 770. f767 e6 771. f768 e7 772. f769 e6 773. f770 e7 774. f771 e6 775. f772 e7 776. f773 e6 777. f774 e7 778. f775 e6 779. f776 e7 780. f777 e6 781. f778 e7 782. f779 e6 783. f780 e7 784. f781 e6 785. f782 e7 786. f783 e6 787. f784 e7 788. f785 e6 789. f786 e7 790. f787 e6 791. f788 e7 792. f789 e6 793. f790 e7 794. f791 e6 795. f792 e7 796. f793 e6 797. f794 e7 798. f795 e6 799. f796 e7 800. f797 e6 801. f798 e7 802. f799 e6 803. f800 e7 804. f801 e6 805. f802 e7 806. f803 e6 807. f804 e7 808. f805 e6 809. f806 e7 810. f807 e6 811. f808 e7 812. f809 e6 813. f810 e7 814. f811 e6 815. f812 e7 816. f813 e6 817. f814 e7 818. f815 e6 819. f816 e7 820. f817 e6 821. f818 e7 822. f819 e6 823. f820 e7 824. f821 e6 825. f822 e7 826. f823 e6 827. f824 e7 828. f825 e6 829. f826 e7 830. f827 e6 831. f828 e7 832. f829 e6 833. f830 e7 834. f831 e6 835. f832 e7 836. f833 e6 837. f834 e7 838. f835 e6 839. f836 e7 840. f837 e6 841. f838 e7 842. f839 e6 843. f840 e7 844. f841 e6 845. f842 e7 846. f843 e6 847. f844 e7 848. f845 e6 849. f846 e7 850. f847 e6 851. f848 e7 852. f849 e6 853. f850 e7 854. f851 e6 855. f852 e7 856. f853 e6 857. f854 e7 858. f855 e6 859. f856 e7 860. f857 e6 861. f858 e7 862. f859 e6 863. f860 e7 864. f861 e6 865. f862 e7 866. f863 e6 867. f864 e7 868. f865 e6 869. f866 e7 870. f867 e6 871. f868 e7 872. f869 e6 873. f870 e7 874. f871 e6 875. f872 e7 876. f873 e6 877. f874 e7 878. f875 e6 879. f876 e7 880. f877 e6 881. f878 e7 882. f879 e6 883. f880 e7 884. f881 e6 885. f882 e7 886. f883 e6 887. f884 e7 888. f885 e6 889. f886 e7 890. f887 e6 891. f888 e7 892. f889 e6 893. f890 e7 894. f891 e6 895. f892 e7 896. f893 e6 897. f894 e7 898. f895 e6 899. f896 e7 900. f897 e6 901. f898 e7 902. f899 e6 903. f900 e7 904. f901 e6 905. f902 e7 906. f903 e6 907. f904 e7 908. f905 e6 909. f906 e7 910. f907 e6 911. f908 e7 912. f909 e6 913. f910 e7 914. f911 e6 915. f912 e7 916. f913 e6 917. f914 e7 918. f915 e6 919. f916 e7 920. f917 e6 921. f918 e7 922. f919 e6 923. f920 e7 924. f921 e6 925. f922 e7 926. f923 e6 927. f924 e7 928. f925 e6 929. f926 e7 930. f927 e6 931. f928 e7 932. f929 e6 933. f930 e7 934. f931 e6 935. f932 e7 936. f933 e6 937. f934 e7 938. f935 e6 939. f936 e7 940. f937 e6 941. f938 e7 942. f939 e6 943. f940 e7 944. f941 e6 945. f942 e7 946. f943 e6 947. f944 e7 948. f945 e6 949. f946 e7 950. f947 e6 951. f948 e7 952. f949 e6 953. f950 e7 954. f951 e6 955. f952 e7 956. f953 e6 957. f954 e7 958. f955 e6 959. f956 e7 960. f957 e6 961. f958 e7 962. f959 e6 963. f960 e7 964. f961 e6 965. f962 e7 966. f963 e6 967. f964 e7 968. f965 e6 969. f966 e7 970. f967 e6 971. f968 e7 972. f969 e6 973. f970 e7 974. f971 e6 975. f972 e7 976. f973 e6 977. f974 e7 978. f975 e6 979. f976 e7 980. f977 e6 981. f978 e7 982. f979 e6 983. f980 e7 984. f981 e6 985. f982 e7 986. f983 e6 987. f984 e7 988. f985 e6 989. f986 e7 990. f987 e6 991. f988 e7 992. f989 e6 993. f990 e7 994. f991 e6 995. f992 e7 996. f993 e6 997. f994 e7 998. f995 e6 999. f996 e7 1000. f997 e6 1001. f998 e7 1002. f999 e6 1003. f1000 e7 1004. f1001 e6 1005. f1002 e7 1006. f1003 e6 1007. f1004 e7 1008. f1005 e6 1009. f1006 e7 1010. f1007 e6 1011. f1008 e7 1012. f1009 e6 1013. f1010 e7 1014. f1011 e6 1015. f1012 e7 1016. f1013 e6 1017. f1014 e7 1018. f1015 e6 1019. f1016 e7 1020. f1017 e6 1021. f1018 e7 1022. f1019 e6 1023. f1020 e7 1024. f1021 e6 1025. f1022 e7 1026. f1023 e6 1027. f1024 e7 1028. f1025 e6 1029. f1026 e7 1030. f1027 e6 1031. f1028 e7 1032. f1029 e6 1033. f1030 e7 1034. f1031 e6 1035. f1032 e7 1036. f1033 e6 1037. f1034 e7 1038. f1035 e6 1039. f1036 e7 1040. f1037 e6 1041. f1038 e7 1042. f1039 e6 1043. f1040 e7 1044. f1041 e6 1045. f1042 e7 1046. f1043 e6 1047. f1044 e7 1048. f1045 e6 1049. f1046 e7 1050. f1047 e6 1051. f1048 e7 1052. f1049 e6 1053. f1050 e7 1054. f1051 e6 1055. f1052 e7 1056. f1053 e6 1057. f1054 e7 1058. f1055 e6 1059. f1056 e7 1060. f1057 e6 1061. f1058 e7 1062. f1059 e6 1063. f1060 e7 1064. f1061 e6 1065. f1062 e7 1066. f1063 e6 1067. f1064 e7 1068. f1065 e6 1069. f1066 e7 1070. f1067 e6 1071. f1068 e7 1072. f1069 e6 1073. f1070 e7 1074. f1071 e6 1075. f1072 e7 1076. f1073 e6 1077. f1074 e7 1078. f1075 e6 1079. f1076 e7 1080. f1077 e6 1081. f1078 e7 1082. f1079 e6 1083. f1080 e7 1084. f1081 e6 1085. f1082 e7 1086. f1083 e6 1087. f1084 e7 1088. f1085 e6 1089. f1086 e7 1090. f1087 e6 1091. f1088 e7 1092. f1089 e6 1093. f1090 e7 1094. f1091 e

JUSTICE

SUR PLAINTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C.F.

Deux directeurs de journaux jugés pour publication de documents falsifiés

La douzième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris avait à examiner, jeudi 29 septembre, une affaire vieille de quatre ans et demi, voire aussi vieille que l'ascension politique de M. Georges Marchais, aujourd'hui secrétaire général du P.C.F.

Le 12 mars 1973, ce dernier portait plainte avec constitution de partie civile contre MM. Auguste Lécœur, directeur du mensuel « la Nation socialiste », Jean Bozsaun, qui dirige l'hebdomadaire « Minute », et un journaliste de « Rivarol » connu par ses seules initiales R. L.

A l'origine de cette plainte, la publication de deux documents tendant à accréditer la thèse d'un départ volontaire de M. Georges Marchais en Allemagne, au mois de décembre 1942, pour travailler dans une usine d'aviation de la firme Messerschmitt.

M. Marchais, la politique et l'histoire

Après plus de quatre années d'insurrection, une condamnation rendue le 25 juin 1977 reconnaissait la falsification de documents publiés, prononçant un non-lieu quant à l'origine de cette falsification et renvoyait devant le tribunal correctionnel MM. Bozsaun et Lécœur pour usage de documents administratifs falsifiés (un certificat d'emploi et une fiche émanant du Service des avances aux familles des travailleurs partis en Allemagne de la préfecture de la Seine). Ces documents ont paru dans le numéro de mars 1973 de « la Nation socialiste », dans le numéro du 7 au 13 mars de « Minute » et dans le numéro de mars de « Rivarol ». Après le décès en mai 1973 du directeur de cette dernière publication, M. Pierre Lécœur, l'action publique était éteinte pour ce qui concerne cette revue.

Malgré le louable désir du président, Mme Micheline Pasturel, de « s'en tenir au dossier », les cinq heures de débat auxquelles a assisté, en personne, le secrétaire général du P.C.F., ont tourné autour de toutes les questions qui appellent la première des questions : pourquoi, comment, dans quel but, a-t-on falsifié ces documents ?

« Campagne infâme »

M. Lécœur s'est efforcé de répondre à ces questions en recourant souvent au ton de la polémique ou de la chahuterie puerile qui l'indisposait autant son défenseur que le tribunal. M. Bozsaun, lui, a fait avec plus de discrétion, au nom de « la quête de la vérité ». Quant à M. Marchais, il a dû surmonter à plusieurs reprises une émotion extrême pour exposer sa version des faits et tenter de mettre fin à cette « campagne infâme » visant à porter atteinte à son honneur.

Son intervention n'a pas seulement relégué au second plan les débats techniques sur les photos, copies et les altérations des documents qui constituent le point de départ de l'affaire. Un homme a parlé. De la politique, que l'histoire, dont les prévenus se sont efforcés, avec d'évidentes arrière-pensées politiques, de se servir pour l'accabler.

La voix brisée par l'émotion, les larmes aux yeux, le secrétaire général du P.C.F. a d'abord affirmé : « Je ne suis pas obligé de prêter serment, mais devant la justice de mon pays je prête serment. Je n'ai jamais été volontaire. Je suis un déporté du travail et un résisteur ; je prête ce serment devant la justice de mon pays. »

LE S.T.O.

Le service du travail obligatoire (S.T.O.), souvent cité au cours de la polémique sur l'attitude de M. Marchais en 1942, ne peut servir de critère pour faire le départ entre des travailleurs contraints de partir exercer leur profession en Allemagne (après le 16 février 1943) et ceux qui l'auraient fait de leur plein gré (avant cette date). Même s'il est trouvé, au début de la guerre, un certain nombre d'ouvriers tentés par les avantages matériels ou personnels que pouvait comporter pour eux, dans un premier temps, le départ en Allemagne.

Le texte législatif du 16 février 1943 instituant le S.T.O. n'était, en fait, que la dernière étape d'un processus entamé bien avant. L'avant-dernière étape, puisque l'occupant s'efforçait pour finir le droit de prélever lui-même, directement, dans les entreprises, les ouvriers qu'il jugeait indispensables au fonctionnement de son industrie.

L'utilisation massive des appareils de production des pays occupés et le recours à leurs mains-d'œuvre respectives avaient été un projet du III^e Reich longtemps mûri. Une fois les hostilités engagées, cette volonté devint rapidement une nécessité, l'énorme machine économique de l'Allemagne nazie ne pouvant fonctionner avec ses seules ouvrières.

En France, après une période d'incertitude au volontariat qui ne donna guère de résultats, l'arrivée, en juin 1942, du gauleiter Fritz Sauckel, plénipotentiaire général du service des mains-d'œuvre, ouvre une période cruciale. Sauckel exige que la France lui « fournisse » trois cent cinquante mille ouvriers, dont cent cinquante mille métallurgistes.

A la fois, soucieux de ne pas contrarier Sauckel et effrayé par

des recoupements accablants, elle le jeune Georges Marchais ? Tout et le contraire de tout ne peut-il pas, trente-cinq ans après, être dit d'une époque aussi confuse que celle de l'occupation du pouvoir, des pouvoirs politiques qui s'encastraient alors ?

Des « fuites »

Le recours à la seule notion de Service du travail obligatoire (instauré le 16 février 1943) pour qualifier de « volontaires » les départs antérieurs est en soi sommaire (voir, d'autre part, l'article de M. Marchais, paru dans le numéro de mars 1973 de « la Nation socialiste », sous le titre « Les documents administratifs falsifiés »).

Repris à Stuttgart après une tentative d'évasion, M. Marchais regagne la France en mai 1943 après avoir fait croire au décès de sa fille (en réalité sa nièce). Après avoir indiqué comment il est parvenu à ne pas repagner son poste en Allemagne et avoir réaffirmé : « Je me considère comme une victime du nazisme, du gouvernement de l'époque et de ceux qui n'ont pas permis à la France de résister », le secrétaire général du P.C.F. en vient à un essai d'explication de l'affaire.

« Pourquoi, en 1942, a-t-on fait croire à Georges Marchais ? Pourquoi, en 1949, on ne parait pas de Georges Marchais ? Il n'avait pas les responsabilités politiques qu'il allait avoir par la suite (...). C'est seulement à partir de 1949 que j'ai accédé à des responsabilités dans le parti (...). En 1969, j'ai été élu secrétaire général adjoint. C'est à partir de là qu'on a commencé à me faire cette campagne infâme visant à porter atteinte à mon honneur (...). Pendant des années et des années j'ai laissé faire. Lorsque, en 1973, j'ai découvert la campagne de faussetés, on a sorti ces documents falsifiés pour essayer d'accréditer l'idée que j'avais été volontaire, j'ai considéré qu'il était de mon devoir de porter plainte. »

Une multiplication de détails

Pour les deux prévenus et leurs avocats, la cause est claire et l'évidence contraire : M. Marchais est parti avant l'instauration du travail obligatoire (S.T.O.), son départ ne peut être que volontaire, le versement d'une indemnité d'équipement l'atteste. M. Marchais travaillait d'ailleurs dans une usine allemande et ne pouvait, de ce fait, être requis. Cette multiplication de détails et

la menace de réquisition générale de la main-d'œuvre brandie par ce dernier, Pierre Laval inventa la « relève » (22 juin 1942) : pour trois départs en Allemagne, un prisonnier serait renvoyé en France.

Après l'échec de la relève (douze mille départs volontaires en juin 1942, vingt-trois mille en juillet), l'administration du Reich demanda à la France de trouver des ouvriers à tout prix. On en utilisait le contingent.

A ce moment, des avantages substantiels sont accordés à ceux qui acceptent encore de partir au titre de la relève. M. Marchais n'en a pas bénéficié. Cette différence de traitement tend à infirmer la thèse des adversaires de M. Marchais, bien que leurs défenseurs aient pu invoquer que ce dernier était bien dans cette catégorie de volontaires. Dès le mois de septembre 1942, la contrainte, directe ou non, l'a emporté sur les entreprises de propagande patriotique, pour faire partir en Allemagne les ouvriers français. M. Marchais est parti en décembre de cette même année.

Le 14 janvier 1943, le gauleiter Sauckel exige une nouvelle campagne, qui amènerait en Allemagne cent cinquante mille spécialistes et cent mille manœuvres. Le 18 février 1943 est institué le service du travail obligatoire, qui mobilise tous les jeunes gens nés en 1920, 1921 et 1922. — M. K.

de recoupements accablants, elle le jeune Georges Marchais ? Tout et le contraire de tout ne peut-il pas, trente-cinq ans après, être dit d'une époque aussi confuse que celle de l'occupation du pouvoir, des pouvoirs politiques qui s'encastraient alors ?

Le recours à la seule notion de Service du travail obligatoire (instauré le 16 février 1943) pour qualifier de « volontaires » les départs antérieurs est en soi sommaire (voir, d'autre part, l'article de M. Marchais, paru dans le numéro de mars 1973 de « la Nation socialiste », sous le titre « Les documents administratifs falsifiés »).

Repris à Stuttgart après une tentative d'évasion, M. Marchais regagne la France en mai 1943 après avoir fait croire au décès de sa fille (en réalité sa nièce). Après avoir indiqué comment il est parvenu à ne pas repagner son poste en Allemagne et avoir réaffirmé : « Je me considère comme une victime du nazisme, du gouvernement de l'époque et de ceux qui n'ont pas permis à la France de résister », le secrétaire général du P.C.F. en vient à un essai d'explication de l'affaire.

« Pourquoi, en 1942, a-t-on fait croire à Georges Marchais ? Pourquoi, en 1949, on ne parait pas de Georges Marchais ? Il n'avait pas les responsabilités politiques qu'il allait avoir par la suite (...). C'est seulement à partir de 1949 que j'ai accédé à des responsabilités dans le parti (...). En 1969, j'ai été élu secrétaire général adjoint. C'est à partir de là qu'on a commencé à me faire cette campagne infâme visant à porter atteinte à mon honneur (...). Pendant des années et des années j'ai laissé faire. Lorsque, en 1973, j'ai découvert la campagne de faussetés, on a sorti ces documents falsifiés pour essayer d'accréditer l'idée que j'avais été volontaire, j'ai considéré qu'il était de mon devoir de porter plainte. »

Faits et jugements

Procès en diffamation à propos des Dossiers noirs du racisme dans le midi de la France

MM. Alain Dugrand, journaliste à Libération, et Jean-François Pannan, collaborateur de la Marseillaise, et M. Jean Disler et François Noël Bernard, tous quatre co-auteurs du livre « Dossiers noirs du racisme dans le midi de la France », ainsi que M. Paul Pannan, directeur général des Editions du Seuil, ont comparu, le 29 septembre, devant le tribunal correctionnel de Montpellier sur plainte en diffamation de M. François Chabessier. Ce dernier avait été acquitté, le 26 mai dernier, par la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques, du chef de « complicité de sédition » exploitée de l'ouvrage « Dossiers noirs du racisme », après un attentat commis en juin 1975 contre un restaurant de Bayonne exploité par le frère d'un dirigeant du parti. Dans le livre, les prévenus affirment que M. Chabessier était complice de cet attentat et qu'il appartenait au milieu du racisme.

Le jugement sera rendu le 31 octobre.

MM. Pannan et Dugrand ont protesté contre la violation des droits de la défense et le fait qu'ils ont été jugés sans le droit de contradiction prévu par la loi en leur faveur.

Condamnation d'un militant d'un groupe terroriste suisse. M. Raymond Birgin, un Lorrain âgé de trente et un ans, accusé d'avoir participé en 1971 et 1972 à deux vols d'explosifs à Zurich pour le compte d'un groupe terroriste, a été condamné, jeudi 29 septembre, à quatre ans d'emprisonnement avec sursis, ainsi que par la cour d'assises de la Moselle, à Metz.

La défense a plaidé l'acquiescement en raison du manque de preuves et de l'absence de témoins à charge au procès, mais les jurés ont suivi la réquisition de l'accusation pour lequel il convenait de « réprimer sévèrement un membre du terrorisme international ».

Les « exécutés » de l'E.N.M.

Le Syndicat de la magistrature a réuni une conférence de presse, jeudi 29 septembre, au palais de la justice (14^e arr.). Dans un premier temps, le Syndicat s'est élevé contre les procédures employées pour la répression des « exécutés » de l'E.N.M. (Nouveaux Éléments du Mouvement), notamment l'annulation opérée par le ministère de la Justice de la démission de M. Marchais, le délit de séquestration et le comportement caractérisé par le fait que les faits étaient matériellement exacts, mais qu'ils n'étaient pas juridiquement exacts.

Le conseil d'administration de Paris-Nanterre a débattu lundi 26 septembre de la situation de M. Guillaume Muisant, à qui il est reproché par le ministère de la Justice d'avoir participé à une action de séquestration. Le conseil d'administration a décidé de ne pas reconnaître que les faits étaient matériels, mais qu'ils n'étaient pas juridiquement exacts.

Examinant ensuite les questions soulevées par le récent projet de loi sur le secret de l'instruction, le Syndicat de la magistrature a souligné que ce texte « est dirigé à la fois contre le juge d'instruction, qui voit ses pouvoirs diminués au profit de ceux du procureur, et contre la presse, qui risque d'être tentée à une information officielle contrôlée par le parquet ».

Interpol a besoin d'argent. — L'Interpol a besoin d'une augmentation substantielle de ses ressources, afin de pouvoir faire face à la mondialisation de la criminalité, a déclaré mercredi 28 septembre à Edinbourg (Ecosse), M. Jean Népoté, secrétaire général de l'Organisation internationale de police criminelle. Interpol souhaite notamment se doter d'un ordinateur, qui serait installé au siège de l'Organisation, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). M. Népoté s'est également déclaré favorable à une humanisation des législations en matière criminelle dans les pays membres d'Interpol et des conventions de coopération de la législation grâce aux professionnels du crime sont traités d'une façon trop indolente. — (A.F.P.)

A NICE

Le Palais de la Méditerranée fermerait dans un mois pour une «réorganisation complète»

De notre correspondant régional

Nice. — Selon certaines informations dignes de foi, l'administration actuelle du Palais de la Méditerranée, à Nice, pourrait être amenée à fermer prochainement l'établissement afin de procéder à une «réorganisation complète». La réouverture serait envisagée dans le courant du mois de janvier. Les nouveaux dirigeants du Palais n'ont d'ailleurs toujours pas sollicité auprès du ministre de l'Intérieur le renouvellement de l'autorisation de jeux, laquelle expire le 31 octobre.

Le Palais de la Méditerranée, propriété de l'ensemble immobilier dans lequel est exploité le Palais de la Méditerranée, a d'autre part réuni son assemblée générale ordinaire le jeudi 29 septembre. M. Jean-Dominique Fratton, président-directeur général du casino Ruhl, qui est assuré d'obtenir le contrôle du Palais de la Méditerranée le 30 juin dernier, en est devenu actionnaire, de même que deux de ses collaborateurs, MM. Joseph Fadim et Henry Garabedian, qui ont été élus au conseil d'administration, en remplacement de la mère et des frères de l'ancien président-directeur général du Palais de la Méditerranée, Mme Renée Le Roux.

D'autre part, la polémique entre M. Jacques Médecin, maire de Nice, et Mme Renée Le Roux, habitant 7, passage Rimbaud, à Paris (14^e), a été son fils à coups de couteau ce jeudi matin 29 septembre et a ensuite été de sa suite dans le volture en bordure du périphérique.

Une polémique

Une délégation du comité d'entreprise et des syndicats des employés C.G.T. et F.O. a été reçue à sa demande le jeudi 29 septembre par le préfet des Alpes-Maritimes, M. Pierre Lambertini, pour lui exposer ses plus vives inquiétudes et lui demander d'intervenir pour que les formalités administratives nécessaires à la continuation de l'activité du casino soient effectuées dans les meilleurs délais. « La fermeture de l'établissement semble désormais inévitable », a déclaré le secrétaire du comité d'entreprise, M. Messemur. La mise en place d'une gestion libre, décidée par le conseil d'administration et validée par l'assemblée générale des actionnaires le 3 septembre, demandera alors proba-

blement trois ou quatre mois, en particulier pour permettre aux nouveaux exploitants du casino d'obtenir l'agrément des autorités administratives. Mais, a précisé M. Messemur, si l'on ferme les portes du Palais le 1^{er} novembre, les employés sont réduits à occuper les locaux et à défendre leurs droits. »

Le 29 septembre, M. Médecin, âgé d'une quarantaine d'années, M. Kallia, 27 ans, habitant 7, passage Rimbaud, à Paris (14^e), a été son fils à coups de couteau ce jeudi matin 29 septembre et a ensuite été de sa suite dans le volture en bordure du périphérique.

GUY PORTE.

CUIR CENTER

Seul à Paris
100 salons cuir en exposition

commandé le matin
livré le soir

Seul Cuir Center à la puissance pour vous proposer ces 7 salons «vedette» en stock permanent

Prix Cuir Center
5.950 f.
Atlanta Le salon cuir 5 places
170x200x90/100x90

Miami Le salon cuir 5 places
200x200x77/100x78

Los Angeles Le salon cuir 5 places
200x200x77/100x78

Prix Cuir Center : 9.975 f. Prix Cuir Center : 11.500 f.

Barbès Le salon cuir 5 places
180x200x77/100x78

Dakota Le salon cuir 5 places
180x200x77/100x78

Prix Cuir Center : 11.900 f. Prix Cuir Center : 12.560 f.

Chinon Le salon cuir 5 places
200x200x77/100x78

Oxford Le salon cuir 5 places
200x200x77/100x78

Prix Cuir Center : 13.875 f. Prix Cuir Center : 14.500 f.

CUIR CENTER

176 à 182 Bd de Charonne
75020 PARIS
tel. 373.36.13
METRO : Alexandre Dumas

Nocturnes :
mardi, mercredi,
jeudi, vendredi
jusqu'à 22 h

حكايا من الازل

mettez la chance
dans votre poche avec
un
billet de la
loterie nationale

TRANCHE
DU PRIX DE L'ARC
DE TRIOMPHE

GROS LOT 3.000.000 F
TIRAGE LE 1^{er} OCTOBRE



D 25

MÉDECINE

Les « Izvestia » et le congrès de psychiatrie d'Honolulu

« Des fabrications calomnieuses... »

Sous le titre « Une entraprise malsadroite des intriguants », le quotidien moscovite « Izvestia » a publié, le 18 septembre, un commentaire sur le congrès de psychiatrie, qui s'était tenu du 28 août au 3 septembre, à Honolulu. L'envoyé spécial des « Izvestia », M. V. Kassis, consacre un long article à la campagne effrénée, qui ne reposait sur rien, menée depuis plusieurs années par certains milieux occidentaux contre la psychiatrie soviétique.

L'article rappelle que la délégation soviétique au congrès de Honolulu, « l'une des plus représentatives », avait « au préalable exprimé son désaccord avec certains points de l'ordre du jour, notamment sur le caractère tendancieux d'une séance de prétendue discussion libre (...) de fait une démonstration politique ». Parmi « les votes du congrès antipsychiatrique », M. Kassis cite celle de « Sydney Bloch, un monstre de Grande-Bretagne favorable au sionisme et connu surtout, non pas pour ses travaux scientifiques, mais par sa façon de dénigrer les faits et par ses fabrications calomnieuses ». (Le docteur Bloch a publié récemment, en Grande-Bretagne, avec M. Peter Reddaway, aux éditions Gollancz, à Londres, un livre sur les abus de la psychiatrie en U.R.S.S., préfacé par M. Vladimir Boukovsky.)

M. Kassis constate que la résolution britannique n'a été adoptée par le congrès qu'à deux voix de majorité; il la qualifie de « provocatoire », mais ne dit pas quelle contenait la condamnation de l'U.R.S.S. pour utilisation de la psychiatrie à des fins politiques.

Il affirme que « la délégation soviétique avait présenté son texte de résolution sur le caractère inadmissible de l'utilisation de méthodes mentales en vue d'une propagande politique destinée à semer la méfiance et l'antipathie entre les peuples et les États, et appelaient les psychiatres de différents pays, en cas d'émigration de malades mentaux dans d'autres pays, pour telle ou telle raison, à accorder à ces personnes l'aide médicale indispensable. On a même refusé d'examiner cette motion ». Malgré ces « manœuvres antisoviétiques », M. Kassis constate, avec satisfaction, qu'un « comité directeur de ladite section ».

M. Kassis affirme qu'à Honolulu « il y avait, à côté de véritables médecins psychiatres, des criminels de droit commun et des personnes ne jouissant pas de toutes leurs facultés mentales, dont on avait loué les services et qui avaient été amenés à Hawaï pour créer une atmosphère malsaine au congrès. (...) Quels intérêts nationaux représentaient-ils au congrès? Et aux frais de qui ces individus voyageaient-ils par avion? (...) Et de quel droit moral les autorités locales ont-elles mis à la disposition d'éléments criminels, des locaux pour tenir une conférence de presse provocatrice, dans le bâtiment de l'instance administrative la plus haute d'Hawaï? ».

« Secret médical et presse ouverte »

Puis M. Kassis se plaint que les délégations occidentales aient eu le front de distribuer des tracts, des brochures et d'autres appels de « criminels de droit commun et de dissidents » et s'interroge sur leur financement. « Et comment comprendre, s'étonne M. Kassis, la proposition de la délégation américaine de créer un comité prétendument « spécial », création originale en une « ingérence politique dans les affaires intérieures des associations nationales de psychiatrie? » (La proposition américaine concernait la création d'une commission d'enquête sur les abus de la psychiatrie à des fins politiques).

« Comme l'ont dit les savants

soviétiques, les personnes qui avaient été en traitement dans nos hôpitaux psychiatriques et qui ensuite, pour telle ou telle raison, étaient parties pour l'étranger, se sont de nouveau retrouvées dans des cliniques psychiatriques », affirme sérieusement M. Kassis. (Une affirmation semblable du psychiatre soviétique Nadjarov concernant M. Victor Fainberg publiée dans le Morning Star de Londres a coûté des dommages et intérêts au quotidien britannique.) Malgré cela, M. Kassis évoque l'utilisation par la propagande occidentale de « malades mentaux criminels de droit commun, de V. Fainberg à V. Boukovsky et du même L. Plouchich (...) présentés avec insistance comme des contestataires sans d'esprit (...) Toutes ces falsifications pourraient être aisément démenties par la publication de leur dossier médical (...)

mais nos savants estiment que leur publication dans la presse ouverte (sic) violerait le secret médical ».

En conclusion, M. Kassis constate que le « congrès de Honolulu a montré qu'il n'est pas de l'intérêt de certains de reconnaître les succès de la psychiatrie soviétique, à la lumière desquels le contraste est trop grand avec la difficile situation des malades dans les pays du capital ». Et il estime regrettable « que certains savants, succombant à une faiblesse passagère ou à l'agitation incessante du lobby pro-sioniste du congrès, aient participé à des intrigues politiques planifiées à l'avance ».

Nous publions ci-dessous la réponse à cet article que nous a fait tenir M. Cyrille Koupernik, membre du comité des psychiatres français contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques.

ENTRE LA LITOTE ET LA DIFFAMATION

L'article de M. Kassis oscille perpétuellement entre la litote et la diffamation, en passant par des explosions d'antisémitisme de sinistre augure. Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que l'immense majorité des dissidents ne sont pas juifs; ce n'est pas la raison pour laquelle le docteur Sydney Bloch a pris leur défense. En fait, ce que le journaliste soviétique essaie de présenter comme une scandaleuse ingérence dans les affaires d'un État souverain n'est que la légitime réaction des membres d'une profession menacée d'effacement.

Il est tout aussi peu fondé d'accuser l'Association mondiale de psychiatrie d'être à la dévotion de ceux qui voulaient « faire d'un forum scientifique le champ d'arbitraire d'insinuations politiques malpropres, d'intrigues et de calomnie contre l'U.R.S.S. ». Le précédent bureau de cette association a fait ce qu'il a pu pour éviter cette clarification d'une situation ambiguë; il a proposé un texte parfaitement équilibré dit « code d'Hawaï » et qui voyait le poison.

Il est facile d'accuser les délégués étrangers de ne pas produire d'expertises quand on n'a jamais accordé aucune attention à la demande de communication de dossiers; en fait, le comité des psychiatres français contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques avait adressé, le 27 avril 1976, une lettre aux professeurs

Snejnevsky et Morozov, demandant communication du dossier de M. Plouchich. Copie de cette lettre avait été transmise à l'ambassade d'U.R.S.S. Aucune réponse.

Il est facile de prétendre que la distribution de brochures au congrès d'Honolulu avait été financée par des sources louches. En ce qui concerne les brochures du comité français, l'argent a été collecté auprès des psychiatres français eux-mêmes.

Il est, en revanche, prudent de mentionner que les personnes qui étaient en traitement dans nos hôpitaux sont parties pour l'étranger « pour telle ou telle raison » (c'est nous qui soulignons). N'est-il pas étrange de voir M. Boukovsky, qualifié de criminel de droit commun, échangé contre le secrétaire du parti communiste chilien, M. Corvalan?

L'article suggère que l'Ouest qui accorde l'abri à ces psychopathes criminels devrait leur assurer les soins qui nécessitent leur état. En d'autres termes, qu'ils internés dans des hôpitaux-prisons. Nous n'avons pas éprouvé le besoin d'expertiser Gorbanevskiy, Plouchich ou Boukovsky. Nous les admettons pour leur courage; ils sont, dans un monde trouble, les porte-parole de la dignité humaine. Les témoins de la liberté.

DOCTEUR
CYRILLE KOUERNIK.

**Vous cherchez un canapé
en cuir sauvage
ou une tasse à thé à fleurs?**

ROCHE-BOBOIS

Chez Roche-Bobois, vous pouvez installer votre maison de A à Z, que vous cherchiez des éléments de rangement, une litho, un patchwork, un canapé ou un service à thé.

Alors, samedi, venez nous voir. Nous vous conseillerons pour choisir un meuble, coordonner des tissus, harmoniser des couleurs, créer une ambiance. C'est notre métier.

A Paris et en banlieue, Athis-Mons, 37 route de Fontainebleau - Bourg-la-Reine, 72 bd du Mal Joffre - Melun, 2 rue St-Etienne - St-Germain-Laye, 98 rue Léon Dösoyer - Versailles, 6 rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.

**Vous vivez dans 40 m²,
ou vous venez d'emménager
dans un 5 pièces?**

ROCHE-BOBOIS

Chez Roche-Bobois vous rencontrerez des gens qui connaissent leur métier et qui sont là pour vous conseiller.

Vous cherchez une idée de cadeau, vous

hésitez entre deux modèles de canapés, ou vous avez toute une ambiance à créer. Roche-Bobois est là. Venez samedi, vous en assurer vous-même.

A Paris, 10 à 18, rue de Lyon - 92-98, bd de Sébastopol - 197-207, bd St-Germain 52, avenue de la Grande Armée et dans toutes les grandes villes de France.

**BLOUSONS
PEAU** un choix
véritablement extraordinaire
Daim-Service
123, RUE SAINT-LAZARE
(Face gare) 387-45-22

Sciences Po.
• Préparation «Parallèle»
• Préparation «Plén Temp»
IPEC
46, bd Saint-Michel
633.81.23 / 033.45.87
Enseignement Supérieur Privé

LENTILLES DE CONTACT:
des millions d'utilisateurs conquis.
Pourquoi pas vous?

Ne dites plus "je n'ose pas": des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adapté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi": chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir?": chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél.: 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

**Vous installez une chambre
de petite fille modèle
ou celle d'un petit diable?**

ROCHE-BOBOIS

Chez Roche-Bobois, il y a toutes les chambres dont les parents rêvent pour leurs enfants, des chambres très simples, très pratiques et très astucieuses en bois naturel.

Et pour personnaliser ces chambres, on trouve aussi des tissus, des moquettes et des papiers peints clairs et gais, charmants et pas fragiles. Venez les découvrir samedi.

A Paris, 92-98, bd de Sébastopol - 10 à 18, rue de Lyon - 197-207, bd St-Germain 52, avenue de la Grande Armée et dans toutes les grandes villes de France.

MAISON
MOBILIER
DECORATION
CUIR
BOIS
TAPIS

1-16 Octobre 1977

M. GISCARD D'ESTAING AUX ENTRETIENS DE BICHAT

La maîtrise de la dépense est la condition du progrès en matière de santé

déclare le chef de l'État

M. Giscard d'Estaing a commenté, le jeudi 29 septembre, aux Entretiens de Bichat, ses vues sur la politique de santé, sur son évolution depuis trente ans, ses orientations pour la décennie prochaine et sur la nécessité d'en maîtriser les coûts.

Parlant devant deux mille médecins, il s'adressait en réalité à l'ensemble de la population, qui place les problèmes de santé au premier rang de ses préoccupations.

En venant participer aux Entretiens de Bichat, a déclaré le président de la République, « j'ai voulu rendre un double témoignage : d'abord aux fondateurs et aux organisateurs de ces Entretiens (...). Ensuite à la qualité de la médecine française. La santé, a ajouté le chef de l'État, est pour les pouvoirs publics une préoccupation primordiale, pour deux raisons. D'abord parce que « la santé est la condition du progrès économique et social », d'autre part,

parce que dans une société « axée sur la satisfaction des aspirations individuelles, la santé, qui est la première de ces aspirations, constitue une préoccupation collective ».

Notant « l'immense contribution de l'État de santé de la population française observée depuis quelques décennies », M. Valéry Giscard d'Estaing a rappelé que l'allongement de la vie humaine, la baisse de la mortalité infantile (de 20 à 125 pour 1000 entre 1958 et 1976) et de la mortalité périnatale (de 28 à 17 pour 1000 au cours de la même période) avaient permis de prendre la mesure des progrès médicaux. « Le plus modeste de nos concitoyens est aujourd'hui mieux soigné, et a l'espoir de vivre plus longtemps et de souffrir moins qu'un millénaire en France ou du siècle passé. (...) Mais il s'en faut que la limite des améliorations possibles ait été atteinte. Il faut donc continuer à accomplir sous l'angle de la recherche, du système de soins et de l'économie de la santé. »

Malgré les difficultés économiques que nous connaissons, a-t-il déclaré, le chef de l'État, « j'ai tenu à donner à la recherche biomédicale une priorité qui n'est jamais démentie au cours des années récentes. (...) Je suis décidé à assurer pour l'avenir à cette recherche les conditions d'un développement régulier et rapide, à l'abri des aléas de la conjoncture ». « Il faut, a-t-il ajouté, le président de la République, entreprendre l'effort à la fois scientifique et technique, et renforcer notre action dans les grands secteurs de pathologie, comme par exemple la biologie du cancer et la santé mentale. Parallèlement, un effort particulier doit être fait pour faciliter la publication de ces travaux. »

M. Giscard d'Estaing a noté ensuite que la formation continue des médecins est aujourd'hui « une préoccupation majeure ». Certes, a-t-il indiqué, les pouvoirs publics sont-ils très peu intervenus dans ce domaine. « Mais l'État et, j'en suis sûr, les organismes d'assurance-maladie sont prêts à vous

déclarer le chef de l'État, « j'ai tenu à donner à la recherche biomédicale une priorité qui n'est jamais démentie au cours des années récentes. (...) Je suis décidé à assurer pour l'avenir à cette recherche les conditions d'un développement régulier et rapide, à l'abri des aléas de la conjoncture ». « Il faut, a-t-il ajouté, le président de la République, entreprendre l'effort à la fois scientifique et technique, et renforcer notre action dans les grands secteurs de pathologie, comme par exemple la biologie du cancer et la santé mentale. Parallèlement, un effort particulier doit être fait pour faciliter la publication de ces travaux. »

M. Giscard d'Estaing a noté ensuite que la formation continue des médecins est aujourd'hui « une préoccupation majeure ». Certes, a-t-il indiqué, les pouvoirs publics sont-ils très peu intervenus dans ce domaine. « Mais l'État et, j'en suis sûr, les organismes d'assurance-maladie sont prêts à vous

M. Giscard d'Estaing a noté ensuite que la formation continue des médecins est aujourd'hui « une préoccupation majeure ». Certes, a-t-il indiqué, les pouvoirs publics sont-ils très peu intervenus dans ce domaine. « Mais l'État et, j'en suis sûr, les organismes d'assurance-maladie sont prêts à vous

apporter leur aide et vous la demandez. »

Le président de la République s'est déclaré attaché à la diversité des conditions d'exercice de la profession médicale : « Exercice libéral du médecin de ville, isolé ou associé à d'autres confrères, ou exercice salarié, s'agissant, par exemple, de la médecine hospitalière ou de la médecine du travail. Toutes ces modalités sont de qualité. » Ce pluralisme sera exalté comme l'une des grandes originalités du système de santé français. « Cela, qui nous paraît naturel, ne l'est pas de tous les pays. La France est en effet le seul pays au monde qui soit parvenu à concilier l'exercice de la médecine et la socialisation de son coût. » Cette « conquête précieuse » repose en particulier sur le système conventionnel, qui permet de préserver la qualité de l'acte médical et d'assurer un haut niveau de remboursement. C'est pourquoi il doit être « impérativement sauvegardé ». Mais le président a, à l'occasion de ces travaux, rendu hommage aux efforts de Mme S.

L'hôpital, a-t-il noté, est le chef de l'État, « est resté trop longtemps une citadelle, il doit ouvrir vers l'extérieur (...). L'hôpital n'appartient pas aux seuls médecins hospitaliers, si grandes soient leurs capacités, mais à tous les médecins. »

Parlant ensuite des cliniques privées, « qui ont su, elles aussi, s'équiper pour jouer pleinement leur rôle d'établissement complémentaire », M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Leur existence est parfois contestée. Elles me paraissent cependant remplir un rôle indispensable. Elles ont, d'abord, la condition de l'exercice diversifié de la profession médicale. Sans cliniques privées, l'exercice libéral n'aurait guère chance de survivre. Et la coexistence du secteur privé et du secteur public crée souvent une saine émulation. La nécessité d'améliorer les conditions d'accueil et de séjour dans certains hôpitaux curés sans doute par moins pressants que les cliniques privées n'avaient pas cessé. »

Des soins pour tous

Mais l'amélioration du système de soins, a encore noté le président de la République, « n'a pas été la seule préoccupation. Les soins ne peuvent y accéder, quelle que soient leurs ressources. Aujourd'hui, 88 % des Français sont couverts par la Sécurité sociale. J'ai demandé au ministre de la Santé de présenter prochainement au gouvernement un projet de loi tendant à la sécurité

monne Vell pour étendre le système conventionnel aux autres professions de santé en insistant sur l'importance de « climat d'entente » nécessaire au plein épanouissement d'un tel système.

Il a ensuite reconnu « la place du médecin généraliste au centre de notre système de santé » et insisté sur la « nécessité d'encourager les jeunes médecins à choisir cette voie ».

Mais il s'est déclaré favorable au « contrôle attentif du nombre et de l'implantation géographique des médecins français », en soulignant que ces problèmes soient abordés avec les syndicats représentatifs de la profession médicale.

Abordant le domaine de l'hospitalisation, le président de la République a noté, pour ce qui concerne les établissements publics, les très importants progrès réalisés : « L'humanisation des hôpitaux, a-t-il dit, que j'ai personnellement encouragé, se poursuit. La suppression des lits sera achevée en 1981. A cela, a-t-il ajouté, M. Giscard d'Estaing, la quelle option peuvent avoir les hôpitaux les malades entassés dans certaines consultations externes, qui attendent pendant des heures que vienne leur tour ? (...) »

L'hôpital, a-t-il noté, est le chef de l'État, « est resté trop longtemps une citadelle, il doit ouvrir vers l'extérieur (...). L'hôpital n'appartient pas aux seuls médecins hospitaliers, si grandes soient leurs capacités, mais à tous les médecins. »

Parlant ensuite des cliniques privées, « qui ont su, elles aussi, s'équiper pour jouer pleinement leur rôle d'établissement complémentaire », M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Leur existence est parfois contestée. Elles me paraissent cependant remplir un rôle indispensable. Elles ont, d'abord, la condition de l'exercice diversifié de la profession médicale. Sans cliniques privées, l'exercice libéral n'aurait guère chance de survivre. Et la coexistence du secteur privé et du secteur public crée souvent une saine émulation. La nécessité d'améliorer les conditions d'accueil et de séjour dans certains hôpitaux curés sans doute par moins pressants que les cliniques privées n'avaient pas cessé. »

Des soins pour tous

Mais l'amélioration du système de soins, a encore noté le président de la République, « n'a pas été la seule préoccupation. Les soins ne peuvent y accéder, quelle que soient leurs ressources. Aujourd'hui, 88 % des Français sont couverts par la Sécurité sociale. J'ai demandé au ministre de la Santé de présenter prochainement au gouvernement un projet de loi tendant à la sécurité

social aux dernières catégories non encore couvertes, a-t-il déclaré. Les mesures, a-t-il ajouté, le chef de l'État, « sont en préparation, qui intéressent tous les Français. Le ministre de la Santé proposera au gouvernement une modification de la loi relative aux soins dentaires à partir du 1^{er} janvier 1978. Je lui ai donné également mon accord pour que dans un domaine que je juge essentiel, celui de la maternité, la couverture des dépenses entraînées par les grossesses, par l'hospitalisation des prématurés et par les soins de la stérilité sera améliorée. Le congrès de maternité sera allongé. »

Mais, a conclu M. Giscard d'Estaing, ces mesures ne pourront être entreprises que « grâce à une meilleure maîtrise des coûts ». La progression rapide de la consommation médicale, « qui est une loi de notre époque », « ne doit pas conduire à une attitude défensive de la part des pouvoirs publics. (...) La part des ressources qu'une société est disposée à consacrer à la santé n'est pas une loi de notre époque, mais elle n'est pas non plus immuable. Il faut avoir présente à l'esprit la notion que « la maîtrise des coûts est la condition du progrès, mais sa condition même ». La relative maîtrise des coûts, a-t-il noté, a été obtenue en 1977 sans que la qualité des soins ait eu à souffrir, ce qui prouve qu'il est possible de « faire progresser la médecine dans un contexte nouveau ».

La lutte contre l'alcoolisme

Le président de la République a encore noté : « Soigner n'est pas tout, prévenir n'est pas moins indispensable. » Analysant les raisons économiques, techniques, psychologiques et sociales pour lesquelles la politique de prévention n'a pas été pleinement développée, M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'aujourd'hui « l'éthique n'est pas permise » et que diverses actions (contre le tabac, la drogue, pour une meilleure hygiène alimentaire) ont déjà été entreprises ou sont prévues.

Cependant, a conclu le chef de l'État, il est un fléau, l'alcoolisme, qui doit requérir toute notre attention. En effet, « il n'est pas digne d'une nation évoluée de se résigner indéfiniment à subir l'impact dévastateur de ce fléau. (...) Je suis sûr que les pouvoirs publics, sans sous-estimer l'ampleur des difficultés que devrait surmonter une action efficace, ne se résignent pas. »

J'ai demandé au gouvernement de présenter, dans cet esprit, un programme d'action couvrant la décennie 1978-1988 ».

La « table ronde » interrompue

La « table ronde » des Entretiens de Bichat, au cours de laquelle le président de la République est intervenu, était consacrée aux « coûts de la santé ». Elle réunissait autour du professeur J.-P. Elieuvre, doyen de l'U.E.R. de Biologie et ancien président de la commission de la santé et de l'assurance-maladie, Mme M. Fardoux, professeur d'économie de la santé à l'université Paris-Tobias, le professeur C. Béraud, chef de service de gastro-entérologie à Bordeaux, le professeur J.-C. Sourin, médecin chef de la Caisse nationale d'assurance-maladie, le professeur René, président du conseil départemental de l'Ordre des médecins de Paris, et le docteur Doumenq, médecin généraliste dans la banlieue parisienne.

Dans la salle, on attendait plus le président de la République qu'une leçon d'économie de la santé, de telle sorte que le débat et la qualité des présentations soient véritablement restées au-delà de l'intérêt d'une partie de l'auditoire.

Il fut question de la persistance des inégalités d'accès aux soins, qui se traduit, en particulier, par d'importantes variations dans l'espérance de vie, selon les catégories socio-professionnelles et selon les régions.

Il fut aussi question de la tarification actuelle, qui incite aux dépenses, car elle ne tient pas compte des besoins réels. Il existe, par exemple, d'importantes différences de coûts (pour une même maladie, à un même stade du guérison) qui sont fonction de la filière de soins proposée au malade.

Il fut enfin question de la responsabilité, très partagée, des médecins dans la crise inflationniste des dépenses de santé.

Le contrôle des activités médicales fut présenté comme une nécessité, s'inscrivant dans une

L'incitation ou la contrainte ?

L'affirmation du chef de l'État selon laquelle le progrès de la santé est l'une des conditions du progrès économique et social a deviné rassurer tous ceux qui, depuis des années, s'efforcent de voir de plus en plus de la France, que les efforts accomplis en ce sens ne peuvent être quantifiés selon les lois habituelles des évaluations de profits et de coûts.

Les chercheurs, dont l'enthousiasme et l'inquiétude sont grandes, ne pourraient que se réjouir de la perspective selon laquelle « la recherche biomédicale connaît un développement régulier et rapide à l'abri des aléas de la conjoncture » ; mais ils savent qu'il est, des promesses aux actes, une marge rarement franchie et que des centaines d'entre eux attendent toujours leur titularisation ou leurs moyens de travailler. Et le retard presque irréparable qu'a pris la France dans le domaine des maladies mentales et de la biologie cérébrale pourrât-il être rattrapé par la volonté d'un chef d'État ?

Les médecins venus, à leurs côtés, aux Entretiens de Bichat, ont bien senti que les pouvoirs publics ne pourraient être organisés (et publiés) sans l'aide de l'industrie pharmaceutique ne manquera pas de se réjouir. L'État est, enfin, prêt à soutenir l'enseignement post-universitaire, abandonné depuis toujours aux vagues initiatives des uns ou des autres.

Le président de la République souligne son attachement au système hybride, original qu'est celui de la France, marqué par une conciliation unique entre « la socialisation des coûts et l'exercice libéral », marqué aussi par le système conventionnel auquel elle s'attache.

Les et de la biologie cérébrale pourrât-il être rattrapé par la volonté d'un chef d'État ?

Les médecins venus, à leurs côtés, aux Entretiens de Bichat, ont bien senti que les pouvoirs publics ne pourraient être organisés (et publiés) sans l'aide de l'industrie pharmaceutique ne manquera pas de se réjouir. L'État est, enfin, prêt à soutenir l'enseignement post-universitaire, abandonné depuis toujours aux vagues initiatives des uns ou des autres.

Le président de la République souligne son attachement au système hybride, original qu'est celui de la France, marqué par une conciliation unique entre « la socialisation des coûts et l'exercice libéral », marqué aussi par le système conventionnel auquel elle s'attache.

Les et de la biologie cérébrale pourrât-il être rattrapé par la volonté d'un chef d'État ?

Les médecins venus, à leurs côtés, aux Entretiens de Bichat, ont bien senti que les pouvoirs publics ne pourraient être organisés (et publiés) sans l'aide de l'industrie pharmaceutique ne manquera pas de se réjouir. L'État est, enfin, prêt à soutenir l'enseignement post-universitaire, abandonné depuis toujours aux vagues initiatives des uns ou des autres.

ralent se charger de cette tâche éducative et préventive.

La mise en garde contre les actions préventives non sélectives, et dont l'efficacité ne serait pas reconnue, « vise les « bilans de santé », inutilisés, trompeurs et coûteux que nombre de médecins mal conseillés réclament ici ou là à grands cris.

M. Giscard d'Estaing a noté ensuite que la formation continue des médecins est aujourd'hui « une préoccupation majeure ». Certes, a-t-il indiqué, les pouvoirs publics sont-ils très peu intervenus dans ce domaine. « Mais l'État et, j'en suis sûr, les organismes d'assurance-maladie sont prêts à vous

M. Giscard d'Estaing a noté ensuite que la formation continue des médecins est aujourd'hui « une préoccupation majeure ». Certes, a-t-il indiqué, les pouvoirs publics sont-ils très peu intervenus dans ce domaine. « Mais l'État et, j'en suis sûr, les organismes d'assurance-maladie sont prêts à vous

part la plus importante, et de loin, des gaspillages de l'assurance-maladie. M. Giscard d'Estaing, au moment même où il se trouve des groupes parlementaires pour réclamer le rétablissement du privilège des bouillottes de crasse et de ce sujet particulièrement sensible, le programme d'action demandé au gouvernement permet d'espérer que les publications plus contenir en toute sécurité la jeunesse française.

L'industrie du médicament est la grande absente de ce discours dont le thème essentiel est « l'égalité devant la santé ». Les pharmaciens et les fabricants de produits pharmaceutiques ne connaissent donc pas la place que leur assigne le chef de l'État dans le système de santé pluraliste mais équilibré qu'il défend et qui concilie l'exercice libéral et la socialisation des coûts. Les termes qui ne conviennent ni l'un ni l'autre à cette industrie particulière.

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Environ 2 % de la population doit le céler.

LE P.S. VEUT RÉDUIRE LA PLACE DE L'HÔPITAL DANS LE SYSTÈME DE SOINS

« Le parti socialiste a la volonté de présenter en matière de santé des propositions concrètes et opérationnelles qui prolongent les options un peu générales du programme commun », a déclaré M. Jacques Antoine Gau, député socialiste de l'Isère et délégué national du P.S. à la santé, en présentant à Paris, mercredi 28 septembre, les grandes lignes du rapport sur la politique de santé que le comité directeur du parti socialiste doit examiner le 5 novembre prochain. Ce document définit deux objectifs prioritaires : le réajustement de la médecine préventive et de la médecine curative, et la volonté de réduire la place de l'hôpital dans le système de soins.

Mais, selon M. Gau, « le paiement à l'acte ne permet pas d'établir une médecine réellement différente, plus lente et plus globale, et il importe de réfléchir sur de nouvelles formes d'exercice de la médecine ». Le rapport socialiste souligne la nécessité de faire des centres de santé intégrés pluridisciplinaires, où les médecins seraient salariés, et le véritable pivot du système de soins. Une telle politique, a souligné M. Gau, ne sera possible qu'en laissant une grande place à l'initiative des usagers, des collectivités locales et des médecins eux-mêmes.

Le parti socialiste préconise, aussi, la création d'un office national de la recherche et de l'information médicales, la suppression de l'ordre des médecins, une modification des structures hospitalières ainsi qu'une profonde réforme de la Sécurité sociale et la revalorisation très sensible des traitements de tous les corps de médecine préventive.

Le parti socialiste a la volonté de présenter en matière de santé des propositions concrètes et opérationnelles qui prolongent les options un peu générales du programme commun », a déclaré M. Jacques Antoine Gau, député socialiste de l'Isère et délégué national du P.S. à la santé, en présentant à Paris, mercredi 28 septembre, les grandes lignes du rapport sur la politique de santé que le comité directeur du parti socialiste doit examiner le 5 novembre prochain. Ce document définit deux objectifs prioritaires : le réajustement de la médecine préventive et de la médecine curative, et la volonté de réduire la place de l'hôpital dans le système de soins.

Mais, selon M. Gau, « le paiement à l'acte ne permet pas d'établir une médecine réellement différente, plus lente et plus globale, et il importe de réfléchir sur de nouvelles formes d'exercice de la médecine ». Le rapport socialiste souligne la nécessité de faire des centres de santé intégrés pluridisciplinaires, où les médecins seraient salariés, et le véritable pivot du système de soins. Une telle politique, a souligné M. Gau, ne sera possible qu'en laissant une grande place à l'initiative des usagers, des collectivités locales et des médecins eux-mêmes.

Le parti socialiste préconise, aussi, la création d'un office national de la recherche et de l'information médicales, la suppression de l'ordre des médecins, une modification des structures hospitalières ainsi qu'une profonde réforme de la Sécurité sociale et la revalorisation très sensible des traitements de tous les corps de médecine préventive.

SALON DU MOBILIER DE LA DÉCORATION DE LA CUISINE ET DU TAPIS

OUVERT AU PUBLIC

1^{er} - 16 Octobre 1977

PARTE DE VERSAILLES, du lundi au vendredi: 13h-22h, samedis et dimanches: 10h-20h

Le Monde

Service des Abonnements

1501 PARIS - CEDEX 10

C.C.P. 6281-23

ABONNEMENTS

3 mois 8 mois 1 an 12 mois

FRANCE - D.O.M. - E.O.M.

108 F 135 F 253 F 379 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE POSTALE

108 F 135 F 253 F 379 F

ÉTRANGER

(par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAÏS-BAS - SUISSE

125 F 150 F 265 F 390 F

II - TONKIN

125 F 150 F 265 F 390 F

Par voie aérienne

Les abonnements qui peuvent par chaque postal (tous pays) vous être bien joints en chèques à leur demande.

Changements d'adresse

Offrez ou revendez (ou aux semestres ou plus) : des abonnements à jour, leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joignez la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Vous installez une chambre de la petite fille modèle ou celle d'un petit diable?

ROCHE-BOBOIS

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Un père, une mère, une fille...

Ce sont des gens charmants, ils ont beaucoup de talent, leurs amis ont aussi et cependant cette soirée passée avec eux, avec Zizi Jeanmaire et Roland Petit, sur Antenne 2, nous a paru bien longue, bien mince, étreinte jusqu'au bâillement.

D'où vient que certains Grande Echiquiers retiennent ou découragent plus particulièrement l'attention ? Difficile à dire. Celui-ci était bien parti (1), Zizi chantait Béart, chantait Lame. On avait plaisir à la revoir. C'était la première fois depuis sa prestation à l'Opéra dans la Symphonie fantastique en 1975. Une opération nécessaire par le claquage d'un tendon l'avait ensuite éloignée de la scène. La

voilà donc revenue, morte de trac nous a-t-elle avoué, prête à affronter le public de l'Olympia. On a eu droit à deux ou trois nouveaux refrains signés Nougéro en guise d'échantillon. Il était là, cocasse ou touchant, et sa formidable présence écrasait tout, l'espace d'un instant.

Au fond, c'est peut-être cela qui nous a gagnés. Ce côté avant-première à l'endroit, avant-dernière à l'envers. Une femme, un homme, deux artistes, un père, une mère, une fille, Valentine. Ils avaient fait venir, à deux vies consacrées au music-hall, au ballet, dans un nous a montré, écran dans l'écran, des extraits filmés. Elle et lui dans

Carmen, lui en Ousimodo, elle aux bras de Nougéro et d'Alain Delon, et encore et toujours, à jamais liés sur une pellicule en noir et blanc — dommage ! — l'éclat de ses jambes, de ses dents, de ses yeux qu'éclairait, formidablement, ce merveilleux truc en plumes roses.

Où, ce qui manquait, c'est une vue un peu plus large, un peu plus dégagée, de celles que suit le bien, dans le même cadre, menager un Rubinstein, c'est une ouverture sur le monde.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) L'émulsion avait beaucoup débuté plusieurs minutes en retard à la suite d'une grève-surprise des techniciens dans les studios d'Antenne 2.

VENDREDI 30 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30, Au théâtre ce soir : « Les Filles », de J. Marsan, avec O. Maurier, M. Dudiourt, M. Delcroix.

Comment une jeune fille vertueuse est prise pour une grise et le domoie de ses parents pour une maison de tolérance, à la suite d'un léger quiproquo.

22 h. 10, Magazine : Football.

23 h. 10, Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30, Feuilles de D'Artagnan amoureux, d'après R. Nimier, adapt. J.-L. Bory, réalisation Y. André, avec N. Silberg, A. Bard.

Du meilleur cape et d'épée.

padre padrone
de gavinio ledra
chez GALLIMARD

21 h. 30, Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. (Pères d'hier, d'aujourd'hui et de demain).

Avec MM. Franz-André Burguet (Vanessa), Gérard Guégan (Père et Fils), André Wurmser (Une fille trouvée), Pierre-Jack Helias (à propos de Padre Padrone, de Gavinio Ledra), Édouard Shorter (Histoire de la famille moderne) et Mme Noëlle Loriot (Voix singulière).

22 h. 40, Journal.

22 h. 45, FILM (ciné-club) : ORDET, de C. Dreyer (1955), avec H. Malberg, E. H. Christensen, P. Lerdorf Rye, C. Kristiansen, B. Ferderspiel, A. Elisabeth. (V.O. sous-titrée, N. Rediffusion).

Dans une communauté dominicaine (protestante) travaillant par des rituels dogmatiques, une jeune femme meurt en couches et est ressuscitée par un jeu qui croit en la parole de Dieu. Une fable métaphysique poétique avec une belle simplicité humaine et en images d'une grande beauté plastique.

20 h. 30, Magazine vendredi (Faits de société) : Ils pensent pour vous, d'E. Gabey, réal. J. Fansten.

Une autoportrait en forme de parodie du rôle de l'« intellectuel » dans les mass media.

21 h. 30, Série documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire. (Le Tage), réal. C. Villardet.

22 h. 5, Journal.

FRANCE - CULTURE

20 h. 30, Émission : Vertiges, par E. Jolin ; 21 h. 30, Musique de chambre (Barok, Debussy, Mendelssohn) ; 22 h. 30, Entrées avec Jean Rostand (rediffusion) ; 23 h. 5, De la nuit ; 23 h. 55, Poésie.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30, Émission franco-allemande au Festival d'Israël 1977 : Le Chœur de la radio bavaroise, le Chœur et l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dirigés par G. Bortolotti, J. Bunkhoff, G. Reich ; 21 h. 30, Cantate « VV 80 » (Mach), symphonie de psaumes (Brahms), « L'Échelle de Jacob » (Schubert) ; 22 h. 5, Jazz ; 23 h. 10, L'autisme des compositeurs et des interprètes.

SAMEDI 1^{er} OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15, Émissions régionales ; 12 h. 30, Calsine légère ; 12 h. 45, Jeux pratiques ; 13 h. 35, Le monde de l'accordéon ; 13 h. 50, La France défigurée ; 14 h. 10, Rester donc avec nous... ; 14 h. 15, Série : L'homme qui valait 3 milliards ; 15 h. 15, Série : Les secrets de la mer Rouge (rediffusion) ; 15 h. 55, Série : Les compagnons d'Élie (rediffusion) ; 17 h. 5, Amicalement votre (rediffusion) ; 18 h. 5, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 15, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, En bien, raconte.

20 h. 30, Variétés : Numéro un (Nana Mouskouri) ; 21 h. 35, Série : Le riche et le pauvre ; 22 h. 25, Souvenirs : Un demi-siècle d'hippodromes, par L. Zitronne.

23 h. 5, Journal.

CHAÎNE II : A 2

12 h. 15, Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 30, Samedi et demi (reprise à 13 h. 15) ; 13 h. 30, Hebdéo chansons, hebdéo musiques ; 14 h. 10, Les jeux de stade ; 17 h. 10, Des animaux et des hommes ; 18 h. 5, Concours ;

La course autour du monde ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, En direct du palais Garnier : « La Coqueretella », de G. Rossini.

22 h. 10, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Téléfilm : « Histoire vraie », réal. Cl. Santelli, d'après G. de Maupassant, avec M.-Ch. Barrault et P. Mondy (rediffusion).

21 h. 35, Journal.

FRANCE - CULTURE

20 h. 30, Carte blanche, par L. Stou ; la Magicienne, de P. Delacour, Éditions L. Lemaître. Avec P. Michel, C. Piep, P. Perin ; 22 h. 5, La fugue du samedi, ou l'écriture, le rôle.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30, En direct de Berlin, le cinquième concours de chant d'orchestre ; la Fondation « Karlo » ; l'Orchestre philharmonique de Berlin, dirigé par les lauréats ; 23 h. 5, Vieilles sœurs. Roger Neumiller dirige l'Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire ; 23 h. 10, Foulon, Robert (enregistrement de 1951).

DIMANCHE 2 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15, Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15, La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Bon appétit ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 16 h. 15, Tiersé ; 16 h. 15, Viva le cirque ; 16 h. 55, Sports première ; 17 h. 30, Téléfilm : « Celui qui ne se ressemble pas », de G. Renier.

18 h. 25, Les animaux du monde ; 20 h. 30, FILM : L'ARNAQUEUSE, de P. Hall (1970), avec S. Baker, U. Andrews, D. Warner, P. Collier, T. P. McKenna.

A Londres, un employé de banque, un lord dédoublé et une centenaire, organisent un hold-up parfait.

22 h. 5, Magazine : Expressions, par M. Bruck.

23 h. 10, Journal.

CHAÎNE II : A 2

11 h. 30, La télévision des téléspectateurs en super-8 ; 12 h. 10, Toujours sourire ; 13 h. 25, Bon dimanche, avec J. Martin ; la Lorgnette ; 14 h. 20, Ces messieurs nous disent ; 15 h. 50, Série : Sur la piste des Cheyennes ; 16 h. 40, Trois petits tours ; 17 h. 15, Les Muppets ; 18 h. 10, Contre ut ; 19 h. 15, Stade 2.

20 h. 30, Variétés : Musique and Music ; 21 h. 40, Feuilles de D'Artagnan amoureux ; 22 h. 30, Les chemins de la musique : L'archet des rois, de B. Monsiegeon, réal. Y. Courson.

23 h. 10, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

10 h. Émission destinée aux travailleurs immigrés : Musique ; 16 h. 55, Reprise : Les grands fleuves, reflets de l'histoire (le Tage, déjà diffusé le 30 septembre à 21 h. 30) ; 17 h. 50, Espace musical, par J.-M. Damian ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h. 10, Hexagonal ; La

France des médecines sauvages (première partie : Guerisseurs de nos régions) ; 20 h. 5, Cheval, mon ami.

20 h. 30, L'homme en question : Jean-Christophe Averty ; 21 h. 30, Cinéma d'animation : Le Festival d'Annecy, par G. Braucourt, réal. B. Tivolle.

22 h. 20, Journal.

23 h. 30, FILM (cinéma de minuit) : PETER IBBETSON, de H. Hathaway (1935), avec G. Cooper, A. Harding, J. Halliday, I. Lupino, V. Weidner, D. Moore (v.n. sous-titr. N., rediff.).

Un homme et une femme s'aiment depuis l'enfance. Un drame les sépare à jamais.

FRANCE - CULTURE

14 h. 5, La Comédie-Française présente : Paratibiale, de B. Planch, avec M. Aumont, E. Acquaviva ; la Fugue, de F. J. Toja, J.-P. Moulinot, P. Stenno ; 16 h. 5, Concert ; 17 h. 30, Écoles de l'esprit ; 18 h. 50, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.

20 h. 30, Poésie : Roger Munier et Pierre Oster-Soussouev ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique : Les anciens mondes ont croqué en l'histoire, d'A. Orr, avec G. Barr, Amon McLean, C. Carvanech, B. Deutsch, etc. ; 23 h. 5, Black and blue ; 23 h. 50, Poésie : Marcel Batiou.

FRANCE - MUSIQUE

13 h. 45, Premier jour « J » de la musique ; 14 h. 10, La tribune des critiques de disques : « Deuxième suite pour orchestre en si mineur (Bach) » ; 17 h. 10, Le concert éponyme de Christa Ludwig ; Waxman, Blot, E. Strass, Mozart, Verdi, Schubert, Beethoven ; 19 h. 10, Musique du Moyen Âge et de la Renaissance ; 19 h. 30, Jazz vivant ; 20 h. 30, Séances musicales de Budapest 1977, en direct de l'Académie de musique de Budapest ; 21 h. 10, Pour deux pianos avec Alois et Alfons Kontarsky (Debussy, P. Boulez, E. Brown, Ligeti, T. Mékaci) ; 23 h. 5, Les sabbats de la musique : Un concert vers le fin du XVI^e siècle.

UNE SÉLECTION POUR LE WEEK-END

● **LEON ZITRONE SE SOUVIENT**
Préface au Prix de l'Arc de triomphe, Léon Zitronne, qui n'a jamais aimé les pronostics, mais a toujours beaucoup consacré de temps aux chevaux, raconte son expérience des courses (Samedi, TF 1, 22 h. 20).

● **PETIT ÉCRAN ET POLITIQUE**
Un sujet d'actualité : Jean-Pierre Gille, consultant, les correspondants d'Antenne 2 en Grande-Bretagne, en Espagne, en Allemagne fédérale, ainsi que des journalistes de la presse spécialisée sur l'avantage ou le désavantage pour des responsables politiques de s'adresser directement aux téléspectateurs. (Samedi, Antenne 2, 12 h. 30).

● **UNE AMÉRICAINE CHANTE**
Inoubliable Pélissande au palais Garnier, la soprano américaine Frederica von Stade interprète le rôle d'Angelina de la Concertina, de Rossini, entourée d'une très belle distribution. Reprise en direct de l'Opéra, de la version italienne et lyrique de l'histoire de Cendrillon, dans le curieux dispositif de Max Schoendorff, filmé par Pierre Desfons. (Samedi, Antenne 2, 20 h. 30).

● **UNE SERVANTE MAÎTRESSE**
Pierre Mondy, hobereau normand, troque son cheval contre une servante (Marie-Christine Barrault), bientôt sa maîtresse, qui, comme un animal abandonné, mourra d'être rejetée. Rediffusion d'un mémorable Conte du jour et de la nuit qui se déroulent dans la « collaboration » de Claude Santelli avec Guy de Maupassant. (Samedi, FR 3, 20 h. 30).

● **JEAN LECANUET COMMENTE**
Face à la presse politique, dans les studios de la rue François-I^{er}, le président des démocrates-sociaux, une semaine après Georges Marchais (dimanche, Europe 1, 19 heures).

● **AVERTY GRONDE**
L'homme en question du dimanche, c'est le poète du « gadget électronique », Jean-Christophe Averty. Il en a toujours beaucoup à dire sur la décadence de notre télévision. Il s'est trouvé, comme ailleurs de marque, MM. Arthur Conte, ancien président-directeur général de l'ORTF, et le sénateur Caillaud. (Dimanche, FR 3, 20 h. 30).

● **L'IRLANDE DU NORD CRAQUE**
Sous le titre « Les vieux moules ont craqué en Ulster », l'atelier de création de France-Culture consacre un grand dossier aux problèmes de l'Irlande du Nord, avec la participation de nombreux intéressés et spécialistes. (Dimanche, France-Culture, 20 h. 40).

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

Les voyages de Wim Wenders

(Suite de la première page.)

— Pourtant, on voyage aussi beaucoup dans l'Ami américain, et pas seulement en Allemagne.

— Cette hantise du voyage, qui m'est assez personnelle, est aussi celle de ma génération. En fait, le voyage d'initiation, de formation, vient de la littérature du dix-neuvième siècle, et il est plus fort en Allemagne qu'ailleurs. En fait, les Allemands envahissent le monde, pour les vacances. C'est une sorte de fuite hors des frontières. Dans mes précédents films, les personnages s'en allaient volontiers sur la route : ils y étaient chez eux. Ici, Jonathan est arraché à son foyer, à sa famille, et suit le même chemin moral que les autres. Le thème du voyage touche la génération européenne imprégnée d'une culture américaine, nous amène à une recherche d'identité — le rôle du cinéma même.

— Mais vous racontez des histoires.

— On ne peut éviter de raconter des histoires. J'ai fait des courts métrages sans fiction, mais, seule la fiction est capable d'accompagner une certaine forme de recherche. L'Ami américain est une histoire très construite, ce qui m'a d'ailleurs un peu embarrassé. C'était la première fois que je travaillais sur un scénario aussi composé, ce qui m'a aidé à développer un personnage féminin. En Allemagne, on m'a reproché d'être misogyne parce que les femmes n'apparaissent pas souvent dans mes films. Je ne voulais pas les montrer comme le cinéma l'a toujours fait, je les préférais absentes plutôt que décoratives. Dans l'Ami américain, j'ai commencé à parler d'elles, je ne suis pas encore allé assez loin.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

« L'Ami américain »

L'Ami américain est d'abord un film policier. Son thème — un double meurtre à Hambourg, en présence d'un mystérieux Américain en chapeau texan — est emprunté à un roman de Patricia Highsmith. Mais Wim Wenders ne s'intéresse pas au suspense qui pousse à l'Alfred Hitchcock et René Clément dans d'autres adaptations du même scénario. Pour lui, l'aspect « thriller » de l'intrigue ne sert qu'à épaisir les ombres. Nous ne saurons jamais qui étaient ces gangsters internationaux auxquels semblait lié cet étrange Américain. Nous ne saurons jamais qui était exactement ce Minot, prenant un piège un Allemand bien tranquille pour lui faire avouer des membres (disait-il) de la Mafia.

Les gangsters, la Mafia, l'homme au chapeau texan, c'est l'intrusion d'une certaine brutalité, d'une certaine mythologie américaine dans l'univers paisible de l'Allemand Jonathan Zimmermann. Soudain arraché à sa boutique vieillotte d'encadreur de tableaux, de Hambourg, celui-ci, tel un troupeau de bœufs, se précipite vers la mer, par l'idée du néant, se trouve propulsé dans le béton, l'acier, le verre, les aéroplanes, les trains de luxe, les mœurs sauvages. Au bord de la Seine, à Paris, les grandes tours modernes ressemblent à celles de New-York. La gare du RER, où se joue le premier meurtre, est d'une insoutenable horreur « fonctionnelle » comme, jadis, chez Fritz Lang, les souterrains de Metropolis. Et lors du deuxième meurtre, c'est moins le

temps de l'action que le décor du

brain qui pèse sur nos nerfs. Zimmermann — atteint, il le sait, de leucémie — se cherche une raison d'existence pendant le temps qui lui reste à vivre et agit comme un automate. Avec lui, nous découvrons l'aspect fantastique d'une société « américanisée », perdue dans la violence, emportée par un tourbillon inhumain. Tandis qu'un enfant manipule un praxinoscope pour faire jaillir le magle du cinéma d'outre-océan, la mise en scène de Wim Wenders s'exerce splendidement (beauté plastique des images) et rigoureusement (mouvements d'appareil, composition des plans) sur le comportement de ses personnages. Sur la perception du monde, aujourd'hui. Ce n'est pas l'action même — et mouvementée soit-elle — qui provoque l'angoisse. C'est cet univers où l'homme se perd, où la mort rôde sous des cieux aux couleurs d'apocalypse. — J. S.

* Quinquet, Gaumont - Rive gauche, 14-Juillet, Paragon, Élysées-Litton, Olympia (V.O.), Impérial-Palace, Nation, Cambronne.

Jazz

LE RETOUR D'AL HAIG

Comme la ramade bleue des bandes dessinées de Mandrake absorbe quelques hommes informés et les précipite dans un infini-monde, les cotons noirs aspirés de la petite hampe four disparait à New-York, au fil du temps, certains jazzmen, un peu au hasard. Ainsi, Al Haig, l'un des artistes essentiels du hop, pianiste de Charlie Parker, avait-il sombré, à la fin des années 50.

Il réapparaît à Paris, en 1974, pour l'O.R.T.F., et il est revenu, à l'Esplanade, ces jours-ci, pour Radio-France, en compagnie du grand Kenny Clarke. A Chicago, il y a quelques mois, pour un concert télévisé, Dizzy Gillespie avait réclaté Clarke et Haig. Rien ne l'obligeait à exiger leur présence si ce n'est l'ennemi qu'il n'a jamais cessé d'apprécier pour eux.

Après les musiciens de la Biennale — Al Haig, c'est un autre, après le soliste Toot Thelma, avec quelques autres protagonistes d'un style qu'une mode religieuse et qu'une autre mode rappelle (Pierre Michel, Dexter Gordon), Al Haig a ouvert, devant un auditoire jeune et comblé, une saison de jazz doux, à beaucoup de signes, on peut deviner la plénitude, déjà.

LUCIEN MALSON.

■ Le musicien de jazz Albert « papa » French est mort le jeudi 29 septembre à la Nouvelle-Orléans. Il était âgé de soixante-trois ans.

Après avoir fait ses débuts comme joueur de banjo, « papa » French avait pris, en 1958, la direction du Tuxedo Jazz Band, un ensemble de la Nouvelle-Orléans fondé en 1919 par Oscar « papa » Celestin.

LA PAGODE
57 bis rue de Valenciennes Paris 1^{er}



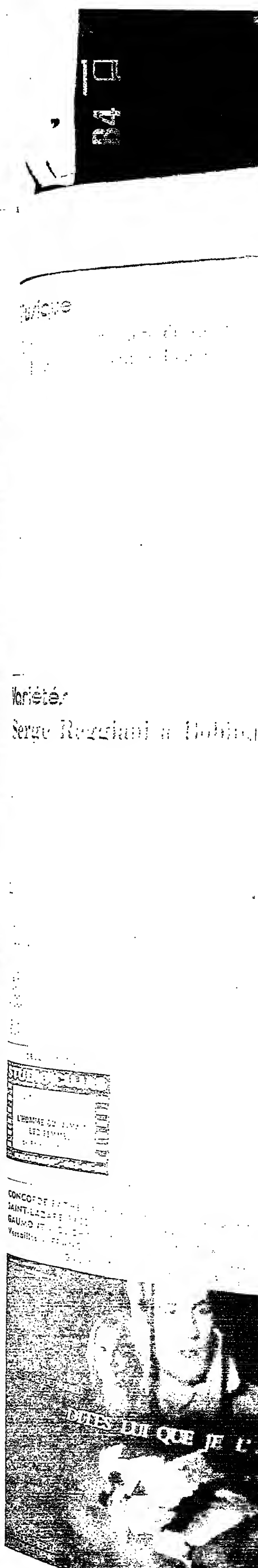
RUDOLPH VALENTINO
L'ANGLOIS NOIR LE FILS DU SHEIK

MUSIQUES AFRICAINES

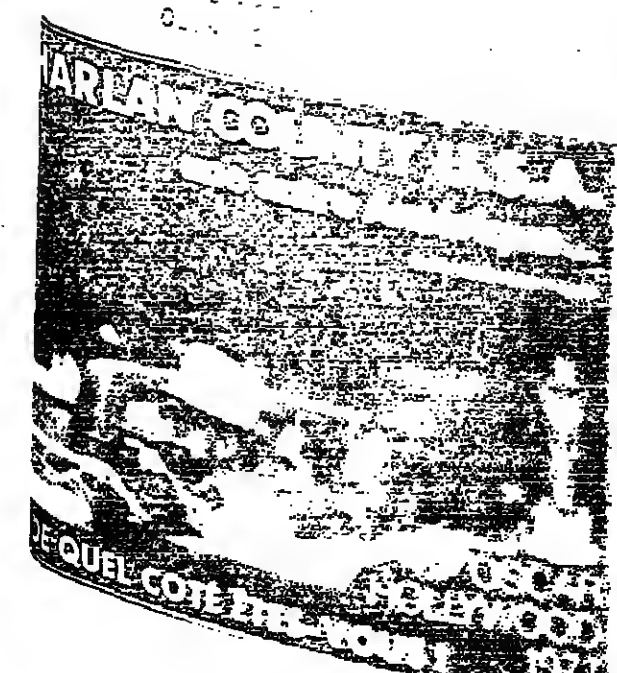
30 septembre-5 octobre

NIGER
Musique des Touareg
Bouffes du Nord
loc. 280.28.04

du 1^{er} au 5 octobre
MADAGASCAR
Hira-Gasy,
musique des paysans
Cirque d'Hiver
loc. 700.12.25



VOIR LIGNES PROGRAMMES



هكذا من الاصل

	La ligne	La ligne T.G.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La min. col.	T.G.
ANNONCES ENCADEES	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SERI RENAULT Engineering
recherche un

INGENIEUR DEBUTANT

(A.M. - Centrale - IDN ...)

intéressé par les problèmes d'ENTRETIEN et de MAINTENANCE INDUSTRIELLE.

POSTE PROPOSE :

- Analyses de postes de travail en entretien (en particulier, en centrales nucléaires).
- Recherche d'amélioration et suivi des études et des réalisations après définition des solutions.

PROFIL RECHERCHÉ :

- Sens de l'observation et esprit d'analyse.
- Très bon contact humain indispensable.
- Expérience de chantier utile et connaissances en ergonomie appréciables.
- Nécessité d'être reconnu physiquement apte au travail sous rayonnements ionisants.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo (retournée) au :

SERI RENAULT Engineering
Service du Personnel
SERI
B.P. 19
2, Av. du Vieux Etang
78390 - BOIS D'ARCY

SOCIÉTÉ DE TOURISME EN FORTÉ EXPANSION
recherche

son chef de service réservation réalisation

Il sera chargé :

- 11 - à court terme : de diriger et contrôler personnellement une équipe de 15 personnes qui a pour tâche l'ensemble des opérations de :
- 12 - tenue manuelle des plans ;
- 13 - envoi des commandes ;
- 14 - préparation des documents de voyage ;
- 15 - liaison avec les clients et des agents des agences de voyages ;
- 16 - à moyen terme : de préparer en liaison avec un prestataire informatique externe toutes les phases de réservation et de mise sur ordinateur de l'ensemble du système de réservation ;
- 17 - formation de base informatique, universitaire ou U.T. ;
- 18 - connaissance approfondie du traitement informatique des réservations ;
- 19 - expérience de plusieurs années à un poste de responsabilité dans un service similaire à une importante entreprise touristique ou compagnie aérienne ;
- 20 - capacité d'implémentation dans une équipe.

Envoyer C.V., photo et références (si possible) à :

P. LICHNER
10, rue de Louvain - 75003 Paris
code 02 - qui transmettra

représent. offre

IMP. SOCIÉTÉ DE MEUBLES
en Vente, recherche
pour son mobilier
contemporain

UN COLLABORATEUR EXCLUSIF

pour la représentation sur la partie est de la France (selon une ligne LILLE - PERPIGNAN).

Ce futur collaborateur devra avoir de bonnes connaissances de ce style, et être en mesure de suivre et d'acquiescer une clientèle déjà existante.

Les candidatures détaillées accompagnées d'une photo récente seront reçues sous le n° 721.354 à H.A.P. B.P. 142 - 85006

LA ROCHE-SUR-YON.

secrétaires

SOCIÉTÉ SUD Seine-et-Marne
recherche pour son service export

SECRÉTAIRE ALLEMANDE

exc. comm. du français initiée aux pratiques commerciales. Expérience 3 ans minimum. Possibilité logement.

Env. C.V. à : 75011 le Monde - 5, r. des Italiens, 75027 Paris-9.

capitaux ou proposition com.

Pour l'introduction en France d'une nouvelle ligne de produits pour SOINS POUR CHEVEUX comportant des innovations et des exotisme.

nous recherchons une maison bien introduite.

Budget de publicité disponible.

Offre sous chiffré n° 707.405 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

formation profession.

FORMATION
aux métiers de la LIBRAIRIE

préparation du brevet de technicien en 2 ans à temps plein pour les JEUNES de 18 à 20 ans.

Niveau 1^{er} et terminale. Dénat des cours : nov. 1977.

L'ASPODEL
11, rue St. Dominique, Paris-7.

gérances appointées

Entr. rech. Site de restauration pour essai gestion d'un restaurant d'entreprise 200 à 300 nationaux. Faire off. de serv. éco. et le 3 oct. à Saint-Denis, 93000 St-Denis, 16100 Cognac Cedex.

occasions

Laurence Corner, Londres : surplus de vêtements et matériels gouvernementaux de haute qualité. Vêtements de plein air et de protection. Prix imbattables. Très vaste gamme d'articles militaires pour tous les goûts. Catalogue de 48 pages contre 4 F. port com., et 48 photos bien entendu les bienvenus lors de votre prochain séjour à Londres.

LAURENCE CORNER
62-64 Hampstead Road, LONDRES NW1 (Angleterre).

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

enseignement

L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH
NORWICH, NORFOLK NR1 1LG

Cours intensifs d'anglais à tous niveaux. Cours spécialisés d'anglais : pour études scientifiques ; pour études commerciales ; pour secrétariat. Trimestres commencent septembre, janvier, avril. Cours d'été de 4 semaines chacun entre 27 juin et 18 septembre. Logement dans familles anglaises. A partir de septembre, préparation aussi aux examens « G.C.E. » et « O » and « A » et « A » level » pour l'anglais ; maths ; physique ; chimie et autres disciplines.

Ecrire à L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH (L.M.), Crumpler House, 38-40 Prince of Wales Rd., Norwich, Norfolk NR1 1LG, Angleterre.

ESPAGNOL INTENSIF

Sur la Costa del Sol par petits groupes

ACADEMIA OXFORD
Comedia, 11 MALAGA (Esp.).
Téléph. 21-23-99.

cours et leçons

NORMALIEN, AGREGÉ, donn. leçons français, philo, 396-7-83. Rattrapage par Prof. expérimenté
Tél. 278-77-71

demandes d'emploi

CADRE SUPÉRIEUR

39 ans - Formation Ingénieur

- Expérience 8 ans Marketing produits de grande consommation.
- Directeur société de services, 30 millions C.A. Équipements secteur tertiaire.

Recherche poste D.G. ou D.G.A. dans P.M.E.

Ecrire D. T. 71.725 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DES SOUCIS EN GESTION ?

C'est mon problème

30 ans, GESTIONNAIRE EXPERIMENTE. Plans de redressement révisés, analyse situation, mise en place système gestion simple, confirmé et performant.

J'étudie toute proposition pour emploi stable ou mission temporaire dans P.M.E. France ou Pays Francophones.

Ecrire n° 7.869, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75027 PARIS CEDEX 09.

JEUNE FEMME, 35 ans

Etudes lettres - anglais courant - cultivée

Bonne relations humaines.

Recherche poste à responsabilité auprès personnes maitrisant des affaires, culture, politique ou artistique.

Possibilité voyager.

Ecrire n° 1.687 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75027 PARIS-9.

ADMINISTRATION DES VENTES

recherche

POSTE IDENTIQUE ou SUP. DANS DIRECTION COMMERC. REGION PARISIENNE accepte déplacements France et étranger, études, ttes prop. Ecr. n° 1 81 22 à Regie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Ch. emploi ORTHOPONISTE à plein temps de préférence banlieue Sud-Ouest ou Paris. Anne Dupuis, 47, rue de Normandie, 92000 COURBEVILLE.

CONSULTANT, H. 35 ans

privé - divers, exp. cab. jur. - exp. 2 ans, imm. - exp. fin. - fiscal. Etud. ttes prop. haut niv. région Paris, province. Ecr. n° 1.685, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75027 Paris-9.

DANIEL VRIES DUALIFIEE
cherche gérance appointée dans prêt à partir de 100.000 F. Tél. le soir, 68-98-9

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
CHAUDRONNERIE LOURDE
A VOCATION NUCLÉAIRE

recherche

CHEF COMPTABLE

responsable de la Section COMPTABILITÉ

- Formation DECS ou équivalent.
- Bonne connaissance de la comptabilité générale et analytique.
- Connaissance informatique souhaitée.
- Expérience indispensable : 3 ans minimum dans le domaine industriel (Entreprise de 500 personnes ou plus).
- Poste à pourvoir rapidement.

Ecrire sous n° 1.613, à

SPERAR PUBLICITE
12, rue Jean - Jaurès
92807 Puteaux qui trans.

SERVICE PUBLIC PARIS
recherche

ORGANISATEUR-INFORMATIEN

quelques années d'expérience pour ANALYSES FONCTIONNELLES et mises en place dans SERVICES IMPORTANTS. Connaissance du milieu administratif. Gout des contacts et sens pédagogique.

Env. C.V. manuscrit et prêt à l'emploi à :

LEBEL 7430 VINCENNES
6 AV. LEBEL 7430 VINCENNES

POUR POSTES STABLES

6 AV. LEBEL 7430 VINCENNES

expérimenté en INFORMATIQUE, ayant réalisé des calculs dans le domaine industriel (Entreprise de 500 personnes ou plus).

Poste à pourvoir rapidement.

Ecrire sous n° 1.613, à

SPERAR PUBLICITE
12, rue Jean - Jaurès
92807 Puteaux qui trans.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
A BONNEUIL-SUR-MARNE (94)

recherche

CHEF COMPTABLE

(D.E.C.S.) pour diriger service 20 personnes

Exp. curriculum vitae détaillé photo et présentations. A COSEL Publ., 160, avenue de Buffon, 75015 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE DECOLLAGE (30 PERSONNES)
RECHERCHE SON DIRECTEUR, 35 ANS MIN.

- Expérience du décollage indispensable.
- Bonne maîtrise de la fonction commerciale.
- Bons contacts humains.
- Le poste nécessite des déplacements fréquents.
- Très sérieuses références exigées dans un poste similaire.
- Situation de bon standing pour un candidat d'envie.
- Poste à pourvoir en fin d'année.

Adresser curriculum vitae et présentations, à HAYAS Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, n° 315 P.

CENTRE D'ETUDES
recherche pour la

COTE-D'IVOIRE

INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL

ayant une expérience de plusieurs années dans les domaines de construction et de l'urbanisme de chantiers importants de construction de routes, d'ouvrages.

Ecrire avec C.V. à C.E.R.T.P., 12, rue Brancion, 75377 PARIS Cedex 15

SOCIÉTÉ DE PRESSE
recherche

CADRE

pour son service de Documentation

appelé à prendre la responsabilité d'un service. Le CADRE (H. ou F.), âgé d'au moins 40 ans, aura autorité et maîtrise de collaborateurs. Une sérieuse expérience des questions et des relations politiques, administratives et financières est indispensable. Pratique courante de la dactylographie nécessaire.

Adresser C.V. détaillé à S.G.P., 12, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

STE FIDUCIAIRE
D'EXPERTISE ALLOUABLE
PARIS offre POSTES

PREMIERS ASSISTANTS
CONTRÔLEURS
ET ASSISTANTS COMPTABLES

O.E.C.S. 2 à 3 ans expérience cabinet, licence, E.S.E. en cabinet pour tenue dossiers clients, immo ou bilan. Connaissance informatique souhaitée.

POUR SA FILIALE D'ABIDJAN
COMPTABLE

5 ans expérience min. et possib. en cabinet pour tenue dossiers clients, immo ou bilan. Connaissance informatique souhaitée.

Adress. C.V. manuscrit, photo, présentations à :

M. LEMARCHAND
21 bis, rue Lord-Byron
75008 PARIS

C.A.T. - 30, rue Marjolin
RECHERCHE

11 un metier qual. - exp. 21 ans femme possédant C.A.P. - exp. - pour être éducateur technique auprès Adultes Handicapés. Envoyer C.V. Ecr. n° 1.679, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75027 Paris-9.

INFORMATIS
36, rue Occident, PARIS (19)

INGÉNIEURS

- Expérience système BIRIS 3 en ou rétroaliment.
- Temps réel (Solar, Miral, N. RIVIERE, 30-99-727).

Importante Société recherche PROGRAMMEURS COBOL ayant travaillé au moins 2 ans

Lieu travail banlieue Ouest. Dispositifs immédiatement. Tél. pour rendez-vous 428-55-45.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE EN CONSTRUCTION
DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

recherche

RESPONSABLE EXPORT

- de formation supérieure (I.E.C. ou équivalent) ;
- anglais indonésien allemand apprécié ;
- expérience exportation d'au moins 8 ans.

P.D.R. :

- Régionaliser et étendre le réseau de vente du matériel automobile ;
- définir la politique commerciale export ;
- animer les équipes agents, distributeurs, filiales, etc.

Adresser C.V. manuscrit, prêt à l'emploi à :

SPERAR PUBLICITE
12, rue Jean - Jaurès
92807 Puteaux qui trans.

emploi régional

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
CHAUDRONNERIE LOURDE
A VOCATION NUCLÉAIRE

recherche

RESPONSABLE ACHATS

DANS SON DÉPARTEMENT ACHATS

- Poste pouvant conduire à Ingénieur Mécatronicien ayant au moins 5 ans d'expérience dans la fonction approvisionnement ou achats.
- Anglais indispensable.
- Allemand souhaité.
- Poste ville du Bourgogne.

Ecrire sous n° 1.685, à :

SPERAR PUBLICITE
12, rue Jean - Jaurès
92807 Puteaux qui trans.

P.B.C. J'ANNONCE-PUBLICITE
J'annonce, recherche chef de publicité 2 à 3 ans d'exp. min. Ecr. av. C.V. à P.B.C., 22, rue d'Espagne, 31030 TOULOUSE.

CENTRE MEDICAL recherche

INGENIEUR
responsable interne
Expérience - 30 ans.
Alimentation - 1515 03
Télécommunications - langues
évaluées - assembleur

Adresser C.V., présentations à :

Centre ANTOINE LACASSAGNE
36, rue Parnasse, 92035, Nice cedex

LABORATOIRE de synthèse et de chimie organiques.
ASSOCIÉ au C.N.R.S.
dispose de 7 ALLOCATIONS de RECHERCHE de la D.G.R.S.T.
pour préparer un 3 ans une thèse de 3^e cycle ou de doctorat-Ingénieur.

Les candidats titulaires d'une maîtrise de chimie ou d'un diplôme d'ingénieur chimiste sont priés de s'adresser, dans les meilleurs délais, au professeur J. STREITH, directeur du Laboratoire associé, E.N.S.C.M., Université du Haut-Rhin, 68093 MULHOUSE Cedex

15 INFIRMIERES D.E.

Logement non assuré. Avantages sociaux. Salaire annuel brut de début 28.736 F. Après 12 mois de pratique professionnelle 30.196 F.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, devront être adressées à M. le Directeur de la Maison Médicale pour personnes âgées de COBERT, 7710 BIE-COMTE-ROBERT, 77000 BIE-COMTE-ROBERT.

5 AIDES SOIGNANTS DIPLOMES

Logement non assuré. Avantages sociaux. Salaire annuel brut de début 28.736 F. Après 12 mois de pratique professionnelle 30.196 F.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, devront être adressées à M. le Directeur de la Maison Médicale pour personnes âgées de COBERT, 7710 BIE-COMTE-ROBERT, 77000 BIE-COMTE-ROBERT.

C.M.S. MUNICIPAL BOBIGNY
recherche

INFIRMIERES IRESI D.E., soins et consultations. Candidatures à M. le Maire de BOBIGNY.

Société Maître CONVENTION
recherche

AIDE-COMPTABLE

1^{er} échelon, 25 ans minimum, C.A.P. et références exigées habilité 1^{re} ou 2^{de} catégorie. Tél. pour rendez-vous 698-68-69.

INSTRUMENTS S.A.
DIVISION
ADAMEL L'INOMARCY
recherche

JEUNE INGENIEUR

pour développement d'appareils de dosage de gaz dans les métaux.

Le poste conviendrait à un ingénieur diplômé, ayant de bonnes connaissances en physique, chimie et métallurgie. Néanmoins d'électronique, appréciées.

Les candidats titulaires d'une maîtrise de chimie ou d'un diplôme d'ingénieur chimiste sont priés de s'adresser, dans les meilleurs délais, au professeur J. STREITH, directeur du Laboratoire associé, E.N.S.C.M., Université du Haut-Rhin, 68093 MULHOUSE Cedex

LIUV SUR SEINE

Env. C.V. détaillé à M. DOD, ADAMEL L'INOMARCY, Service du personnel, 15, av. Jean-Jaurès, 92035 MULHOUSE Cedex

automobiles automobiles

vente

5 à 7 C.V.

Particulier, vd 104 GL Ocean 5 C.V. 9 mois, lunette arrière chauff. Argus 42000. Prix vente 42000 F. Tél. 794-39-19. bur.1.

divers

104, 304, 504, 604
Exposé 77, pour route, garanties Auto-Paris, 10, bd. St-Denis, 63, rue Desnouettes, Paris 11⁹.

LANCIA AUTOSIANCHI
GARANTIE 2 ans sur Carburant 11 rue Michel-PARIS 5^e 75004

SELECT AUTOS, 90, bd Jean-Antoine, 95100 GARGES-EUIL, 94-70-74 ou 15-96

VEHICULES DE DIRECTION
Crédit rapide garanti.

8 à 11 C.V.

A vendre MERCEDES 240 D, septembre 1975, toutes options, Argus 42000. Prix vente 42000 F. Tél. 794-39-19. bur.1.

12 à 16 C.V.

MERCEDES 300 DIESEL, mars 1975, toutes options, Argus 42000. Prix vente 42000 F. Tél. 794-39-19. bur.1.

+ de 16 C.V.

Particulier MERCEDES S.L.C. vend praticable, neuve, 1077, 1.000 km. Rouge. Tél. 794-39-19. bur.1.

divers

104, 304, 504, 604
Exposé 77, pour route, garanties Auto-Paris, 10, bd. St-Denis, 63, rue Desnouettes, Paris 11⁹.

LANCIA AUTOSIANCHI
GARANTIE 2 ans sur Carburant 11 rue Michel-PARIS 5^e 75004

SELECT AUTOS, 90, bd Jean-Antoine, 95100 GARGES-EUIL, 94-70-74 ou 15-96

VEHICULES DE DIRECTION
Crédit rapide garanti.

8 à 11 C.V.

A vendre MERCEDES 240 D, septembre 1975, toutes options, Argus 42000. Prix vente 42000 F. Tél. 794-39-19. bur.1.

12 à 16 C.V.

MERCEDES 300 DIESEL, mars 1975, toutes options, Argus 42000. Prix vente 42000 F. Tél. 794-39-19. bur.1.

La nouvelle perspective : les grandes berlines

BMW 728, 730, 733 i.

HORIZON

109, Rue de la Tombe-Issoire
75014 PARIS
588 46 49

ALFA ROMEO

Du 1^{er} Octobre au 16 Octobre, présentation des modèles 78.

Ouvert en semaine et tout le week-end de 10 h à 19 h.

SFAM-France
23, bd de Courcelles, 75008 Paris. Tél. 292 02 50

حکومت الاحل

L'immobilier

Immobilier (information)	locations non meublées Offre	bureaux	maisons de campagne	fermettes	villas	propriétés	propriétés
Immobilier (information) Pour vendre, louer, acheter sans intermédiaire, le tout dans les Alpes. LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 14, rue de Valenciennes, 14 ^e arr. Paris 75014. Tél. 364-83-94.	Paris BOULEVARD CHATELAIN - 3 PCE. Imm. mod. av. et ch. Tél. 1.700 F.C.C. 25-99-62.	fonds de commerce LA VARENNE-ST-LEONARD 60 ch. de commerce. Gér. Tél. 1.300 F.C.C. 25-99-62. BOULEVARD CHATELAIN - 3 PCE. Imm. mod. av. et ch. Tél. 1.700 F.C.C. 25-99-62.	maisons de campagne BOULEVARD CHATELAIN - 3 PCE. Imm. mod. av. et ch. Tél. 1.700 F.C.C. 25-99-62.	fermettes BOULEVARD CHATELAIN - 3 PCE. Imm. mod. av. et ch. Tél. 1.700 F.C.C. 25-99-62.	villas BOULEVARD CHATELAIN - 3 PCE. Imm. mod. av. et ch. Tél. 1.700 F.C.C. 25-99-62.	propriétés BOULEVARD CHATELAIN - 3 PCE. Imm. mod. av. et ch. Tél. 1.700 F.C.C. 25-99-62.	propriétés BOULEVARD CHATELAIN - 3 PCE. Imm. mod. av. et ch. Tél. 1.700 F.C.C. 25-99-62.

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

GRILLE A/6	2500	2000	90%	CF	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000	3001	3002	3003	3004	3005	3006	3007	3008	3009	3010	3011	3012	3013	3014	3015	3016	3017	3018	3019	3020	3021	3022	3023	3024	3025	3026	3027	3028	3029	3030	3031	3032	3033	3034	3035	3036	3037	3038	3039	3040	3041	3042	3043	3044	3045	3046	3047	3048	3049	3050	3051	3052	3053	3054	3055	3056	3057	3058	3059	3060	3061	3062	3063	3064	3065	3066	3067	3068	3069	3070	3071	3072	3073	3074	3075	3076	3077	3078	3079	3080	3081	3082	3083	3084	3085	3086	3087	3088	3089	3090	3091	3092	3093	3094	3095	3096	3097	3098	3099	3100	3101	3102	3103	3104	3105	3106	3107	3108	3109	3110	3111	3112	3113	3114	3115	3116	3117	3118	3119	3120	3121	3122	3123	3124	3125	3126	3127	3128	3129	3130	3131	3132	3133	3134	3135	3136	3137	3138	3139	3140	3141	3142	3143	3144	3145	3146	3147	3148	3149	3150	3151	3152	3153	3154	3155	3156	3157	3158	3159	3160	3161	3162	3163	3164	3165	3166	3167	3168	3169	3170	3171	3172	3173	3174	3175	3176	3177	3178	3179	3180	3181	3182	3183	3184	3185	3186	3187	3188	3189	3190	3191	3192	3193	3194	3195	3196	3197	3198	3199	3200	3201	3202	3203	3204	3205	3206	3207	3208	3209	3210	3211	3212	3213	3214	3215	3216	3217	3218	3219	3220	3221	3222	3223	3224	3225	3226	3227	3228	3229	3230	3231	3232	3233	3234	3235	3236	3237	3238	3239
------------	------	------	-----	----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

MOTS CROISÉS

Bref, l'animateur confondit ce qu'il trouve nécessairement agressif, littéralement carné par des pièces très favorables à son cause, avec ce qu'il trouve à l'heure actuelle plus que douteux, voire à cet égard sans aucun risque pour le vendeur occasionnel. On estime que les consommateurs qui ne se contentent d'acheter aujourd'hui à plus de vingt mille — 2000 à un nombre indéterminé de milliers — inscrits au registre du commerce.

Double paradoxe : ce sont eux qui ont pignon sur rue et livrent à l'usage, qui restent sans vulnérabilité, qui ne sont pas des victimes. Et pourtant, pourquoi le public se soucie-t-il pas toujours à leur demander des services qui sont exactement de leur ressort ? Pourquoi ne leur confie-t-on pas la fonction même de conseillers et d'animateurs ?

Il s'agit de leur faire passer les informations, les estimations, les expertises prétes, les diagnostics. Il identifie, il diagnostique. Or, lui qui connaît les « bonnes adresses », celles qui ont des spécialistes qui recherchent précisément le genre de pièces dont vous avez besoin, qui connaît le marchand jone en même temps, le rôle primordial dans la conservation des connaissances artistiques. Les consommateurs s'agitent, ils se précipitent devant la loi de l'authenticité, sans désignation équivoque, de l'objet d'achat, sans qu'il n'y ait qu'un seul vendeur des garanties officielles, basées sur les usages et la déontologie de la profession — et la notation ainsi que la certification, qui peuvent être pratiquement dénuées de

... en matière d'information.

CARNET

Naissances

M. et Mme Jean-Pierre Bouteiller et Mme née Eva Binder ont la joie d'annoncer la naissance de Marie-Eva le 17 septembre 1977, 7, rue Talma, 75012 Paris.

Fiançailles

M. et Mme Michel Arnold sont heureux de faire part des fiançailles de leur fille Pascale avec Mr. Charles W. Andres 74, rue Lecourbe, Paris 15^e, 4, Circle East, Edine Minnesota, 55438 U.S.A.

Mariages

Alain Raynal et Anne-Marie Payen sont heureux de faire part de leur mariage qui a eu lieu dans l'intimité, le 3 septembre, à Aix-les-Bains, 108, rue de Turenne, 75005 Paris.

Décès

Mme Alain Agenet, M. Patrick et Liliane Agenet, Mmes Brigitte et Christine Agenet, Mme Léon Agenet, Mme Dina Pagni. Le docteur et Mme Pierre Agenet. Le lieutenant et Mme Jean Agenet ont la douleur de faire part du décès survenu le 28 septembre 1977, à Bourg-la-Reine, à l'âge de cinquante-cinq ans du colonel (C.R.) Alain AGENET, compagnon de la Libération. Les obsèques seront célébrées le lundi 3 octobre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides. Le présent avis tient lieu de faire-part.

33, avenue du Panorama, 92340 Bourg-la-Reine. On ne reçoit pas. — Le grand chancelier, Le conseil de l'Ordre. Et les compagnons de la Libération ont la grande douleur de faire part du décès survenu le 28 septembre 1977, à Bourg-la-Reine, à l'âge de cinquante-cinq ans du colonel (C.R.) Alain AGENET, compagnon de la Libération, sociétaire de la 13^e demi-brigade de la légion étrangère.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Louis des Invalides, le lundi 3 octobre, à 10 h. 30. 1943 à Pondichéry, le 2 juillet 1922, Alain Agenet est décédé au Prytanée militaire lorsque survient le décès militaire de 1940, il s'embrasse à Saint-Jean-de-Luz sur un bateau péonais et gagne l'Angleterre le 22 juin 1940. Appartenant à la 1^{re} compagnie de chars de la France libre, il participe à la tentative anglaise et française de débarquement à Dakar, en septembre 1940, qui échoue en raison de l'opposition des troupes fidèles à Vichy. Avec la 13^e demi-brigade de Mglén étrangère, il participe notamment, en 1942, aux combats de Bir-Hakeim et El-Alamein, où des Français libres s'illustrent dans la résistance aux assauts des troupes allemandes de Rommel, et donnent le signal de la reconquête alliée de la Libye. Il participe à la campagne d'Italie, au débarquement en Provence et à la campagne d'Alsace, où il est blessé. Il est fait compagnon de la Libération le 23 janvier 1946. Après la guerre, il sert notamment en Indochine et prend sa retraite anticipée de colonel en 1972.

Burberrys
8, bd Malesherbes
Costume
pure laine peignée
950^F

M. et Mme Claude Caillaud, Laure-Bianchi, Ivan et Gilda, Mme René Caillaud, M. et Mme Francis Caillaud et leurs enfants. font part de la disparition en mer de leur fils, frère, petit-fils, neveu et cousin.

Olivier CAILLAUD, le 13 septembre, à l'âge de vingt-trois ans. Villa Val-Bris, 2 bis, descente de Larvotto, Monte-Carlo.

Quand le soir fut venu, Jésus leur dit : « Passons » sur l'autre riva. Marc IV, 25.

M. et Mme Olivier Givélet, Mlle Florence Givélet, M. Stéphane Givélet, Mlle Isabelle Givélet, ses neveux et petits-neveux. La communauté du carmel de Reims, ont la douleur de faire part du décès de Gabrielle GIVÉLET, en religion sœur Saint-Jean-Baptiste, ancienne infirmière de l'ambulance 1328, médaillée d'argent des Epidémies, paisiblement endormie dans la paix du Seigneur, au carmel, le 25 septembre 1977, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont été célébrées en la chapelle du carmel le 27 septembre par le père François Lébail, O.C.D., et l'inhumation a eu lieu à Reims, au cimetière du Sud. La défunte était la sœur de René mort pour la France le 20 avril 1917, de Monique décédée le 3 décembre 1961, d'Armand Givélet repassé à Dieu le 3 novembre 1963.

Maintenant ces trois choses demeurent : la foi, l'espérance et la charité, mais la plus grande d'entre elles, c'est la charité. (I Cor. 13).

M. René Guenancia, M. Jean Guenancia, Les familles Guenancia, Tobellum-Aboudaram, parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de Mme René GUENANCIA, née Gilberte Tobellum-Aboudaram, survenue le 27 septembre, à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques auront lieu lundi 3 octobre. On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin-Parthenay, à 15 h. 15. Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous apprenons le décès survenu le mercredi 28 septembre à Toulon, du contre-amiral Pierre JODON, dont les obsèques seront célébrées le samedi 1^{er} octobre, à 10 h. 30, en la cathédrale de Sens. 1944 le 7 avril 1906 à Sens (Yonne), Pierre Jodon commande, pendant la Seconde Guerre mondiale, le sous-marin « Aréthuse », puis le sous-marin « Archimède », avant d'être affecté en 1945 à la section des sous-marins de l'état-major général. Il commande ensuite l'avis « Francis-Gervais » et devient, en 1953, chef d'état-major de la division navale d'Extrême-Orient, puis chef d'état-major de la marine française au Vietnam du Nord. Vice-président de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte en 1957, il commande le croiseur anti-aérien « De Grasse » de 1959 à 1961, et il est nommé chef de la division des programmes à l'état-major des armées avant d'être promu contre-amiral en avril 1963.

Mme Jacques Jourda, M. et Mme Murray Cameron et leurs enfants, Mme Françoise Jourda et ses fils, leurs parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de Jacques JOURDA, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Montcaumon (Yvelines). La famille vous prie de l'excuser de ne pas recevoir.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS Samedi
S. 1 - R. Mendès France.
S. 2 - Haute Couture, fourrures.
S. 15 - Bons meubles abs. et mod.

Mme E. J. Madeleine et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de M. Léon-Joseph MADELEINE, architecte D.P.L.G., chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu le 28 septembre, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 3 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 75007 Paris.

— Loriant. Mme René TAYOT, née Emilienne Tayot, a la douleur de faire part du décès de M. René TAYOT, ingénieur du génie maritime (E.R.), président-directeur général de la société, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 avec palmes, survenu à Loriant, si court de Chazelles, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le samedi 1^{er} octobre, à 14 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Victoire à Loriant.

Le docteur Armand Grigat et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de M. René TAYOT, très aimé par ses nombreux amis, malade, confiné, personnel hospitalier, qui, tombé par la mort du docteur RABIER GRIGAT, qu'ils aiment et estiment, leur ont témoigné leur sympathie.

— Le président. Le conseil d'administration, La direction générale. Et le personnel de la société multinationale Air Afrique.

Maintenant ces trois choses demeurent : la foi, l'espérance et la charité, mais la plus grande d'entre elles, c'est la charité. (I Cor. 13).

M. René Guenancia, M. Jean Guenancia, Les familles Guenancia, Tobellum-Aboudaram, parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de Mme René GUENANCIA, née Gilberte Tobellum-Aboudaram, survenue le 27 septembre, à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques auront lieu lundi 3 octobre. On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin-Parthenay, à 15 h. 15. Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous apprenons le décès survenu le mercredi 28 septembre à Toulon, du contre-amiral Pierre JODON, dont les obsèques seront célébrées le samedi 1^{er} octobre, à 10 h. 30, en la cathédrale de Sens. 1944 le 7 avril 1906 à Sens (Yonne), Pierre Jodon commande, pendant la Seconde Guerre mondiale, le sous-marin « Aréthuse », puis le sous-marin « Archimède », avant d'être affecté en 1945 à la section des sous-marins de l'état-major général. Il commande ensuite l'avis « Francis-Gervais » et devient, en 1953, chef d'état-major de la division navale d'Extrême-Orient, puis chef d'état-major de la marine française au Vietnam du Nord. Vice-président de la commission permanente des essais des bâtiments de la flotte en 1957, il commande le croiseur anti-aérien « De Grasse » de 1959 à 1961, et il est nommé chef de la division des programmes à l'état-major des armées avant d'être promu contre-amiral en avril 1963.

Mme Jacques Jourda, M. et Mme Murray Cameron et leurs enfants, Mme Françoise Jourda et ses fils, leurs parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de Jacques JOURDA, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Montcaumon (Yvelines). La famille vous prie de l'excuser de ne pas recevoir.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS Samedi
S. 1 - R. Mendès France.
S. 2 - Haute Couture, fourrures.
S. 15 - Bons meubles abs. et mod.

ÉCONOMIE - SOCIAL

TRAVAIL TEMPORAIRE

Le syndicat patronal est profondément divisé

Malgré un vote favorable — 146 voix contre 96 — l'Union nationale des entreprises de travail temporaire (UNETT), réunie mercredi 28 septembre en assemblée générale extraordinaire, n'a pas accepté de modifier l'article 6 de ses statuts, relatif au système de cautionnement de ses adhérents. Pour cela, il fallait, en effet, la majorité des deux tiers, soit 162 voix sur 242 votants. En revanche, le Syndicat patronal national a décidé, par 140 « oui » contre 66 « non » et 1 abstention (sur 207 votants), de reporter, une nouvelle fois,

d'un an l'application de ce même article. La situation est par conséquent bloquée.

A travers cette « bataille du cautionnement », qui agite l'UNETT depuis plusieurs mois et qui a provoqué la démission de son président, M. Maurice Bensoussan, directeur général de B.S., remplacé par M. Claude Derouère (« le Monde » du 23 juillet), c'est l'unité même du syndicat qui est en cause. Une unité qui, selon des participants, a été « préservée de justesse » mercredi.

L'article 6 des statuts de l'UNETT dispose que ses membres « sont tenus d'adhérer à la société de caution mutuelle SOCAMETT et d'en obtenir le prêt moment la garantie ». Il ajoute : « Le refus d'adhésion par la SOCAMETT ou le refus de la garantie de cet organisme entraîne automatiquement et de plein droit l'exclusion de l'UNETT ».

Créée il y a un peu plus d'un an, la SOCAMETT, dont la président du conseil d'administration est M. Michel Grunelius, gérant de Manpower-France, est placée sous la tutelle de la Chambre syndicale des banques populaires. Elle pousse l'adhésion de la loi du 3 janvier 1972, qui fait obligation aux entreprises utilisatrices d'acquiescer les charges sociales non payées par les sociétés d'intérim. Désormais, ce risque est couvert par la SOCAMETT, qui compte aujourd'hui cent quarante-à-dix adhérents (sur quelque neuf cents entreprises), représentant plus de la moitié du chiffre d'affaires de la profession.

Selon l'article 6, la SOCAMETT doit réunir tous les adhérents de l'UNETT, au nombre d'environ deux cent quatre-vingts. Mais dès les premiers mois de son fonctionnement, qui avait été pourtant approuvé à l'unanimité par presque l'organisme présidé par M. Grunelius, a été l'objet d'une vive offensive. Ses détracteurs, conduits par M. André Malignac, aujourd'hui président de la commission sociale de l'UNETT, reprochant au président de la SOCAMETT sa situation de « monopole », il exalta, d'ailleurs, d'autres formes de cautionnement, aussi efficaces que moins coûteuses pour les

entreprises de travail temporaire. C'est dans cet esprit qu'il demandait la modification de l'article 6.

D'abord minoritaires eu sein de l'UNETT, les adversaires de la SOCAMETT ont aujourd'hui « pris le pouvoir », comme l'ont montré les votes de mercredi. Dès le mois d'avril dernier, il était décidé de suspendre l'application de l'article 6 et, bien qu'il ait été révisé à la tête du syndicat au cours de l'assemblée générale du 2 juin, M. Maurice Bensoussan, directeur général de B.S., démissionnait quelque temps plus tard.

De cette querelle, où les rivalités individuelles et les ambitions personnelles ne sont pas totalement absentes, est née, sous l'égide de M. Malignac, l'Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire (ASCOBATT), qui doit être opérationnelle à partir du 1^{er} octobre et qui compte pour l'instant vingt-cinq adhérents. Son promoteur se défend d'avoir voulu créer un organisme « anti-SOCAMETT », mais ce sentiment est loin d'être partagé par M. Grunelius et ses amis.

Comme son nom l'indique, l'ASCOBATT, régie par la loi de 1901, est un système qui fait appel à la caution des banques, elles-mêmes « couvertes » par des compagnies d'assurances. Offert-elle aux entreprises qui utilisent les services des sociétés d'intérim des garanties aussi solides que celles données par la SOCAMETT ? Naturellement, ces parties s'affrontent, qui préconisent que l'ASCOBATT assure non

MICHEL CASTAING.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ Set - Point	Rep. + en Bpt.	Rep. + en Bpt.	Rep. + en Bpt.
U.S.	4,9040 4,9070	+ 50 - 10	+ 170 - 230	+ 1090 - 1250
£ stg.	4,5610 4,5720	+ 30 - 60	+ 100 - 170	+ 180 - 210
Yen (100)	1,8550 1,8650	+ 45 - 70	+ 120 - 190	+ 230 - 330
D.M.	2,1190 2,1210	+ 60 - 100	+ 220 - 290	+ 440 - 570
Florin	1,9980 1,9990	+ 40 - 70	+ 160 - 200	+ 320 - 370
F.B. (100)	12,7150 12,7250	+ 150 - 310	+ 660 - 800	+ 1120 - 1400
F.S.	2,8330 2,8340	+ 30 - 60	+ 100 - 170	+ 180 - 210
L. C. (100)	5,5550 5,5650	+ 400 - 200	+ 900 - 700	+ 1600 - 1400
£ stg.	8,56 8,5690	+ 240 - 810	+ 380 - 460	+ 680 - 790

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12
D.M.	3/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12
£ stg.	3/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Florin	3/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12
F. belge	3/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12
F. suisse	3/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Lire	3/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12
F. français	3/4	4	5	6	7	8	9	10	11	12

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises les plus récemment indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec
environnement protégé
APPARTEMENTS
DE LUXE
dans
CHALET TYPIQUE
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
Crédit 6% sur 20 ans intérêt 6%
Directement du constructeur
IMMOBILIERE DE VILLARS SA
Case postale 92
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON
Tél. 25/31039 et 32206

BOUTIQUES
Christian Dior
MONSIEUR

La nouvelle Collection
Automne-Hiver 1977-1978
dans nos deux boutiques

Ville et Soir - costumes en demi-mesure ou en prêt-à-porter, pardessus, chemises...

Week-ends - tenues sport, pantalons, tricot...

Accessoires - cravates, chaussures, chaussettes, boutons de manchette, ceintures, maroquinier...

- bagages

- briquets et stylos

13, rue François 1^{er} - 75008 Paris - Tél. 256.74.44
12, rue Boissy-d'Anglas - 75008 Paris - Tél. 265.37.74

LATREILLE
LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
Costumes de Velours
Quinzaine spéciale
du 23 sept. au 8 oct.
62, r. St-André-des-Arts 6^e
Parking attenant à nos magasins

LISTE DE MARIAGE
JOAILLIER
ORFÈVRE
HORLOGER
LOISEAU AYCARDI
3, rue de Valenciennes - PARIS 10^e
630 13 69

L'AMOUR
DE LA MONTAGNE
NE RECLAME PAS
50 MORTS PAR ETE.

C'est pas la montagne qui tue. C'est l'imprudence. C'est la forfanterie. C'est l'admirateur fou de Bonatti qui en silence rêve et jure de faire pareil. On pourrait le prévenir mieux que par les modestes et coutumières mises en garde. On pourrait sinon empêcher au moins raccourcir les tragiques bilans de l'été.

Il faudrait peut-être pour la sécurité en montagne communiquer. Pour apprendre. Communiquer pour servir.

ELEUTHERA
Agence de communication d'intérêt général
8, rue des Graviers - 92200 NEUILLY-s-Seine - Tél. 74.71.77

GUERRE
ET
CABES

syndicat patronal est profondément divisé

Washington. — On n'avait pas vu cela sur la colline depuis trente ans : quarante-huit heures de séance quasiment ininterrompue, la Chambre haute transformée en campement, des sénateurs respectant leur propre règlement, ou encore, tel M. Goldwater, entrant en chaussettes dans la salle des séances. Depuis mardi 27 septembre, à l'occasion du débat sur l'énergie, le Sénat fait à nouveau l'expérience du « filibuster », une pratique qui permet à une minorité de bloquer sous des prétextes divers (discours interminables, dépôt d'amendements en cascade), le démantèlement des travaux et d'empêcher le vote d'une résolution.

Il y a treize ans, il était agi d'empêcher le vote d'une loi sur les droits civiques. Un certain sénateur Byrd, représentant la Virginie occidentale, s'y était distingué en tenant la tribune, au nom des conservateurs antidémocrates, pendant plus de quarante heures sans interruption. Aujourd'hui, le même sénateur dirige la majorité démocrate de la Chambre haute, et il doit subir à son tour le « filibuster », la même pratique du « filibuster » engagée par deux de ses jeunes collègues démocrates, MM. Abourez et Mosenbaum. Ceux-ci veulent empêcher le vote probable, par le Sénat, d'une loi libérant les prix du gaz naturel, nouvellement découvert aux Etats-Unis.

Double paradoxe : les « filibusters » sont, pour une fois, des amis du gouvernement, car M. Carter s'oppose fermement, lui aussi, à la libération des prix du gaz. Pourtant, le maintien du contrôle des prix va plutôt à l'encontre du but recherché par le programme énergétique du président, qui est de favoriser l'exploitation des ressources nationales et de réduire la dépendance à l'égard des importations. (Le candidat Carter a déclaré, lors de sa campagne de 1976, qu'il était d'ailleurs favorable à la libération des prix.) En fait, l'opposition, dans cette affaire, est l'indice d'un long débat où les intérêts des compagnies pétrolières se heurtent aux

Les compagnies pétrolières tiennent en échec la politique énergétique de M. Carter

responsabilités. Il a affirmé sans ambiguës, en réponse à une question, que la pression des lobbies de l'industrie pétrolière et du gaz avait été « considérable ». Prenant le public à témoin, il a rappelé que les prix du gaz avaient été multipliés par cinq au cours des six dernières années, mais que la production avait

baissé pendant la même période. Il n'est donc pas question de verser aux compagnies des stimulants supplémentaires, en tout cas pas pour le gaz extrait de puits anciens. Selon le président, des crises ou des situations d'urgence en matière énergétique sont « imminentes » et l'économie doit s'y préparer dès maintenant.

thèses de l'administration. Dans ces conditions, il ne reste plus à M. Carter qu'à opposer son veto à la loi si elle lui est envoyée telle quelle. A moins — hypothèse plus probable — qu'un compromis ne permette de dégager une solution acceptable. L'une d'elles consisterait à maintenir le contrôle des prix, mais en fixant ceux-ci à un niveau plus haut que celui proposé par l'administration, par exemple, à un peu plus de 2 dollars par million de pieds-cubes.

De notre correspondant

Washington. — On n'avait pas vu cela sur la colline depuis trente ans : quarante-huit heures de séance quasiment ininterrompue, la Chambre haute transformée en campement, des sénateurs respectant leur propre règlement, ou encore, tel M. Goldwater, entrant en chaussettes dans la salle des séances. Depuis mardi 27 septembre, à l'occasion du débat sur l'énergie, le Sénat fait à nouveau l'expérience du « filibuster », une pratique qui permet à une minorité de bloquer sous des prétextes divers (discours interminables, dépôt d'amendements en cascade), le démantèlement des travaux et d'empêcher le vote d'une résolution.

Appelant les sénateurs à agir « avec responsabilité dans l'intérêt de la grande majorité des Américains pour rejeter les attaques d'intérêts particuliers et égoïstes », le président a fait valoir que son propre projet aboutirait déjà à augmenter les prix de six fois par rapport à leur niveau d'il y a cinq ans : « C'est assez », a-t-il tranché. Fournant, le Sénat s'est prononcé, par deux fois, à une légère majorité contre le projet du président et pour la libération totale et immédiate des prix du gaz extrait sur le continent (le même traitement sera réservé au gaz off shore dans cinq ans).

Une coalition hétéroclite

Les industries à se reconstruire au sujet des sommes pour l'administration : la encore, de grande importance sont en cause et les législateurs ont déjà amplement démontré à quel point ils y étaient sensibles. Ainsi, la commission du Sénat pour l'énergie, qui se trouve être aussi sous la présidence d'un Louisiana, M. Johnston, a entériné une mesure qui visait à obliger les compagnies distributrices d'électricité à passer d'encours, par des tarifs dégressifs, les gros consommateurs de courant. Comme il arrive souvent, en pareil cas, il est à prévoir que les détracteurs, en apparence insurmontables, seront réduits au fin de compte par des compromis. Le fait que la Chambre des représentants a voté, avec beaucoup de discipline, les mesures proposées par le président, sera d'une grande aide pour ce dernier le jour où une conférence des deux Chambres mettra au point le projet révisé.

AFFAIRES

Le rachai de Rousselot

LES ACTIONNAIRES MAJORITAIRES VEULENT OBTENIR DES GARANTIES D'ATO-CHIME

A la demande des dirigeants de la société, la cotisation de l'Etat de Rousselot aurait été rapidement reprise à la Bourse de Paris. Elle avait été suspendue le 29 juillet, lorsque la Société française des pétroles S.F.P. a déclaré qu'elle n'a pas l'intention de racheter Rousselot, avait fait savoir quelle était prête à racheter la firme par le biais d'une offre publique d'achat lancée avec l'accord des actionnaires majoritaires de l'entreprise : la famille Rousselot.

Les pouvoirs publics, soucieux de ne pas laisser passer le groupe Rousselot sous contrôle étranger, même par l'intermédiaire d'une filiale française, avaient alors demandé aux groupes pétroliers (S.F.P. et la C.F.P., de présenter des contrepropositions. Finalement, Ato-Chime, filiale commune aux deux groupes pétroliers, s'est alignée sur les conditions financières faites par la Société française des pétroles S.F.P. (le Monde du 25 août et du 3 septembre).

Les actionnaires majoritaires de Rousselot, s'ils comprennent fort bien le point de vue des pouvoirs publics, n'ont cependant pas précipité les choses. Ils sont désireux de vendre leurs participations, mais leur situation et celle du groupe Rousselot ne sont pas telles qu'ils soient contraints de vendre en catastrophe. Bien au contraire. Ils entendent donc obtenir d'Ato-Chime des garanties quant au sort qui sera réservé au groupe et à son personnel s'ils passaient sous le contrôle des deux pétroliers. Des négociations vont commencer qui pourraient être longues. C'est lorsqu'elles seront terminées que l'on connaîtra le sort réservé à Rousselot.

● Roussignol en Canada. — Les skis Roussignol vont implanter une usine au Canada, à Granby (Québec). Elle produira 228 000 paires de skis par an, ainsi que des skis alpins pour enfant. L'investissement total s'élève à 24 millions de dollars (dont 50 000 dollars de subventions du gouvernement fédéral canadien).

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● Un nouveau syndicat agricole est créé : le Mouvement syndical des travailleurs agricoles. Des agriculteurs de seize départements (1) ont fondé un nouveau syndicat agricole : le Mouvement syndical des travailleurs agricoles (M.S.T.A.). Il rassemble les adhérents du Mouvement (association paysanne de gauche), de divers mouvements contestataires (MSP 70 en Haute-Saône ou le Syner en gasconne) et des syndicats d'exploitants (F.D.S.R.A. opposés à la « ligne » de Michel Debatisse).

(1) Charente, Charente-Maritime, Gironde, Indre-et-Loire, Pyrénées-Orientales, Deux-Sèvres, Haute-Saône, Haute-Vienne, Indre, Eure-et-Loir, Vendée, Maine-et-Loire, Sarthe, Gers, Lot-et-Garonne.

Emploi

● Chômage partiel chez Renault. — Les douze mille salariés de l'usine de Sandouville seront mis en chômage partiel le 31 octobre. Cette mesure, qui pourrait être étendue à l'usine de Clon (sept mille salariés), vise selon la direction de Renault, à « réajuster » la production, compte tenu de la chute des commandes enregistrées depuis trois mois sur les voitures puissantes de 4 à 6 tonnes.

La C.G.T. de l'usine de Sandouville s'est élevée contre cette décision et a fait remarquer que cette journée chômage intervient alors que « les effectifs baissent et que les cadences de production augmentent ».

GUERRES ET CRISES 1974-1977

Ce livre fait partie de l'ensemble HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE, en six volumes sous la direction de Pierre LEON

En souscription jusqu'au 31 octobre 1977 Renseignez-vous chez votre libraire, ou à défaut chez A. Colin, 103, bd St-Michel, 75005 Paris - tél. 329.12.19

ÉCONOMIE - SOCIAL

A L'ÉTRANGER

Appelant les sénateurs à agir « avec responsabilité dans l'intérêt de la grande majorité des Américains pour rejeter les attaques d'intérêts particuliers et égoïstes », le président a fait valoir que son propre projet aboutirait déjà à augmenter les prix de six fois par rapport à leur niveau d'il y a cinq ans : « C'est assez », a-t-il tranché.

Fournant, le Sénat s'est prononcé, par deux fois, à une légère majorité contre le projet du président et pour la libération totale et immédiate des prix du gaz extrait sur le continent (le même traitement sera réservé au gaz off shore dans cinq ans).

thèses de l'administration. Dans ces conditions, il ne reste plus à M. Carter qu'à opposer son veto à la loi si elle lui est envoyée telle quelle. A moins — hypothèse plus probable — qu'un compromis ne permette de dégager une solution acceptable. L'une d'elles consisterait à maintenir le contrôle des prix, mais en fixant ceux-ci à un niveau plus haut que celui proposé par l'administration, par exemple, à un peu plus de 2 dollars par million de pieds-cubes.

Cette proposition a dressé contre elle une coalition hétéroclite : d'une part, les syndicats et groupements de consommateurs, hostiles à toute augmentation importante des prix du carburant ; de l'autre, les compagnies pétrolières, qui entendaient profiter au maximum de ce nouveau pétrole. La encore, ce groupe semble avoir été plus entendu que les autres, puisque les responsables de l'échec du projet gouvernemental, M. Long et M. Johnston, se sont entendus à proposer un compromis aux termes duquel une partie du produit de l'impôt, à partir de la deuxième année, serait utilisée à la production d'énergie.

Un troisième élément du programme Carter a été rejeté dans un autre sens encore. Le président proposait de taxer les automobiles consommant trop d'essence, selon un barème croissant avec le temps, et de redistribuer le produit de cet impôt sous forme de prime aux automobiles consommant moins d'essence. La commission des finances du Sénat a renvoyé l'application de cette disposition à 1980. Tout en la durcissant : l'impôt prélevé sur les voitures « polluantes » serait fixé à un niveau dissuasif (10 000 dollars par voiture), ce qui équivalait à une interdiction pure et simple de la production des véhicules.

La discussion au Sénat n'est pas terminée et il reste à voir quel sort sera réservé à d'autres importantes dispositions du programme gouvernemental : une taxe sur l'essence variant en fonction du volume de la consommation générale et surtout un train de mesures fiscales encourageant

les industries à se reconstruire au sujet des sommes pour l'administration : la encore, de grande importance sont en cause et les législateurs ont déjà amplement démontré à quel point ils y étaient sensibles. Ainsi, la commission du Sénat pour l'énergie, qui se trouve être aussi sous la présidence d'un Louisiana, M. Johnston, a entériné une mesure qui visait à obliger les compagnies distributrices d'électricité à passer d'encours, par des tarifs dégressifs, les gros consommateurs de courant.

Comme il arrive souvent, en pareil cas, il est à prévoir que les détracteurs, en apparence insurmontables, seront réduits au fin de compte par des compromis. Le fait que la Chambre des représentants a voté, avec beaucoup de discipline, les mesures proposées par le président, sera d'une grande aide pour ce dernier le jour où une conférence des deux Chambres mettra au point le projet révisé.



STAGES LINGUISTIQUES

● Perfectionnement en Anglais EN GRANDE-BRETAGNE (A Crosby House School, BOURNEMOUTH)

5 HEURES DE COURS PAR JOUR
SESSIONS SPÉCIALES DE 1 A 4 SEMAINES.
• ÉTUDE APPROFONDIE • 1, 2, 3 TRIMESTRES.
LABORATOIRE DE LANGUES. MÉTHODES MODERNES.
ÉCOLE RÉPONDANT PAR LE GOUVERNEMENT ANGLAIS.

A Paris (Dans nos locaux : 7, rue de l'Eperon, Paris (6^e) ou dans les entreprises)
COURS A EFFECTIFS TRÈS LIMITES.
SESSIONS • SUR MESURE •

● Perfectionnement en Allemand (A KASSEL, Europa Kolleg, et à Paris),

avec l'O.S.F.B., 34, rue de Provence, PARIS (9^e)
Tél. : 526-63-49

A LA CEGOS 19 OCTOBRE 1977

10^e CYCLE INGÉNIEUR D'AFFAIRES
FORMATION « A LA CARTE » EN 6 SESSIONS
POUR INGÉNIEURS D'ENTREPRISES
DE BIENS D'ÉQUIPEMENT, SERVICES CONSTRUCTION
ENGINEERING ET GRANDS VENDEURS
DE PRODUITS INDUSTRIELS

Comprendre et maîtriser l'activité par « affaires » :
● ACTION ET COMPORTEMENTS COMMERCIAUX.
● ORGANISATION DES RELATIONS INTERNES ET EXTERNES.
● GESTION ET DROIT DE L'AFFAIRE.

Résumé : Méthode MODULAIRE, CEGOS, Développement Commercial - 778-10-80

J'ai envie d'un appartement
livrable maintenant, dans un immeuble
calme et cossu, au centre de Nice.
J'ai entendu parler du Parnasse
et de ses prix.
Envoyez-moi votre documentation.

Voici mes coordonnées :
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Boulevard de la République, Bureau de vente 30-32 Bd Victor Hugo
06000 Nice - Téléphone (03) 87 25 44

COMPUTER SALES SYSTEMS S.A. FRIBOURG

COMPUTER SALES SYSTEMS S.A. fondée en 1974 en Suisse, est une filiale à 100 % de la CONTINENTAL INFORMATION SYSTEMS CORP., Synectics, N.Y., société cotée O.T.C. Il s'agit de sociétés spécialisées depuis de nombreuses années dans l'achat-vente et le leasing d'ordinateurs I.B.M. d'occasion. Son capital social est de 800.000 F. La Société suisse, C.S.S. SA Fribourg, est devenue rapidement l'une des plus importantes organisations européennes dans le marché secondaire des ordinateurs. Grâce à la compétence de ses ingénieurs et à l'expérience de sa maison mère des Etats-Unis, C.S.S. SA a vu son chiffre d'affaires passer successivement de 1,8 million de francs suisses en 1974 à 8 millions de francs suisses en 1975, puis à 23 millions en 1976. Au premier trimestre de 1977, C.S.S. S.A. a enregistré un chiffre d'affaires de 19 millions de francs suisses et la totalité de son portefeuille pour l'année en cours est de 45 millions de francs suisses.

Le financement de ces opérations s'effectue en collaboration avec plusieurs banques suisses et européennes.

COMPUTER SALES SYSTEMS S.A.
boulevard de Pérolles 5 - 1700 FRIBOURG
Tél. : (037) 22-28-57 - Telex : 36-251



centre d'études supérieures industrielles

CONDITIONS DE TRAVAIL

Vous sentez la nécessité d'améliorer les conditions de vie au travail dans votre entreprise.

Vous pensez que c'est une opération complexe, qui ne peut être engagée uniquement par des hommes de l'extérieur, fussent-ils des spécialistes !

C'est dans votre entreprise, probablement parmi les cadres de production, que vous trouverez les meilleurs leaders pour déclencher ces actions et les suivre. Mais la formation de ces futurs animateurs devra être solide et concrète.

Le CESI organise des stages de 25 jours,

- s'adressant à des entreprises ayant décidé d'entamer un processus de changement dans le domaine des conditions de travail,
- concernant les hommes chargés de la mise en œuvre de ce processus,
- associant des contenus méthodologiques et des applications pratiques en entreprise.

Vous pouvez obtenir des renseignements sur ces stages auprès des Etablissements du CESI :

PARIS-ILE DE FRANCE
POINT F, Plateau du Moulon - 81180 Gif-sur-Yvette
Tél. : (01) 81.81.70

LYON
19, rue de Dordilly - 69130 ECULLY
Tél. : (78) 33.18.73

NORD
Rue Didot, B.P. 149 - 52002 ARRAS
Tél. : (21) 21.27.45

DIJON
48, rue de l'Abbaye - 21000 NANTES-CHARENTAY
Tél. : (40) 46.58.00/46.58.81

TOULOUSE
Château de Pichonville, B.P. 22 - 31130 BALMA
Tél. : (61) 83.62.58

BORDEAUX-AQUITAINE
18, rue Carnot - 33200 BORDEAUX-CAUDERAN
Tél. : (56) 08.55.53

EST
La Blancheberg - Blancheberg - 67210 OBERNAI
Tél. : (88) 60.43.59

MÉDITERRANÉE
La Bastide Le Roy, Route de Galice, 13100 AIX-EN-PROVENCE
Tél. : (81) 20.17.72

L'AMOUR DE LA MONTAGNE NE RECLAME PAS 50 MORTS PAR ET

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **INDES**
— LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME : le point de vue de François Perroux : « La parole des témoins de la liberté », par Gabriel Matzneff ; « Liberté, fraternité et liberté », par Pierre Barck.
3. **ÉTRANGER**
— La Généralité restaurée en Catalogne.
- 4-5. **EUROPE**
— ALLEMAGNE FÉDÉRALE : la visite de M. Mitterrand à Bonn.
- 6-7. **DIPLOMATIE**
7. **AFRIQUE**
8. **PROCHE-ORIENT**
— M. Carter est prêt à engager le dialogue avec l'O.L.P.
- 9-12. **POLITIQUE**
— Les journaux parlementaires de R.F.R.
— La crise de la gauche.
— Les socialistes et leur parti, par Maurice Duverger.
14. **DÉFENSE**
— Plusieurs pays arabes et latino-américains obéissent des achats importants d'armes de combat avec la France.
15. **ÉDUCATION**
16. **ÉQUIPEMENT**

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 17 A 23

- La formation hôtelière en difficulté : Serge à la grappe.
- Un colloque sur le tourisme aux Alpes.
- CLIMAT D'ÉTÉ : Lyon est encore dans l'été.
- PLANCHES DE LA TABLE : Les troupes de la renommée.
- Modes du temps : Jeux ; Hippisme ; Philatélie.

23. JUSTICE

- Sur plainte du secrétaire pour l'indivisibilité des monuments historiques.

24-25. MÉDECINE

- Les Entorses de Richot.

26-28. ARTS ET SPECTACLES

- MUSIQUE : une avant-première du spectacle Béro au Centre Pompidou.

34-35. ÉCONOMIE - SOCIAL

- ÉTRANGER : les compagnies pétrolières tiennent en échec la politique énergétique de M. Carter.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (28)
- Annuaire classés (30 à 32) ;
- Aujourd'hui (33) ; Osmet (34) ;
- Journal officiel (35) ; L'été national (36) ; Météorologie (37) ;
- Météo croisée (38) ; Bourse (39).

LES NOUVEAUX TISSUS EN VOGUE

COUTURE

- Etamines imprimées
- Lainages écossais
- Draps réversibles
- Velours imprimés
- Jerseys Jacquard
- Cotons d'hiver
- Crêpes de soie

DÉCORATION

- Velours contemporains
- Toiles et chintz imprimés
- Tissus Jacquard "Design"
- Tweed et carreaux
- Lampes et tapisserie de style
- (Tous nos articles sont en stock)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Ecole d'Orgue Hamon-Farfales

8 méthodes : 120 à 160 F par mois.

25 F d'adhésion

hamm

125/127 rue de Valenciennes

75005 PARIS - Tél. 544 38 08

Le numéro du « Monde » daté 30 septembre 1977 a été tiré à 575 601 exemplaires.

A B C D E F G

L'OUVERTURE DU SYNODE A ROME

Paul VI a concélébré la messe avec tous les cardinaux et évêques présents

De notre envoyé spécial

Rome. — La messe d'ouverture du synode s'est déroulée, ce vendredi matin 30 septembre, à la chapelle Sixtine. Pour la première fois le pape ne s'est pas contenté de célébrer l'eucharistie avec tel ou tel des Pères du synode. C'est avec la totalité des cardinaux et des évêques présents que Paul VI a concélébré. Sur le plan liturgique tout au moins, un progrès a été réalisé qui correspond à une meilleure prise de conscience de la collégialité. Les Pères du synode y ont été sensibles.

Dans son homélie, Paul VI, avec des réminiscences tayloriennes, a évoqué « la position centrale de l'homme dans la création » et son besoin grandissant de connaître « les mystères du cosmos, de la pensée et de la vie ».

Le pape a été jusqu'à dire que notre époque « n'est pas une époque d'athéisme mais plutôt une époque de foi, le temps de notre foi qui est la vraie foi ».

Se référant à saint Paul, le pape a déclaré que l'Eglise a plus besoin que jamais d'hommes courageux, combattifs, capables de s'exposer afin d'assurer « la mission transformatrice », qui est celle des évangélistes. En revanche, il a décrit l'effort qui paralyse presque toute énergie devant l'« immensité » et la difficulté de la tâche.

Toute l'ambiguïté du synode est apparue dans les propos tenus au cours de la conférence de presse préparatoire du jeudi 28 septembre. Devant plus d'une centaine de journalistes venus du monde entier, le premier réflexe de l'animateur fut curieusement pour inviter les journalistes à prier, en quelque sorte le temps d'un benedictus à usage professionnel.

Puis Mgr Deskar, président de la commission pontificale pour les moyens de communication sociale, sous l'importance de la mission de la presse pour mieux informer les journalistes à tenir compte de la spécificité religieuse du synode, dont les répercussions politiques ne sont pas à négliger.

Un Tunisien, âgé d'une quarantaine d'années, a été son fils à coups de couteau jeudi 28 septembre et a ensuite tenté de se suicider, dans une voiture en bordure du périphérique (nos dernières éditions).

M. Kalifa El Gadi habitait 7, dans le quartier Aléa. Son épouse, dont il était séparé depuis peu, vivait sur le 3 de la même rue. M. El Gadi, un chrétien au moment où celui-ci partait pour l'école. L'enfant s'est débattu, appelant des voisins qui ont prévenu la police. M. El Gadi a alors poussé son fils dans sa voiture, une 2 CV Citroën, et a démarré en direction de la porte d'Orléans. Pris en chasse par les policiers, il a percuté un camion au moment où ils allaient être rejoints à l'entrée du boulevard périphérique. Il a ensuite tenté de se suicider en se frappant la poitrine avec la couteau. L'enfant est mort à son arrivée à l'hôpital Boucicaut. Le père a été admis à l'hôpital Lapeyronie où son état est jugé très grave.

Passeport pour l'élégance Old England à Paris

Au masculin, importé d'Angleterre

- Veste sport, unie, chevrons ou pied-de-poule..... 815 F
- Pantalon flanelle grise, pure laine, peignée..... 320 F
- Imperméable réversible, pied-de-poule, prince-de-galles, etc..... 1145 F
- Pull-over, manches longues, 100 % cashmere 2 fils, nombreux coloris... 370 F

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30



HUPFELD

construction robuste
large choix de modèles
Revendeur exclusif

hamm

LOCATION-VENTE
135/139 rue de Reims
75006 PARIS Tél: 544 38-66
Exportateur
Demissa Berlin R.D.A.

NOUVEAU SCANDALE FINANCIER EN SUISSE

Genève (A.F.P.). — Un nouveau scandale financier, portant sur des opérations de change « au noir », a éclaté, jeudi, à Genève. De deux cent cinquante à quatre cents personnes, principalement des Français et des Suisses, auraient perdu une somme totale évaluée pour l'instant entre 22 et 35 millions de francs suisses (45 à 70 millions de francs français) dans cette affaire, apprend-on de bonnes sources.

Le principal protagoniste de cette affaire, M. Claude Delahaye, Français domicilié dans la région d'Annemasse (Haute-Savoie), est en fuite. Un mandat d'arrêt international pour escroquerie et abus de confiance a été lancé contre lui.

Sous le couvert de deux sociétés genevoises, Gera et Rateme, M. Delahaye se livrait, semble-t-il, à des opérations spéculatives sur les changes parallèles, avec des fonds prêtés par des clients. Ne respectant plus ses échéances, il avait été arrêté il y a quelques semaines par la plainte de deux créanciers suisses. Libéré sous caution de 100 000 francs suisses par la justice genevoise, avec, semble-t-il, l'accord des plaigistes, qui espéraient récupérer leurs fonds, il a disparu depuis lors.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1978

Une concession fiscale importante est faite aux dirigeants de sociétés

Le projet de loi de finances pour 1978, qui sera soumis par le Parlement à partir du 11 octobre prochain, vient d'être publié dans son intégralité. Il ne contient qu'un élément nouveau par rapport au projet que nous avons analysé dans le Monde du 8 septembre : l'article 6 fixe une nouvelle limite — très favorable — pour l'application de l'abattement des 20 % sur le revenu imposable des dirigeants de sociétés.

L'exposé des motifs rappelle qu'en 1977, pour les personnes détenant plus de 5 % du capital d'une société, l'abattement de 20 % avait été ramené à 10 % pour la fraction des salaires supérieurs à 120 000 F par an. Or l'article 6 propose maintenant au Parlement de fixer cette limite à 150 000 F pour 1978, soit un « norme barre » des 6,5 %, et même à la hausse des prix de détail (quelque 9 %). La perte de recettes

Le détournement du DC-8 de la JAL

Le ministre japonais de la justice déplore que l'Armée rouge ait obtenu satisfaction

Le commando de l'Armée rouge japonaise qui a détourné un DC-8 de la JAL sur Dacca a libéré quatre otages, malades, vendredi 30 septembre. Cinq personnes avaient déjà pu quitter l'avion, peu après que le gouvernement de Tokyo ait annoncé qu'il cédait aux exigences des terroristes. C'est, en principe, dans la soirée de vendredi que l'avion transportant les otages et les détenus réclamés par le commando est attendu à Dacca. Les auteurs du détournement ont annoncé qu'ils garderaient une partie de leurs otages avant de quitter le Bangladesh pour une destination encore inconnue. Cette affaire suscite de vives réactions au Japon.

De notre correspondant

Tokyo. — La décision du gouvernement de satisfaire les exigences de l'Armée rouge suscite nombre de critiques dans l'opinion publique. La plupart des journaux estiment que le pouvoir a cédé trop rapidement aux terroristes. En désaccord avec la décision de ses collègues, le ministre de la justice, M. Hajime Fukuda, a annoncé son intention de donner sa démission.

La question la plus controversée à Tokyo est la présence parmi les neuf détenus dont la libération est exigée par le commando de deux prisonniers de droit commun : il s'agit de Hiroshi Sensui, quarante ans, condamné pour meurtre en 1960, et d'Akira Nishi, condamné sous sept chefs d'accusation, dont celui d'assassinat.

Sur les neuf détenus dont la libération est exigée, par le commando, trois ont fait savoir qu'ils refusent de quitter leur prison. Déclarant, selon la police, qu'ils n'étaient plus d'accord avec l'Armée rouge. Il s'agit de Toshiro Omura, récemment extradé du Canada, Yasuhiro Uegaki, ancien membre de l'Armée rouge, et Issa Chinen, membre d'un mouvement activiste d'Osaka, condamné pour avoir commis un attentat contre le prince Akihito en juillet 1976. Six détenus (deux membres de l'Armée rouge, deux femmes, membres du groupe « Les Lézards », responsable d'attentats contre des firmes industrielles, et les deux condamnés de droit commun) étaient en instance de départ pour Dacca vendredi matin. Contrairement à ce qui avait été annoncé antérieurement par la police japonaise, Takemoto Takahashi, récemment arrêté en Suède, ne figurait pas sur la liste des personnes dont la libération est exigée.

Les autorités nippones estiment que quatre au moins des cinq terroristes qui ont pris le contrôle de l'avion sont de nationalité japonaise. Parmi eux figuraient Norio Sasaki, membre du Front armé de l'Extrême-Orient (organisation proche de l'Armée rouge), et Kunito Bando (membre de cette dernière), tous deux libérés à la suite des exigences du commando qui investit le consulat américain de Kuala-Lumpur en août 1976.

PHILIPPE PONS.

VISITEZ
C.E.V.M.I.
SICOB
NIVEAU 2-STAND 2403

NANTES - ATLETICO DE MADRID EN COUPE D'EUROPE

Le stage au sort du deuxième tour des équipes européennes de football, qui se disputera par matches « aller » et « retour » le 19 octobre et le 2 novembre, a été effectué le 30 septembre à Zurich. Dans l'épreuve des clubs champions, Nantes recevra pour la première fois l'Atletico de Madrid. En coupe de l'Union européenne, Nantes accueillera Newcastle United, qui sera en déplacement à home contre le Leeds. En cas de qualification contre Manchester, Saint-Merron sera opposé à Porto.

GRANDE
FOIRE
D'AUTOMNE
BROCANTE
ET AUX JAMBONS
ILE DE
CHATOU
30 SEPTEMBRE
- 3 OCTOBRE

Pourquoi louer un piano ?

PIANO BAIL
vous rendra
propriétaire du piano
de votre choix
payable en 2 à 5 ans
pour un
versement mensuel
équivalent
à une location.
C'est une exclusivité

Piano
center
PIANOS
Paris-Ouest 71, rue de l'Aigle
92250 LA GARENNE
Tél. 242.26.30 et 782.76.67
PIANOS-ORGUES
Paris-Est 122-124, rue de Paris
93100 MONTREUIL
Tél. 857.53.38

EPARGNE SOBI

un bon placement
commence toujours
par une
bonne information

Depuis 20 ans,
la SOBI offre
aux prévoyants
plusieurs formules
d'épargne
adaptées
à chaque cas.

8,25 à 11,60 %
taux actuariel annuel brut

Sur simple demande de votre part - et
sans engagement - nous vous
adresserons une brochure très complète
des types de placement mis à votre
disposition.

SOCIETE DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie 704 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques
sous le n° LBM7

SOBI

27/10/1977